

cahiers

LEON TROTSKY

11

SEPTEMBRE 1982

INSTITUT LEON TROTSKY • PUBLICATION TRIMESTRIELLE
DIFFUSION LA PENSEE SAUVAGE

CAHIERS LÉON TROTSKY

Revue éditée par l'Institut Léon Trotsky

L'Institut Léon Trotsky a pour but de promouvoir l'œuvre de Léon Trotsky sous ses divers aspects [...] préparer la publication en langue française des Œuvres de Léon Trotsky [...] éditer les Cahiers Léon Trotsky destinés à établir un lien entre toutes les personnes intéressées par les travaux de l'Institut [...] et à permettre la publication de textes et documents divers concernant l'auteur et le mouvement ouvrier, mais aussi au cours de recherches, regrouper ou recenser toute information, documentation ou archives concernant Trotsky et son Œuvre (Extrait des Statuts de l'Institut, association selon la loi de 1901).

BUREAU DE L'INSTITUT LÉON TROTSKY

Jean François Godchau, président, Pierre Broué, directeur scientifique, Isabelle Longuet, trésorière, Michel Dreyfus, Jean Risacher.

Redaction et Administration des *Cahiers Léon Trotsky*

Jean-Paul Joubert, 2, rue Bayard, 38000 Grenoble.

Prix au numéro	France : 35 F	Étranger : 40 F
Abonnement pour quatre numéros	France : 120 F	Étranger : 140 F

Règlement à l'administration des *Cahiers Léon Trotsky* par chèque bancaire ou postal libellé à l'ordre de : JOUBERT - C.L.T.

NUMEROS DISPONIBLES (Port en sus: 6F)

C.L.T. n° 1	20F
C.L.T. n° 2	20F
C.L.T. n° 3	35F
C.L.T. n° 4	20F
C.L.T. n° 5	30F
C.L.T. n° 6	35F
C.L.T. n° 7-8	40F
C.L.T. n° 9	35F
C.L.T. n° 10	35F

Collection complète n° 1 à n° 10 = 200F (Port en sus 25F).
Commandes et versements à l'administration des *Cahiers Léon Trotsky*.

N° ISSN 0181-0790

Commission paritaire 61601

Directeur de la publication : Jean-François Godchau

cahiers

LEON TROTSKY

N° 11

SEPTEMBRE 1982

SOMMAIRE

Institut Léon Trotsky — Présentation	3
Quelques repères chronologiques (1928-1940)	5
ETUDES	
Pierre Broué — Le mouvement trotskyste en Amérique latine jusqu'en 1940	13
Enrique Espinoza — Les Ecrivains face à Trotsky (Notes pour un Essai)	31
Humberto Valenzuela — La première époque du trotskysme au Chili: la Gauche communiste	41
Olivia Gall — La revue <i>Clave</i> : outil politique de Trotsky	55
TEMOIGNAGES	
Octavio Fernández Vilchis — Comment fut obtenu le droit d'asile pour Trotsky au Mexique	63
Mateo Fossa — Comment j'ai rencontré Trotsky	75
Fúlvio Abramo — Construire la IV ^e Internationale en Amérique latine (interview)	83
DOCUMENTS	
— Trois lettres de Trotsky à la section mexicaine	95
— Discours du député Zapata au parlement chilien (24 avril 1933).	98

— Proposition de programme de la Ligue communiste pour l'alliance ouvrière au Brésil (8 août 1934)	101
— Cuba: crise de direction et courant liquidateur 1932-1935	105
— Rapport sur l'Amérique latine à la conférence de Mai 1940 ...	111
Courrier des lecteurs	119
Nos morts	123
Liste des articles publiés dans les <i>Cahiers Léon Trotsky</i>	126

Présentation

Ce numéro 11 des Cahiers Léon Trotsky, est centré sur l'Amérique latine. Nous y avons cherché un équilibre entre les études, les témoignages, les documents.

Pierre Broué a repris pour ce numéro une communication à un colloque de Caracas qui présente le sujet. Olivia Gall a étudié la revue Clave. Nous avons en outre traduit deux articles déjà anciens mais inconnus en France, l'un d'Enrique Espinoza, l'autre d'Humberto Valenzuela.

Parmi les nombreux témoignages possibles, nous avons retenu d'abord celui d'Octavio Fernández sur la façon dont fut obtenu le visa de Trotsky pour le Mexique: il s'agit, pensons-nous, d'une mise au point définitive. Nous y avons joint d'importants extraits d'un article autobiographique du militant ouvrier argentin Mateo Fossa paru en 1973, et un récit fait en 1979 à São Paulo par Fulvio Abramo à Pierre Broué et Victor Leonardi.

Les documents qui suivent sont conçus pour illustrer l'article de Pierre Broué qui les présente en les plaçant dans leur contexte. Nous publions trois lettres de Trotsky à la section mexicaine, dont seule la première avait été déjà publiée et dont Octavio Fernández a préservé les deux autres. Les autres documents évoquent l'histoire des sections latino-américaines: discours d'un député chilien au Parlement sur la répression, propositions programmatiques des trotskystes brésiliens pour un front unique à São Paulo en 1934, le rapport d'un dirigeant cubain sur la destruction de la section cubaine par les partisans d'une « voie externe » pour construire la... IV^e Internationale, un rapport de González et Colay pour la conférence de mai 1940, faisant le point sur la situation du mouvement à cette date en Amérique latine. Nous avons dû renoncer à publier un récit des premières années de l'Opposition de gauche en Argentine (publié dans le mémoire de maîtrise d'Oswaldo Coggiola), un article d'Octavio Fernández sur la révolution mexicaine, nourri de discussions avec Trotsky.

A la demande de plusieurs lecteurs, nous avons fait figurer en tête de ce numéro quelques repères chronologiques. Les textes castillans ont été traduits par P. Monnet, le texte portugais par J. de Souza et les textes anglais par B. Martel.

L'Institut Léon Trotsky

Quelques repères chronologiques (1928-1940)

1928

février

— *Brésil*: la conférence du P.C.B. rappelle à l'ordre Pimenta et Barbosa, qui combattent la politique de la « troisième période ».

mai

— conférence des syndicats affiliés à l'Internationale syndicale rouge, à Montevideo.

juin

— conférence des P.C. latino-américains à Buenos Aires.

novembre

— *Colombie*: grève des ouvriers bananiers de San Marta, plus de mille morts, 3000 blessés et 500 condamnations aux travaux forcés.

décembre

— *Argentine*: en liaison avec Cannon, Guinney forme le comité communiste d'opposition (plus tard I.C.A.).

décembre (28)

— *Brésil*: début du 3^e congrès du P.C.B. à Nicteroi et campagne de la direction contre l'« opposition syndicale ».

1929

janvier (4)

— *Brésil*: fin du 3^e congrès du P.C.B. avec l'exclusion de Pimenta et de Barbosa (opposition « syndicale »). Coutinho, retour de Moscou, prend contact avec eux.

janvier (29)

— le dirigeant cubain Julio Antonio Mella assassiné dans la rue à México.

juillet

— *Mexique*: Diego Rivera exclu du P.C.

juillet (29)

— *Brésil*: Leoncio Basbaum, dirigeant du P.C. ne parvient pas à gagner Luis Carlos Prestes, le chef de la révolte militaire et de la colonne qui portait son nom.

1930

mars

— *Argentine*: publication par la I.C.A. de Guinney du premier numéro de *La Verdad*.

— *Mexique*: Rosalio Negrete exclu du P.C.M. et expulsé du Mexique ainsi qu'Abraham Golod délégué de l'Internationale des J.C.

avril (20)

— *Chili*: constitution d'un C.C. provisoire du P.C.Ch. à Santiago, avec Hidalgo et Mendoza.

- *Brésil*: le groupe communiste Lénine de Pedrosa publie le premier numéro de *A Lucta de Classe*
- juin — *Chili*: le bureau latino-américain de l'I.C. à Montevideo appuie le C.C. du P.C. Chilien formé à Valparaiso: début de la scission entre le P.C. - Hidalgo et le P.C. - Lafferte.
- septembre (6) — *Argentine*: coup d'Etat du général Uriburu. Début de la « décennie infâme ».
- septembre (25) — *Brésil*: le B.P. du P.C. dénonce l'initiative de Plinio Mello qui a fondé à São Paulo un P.C. légal.
- octobre (9) — *Brésil*: début du soulèvement contre le président Washington Luis de Souza Pereira.
- octobre (24) — *Brésil*: victoire de « la révolution de 1930 ».
- novembre (3) — *Brésil*: Getulio Vargas chef du gouvernement provisoire.
- 1931**
- janvier (21) — *Brésil*: fondation à São Paulo de la Liga comunista internacional, secção brasileira da Oposição internacional de Esquerda (présents: Lobo, Mateus, Medeiros, Pedrosa, Pin taude, Xavier). (Un peu plus tard, à Rio de Janeiro, avec Coutinho, Du Pin Galvão, Neves et Daladéa.)
- février — *Brésil*: refus de Luis Carlos Prestes de rejoindre les trotskystes.
- mars (13) — *Brésil*: Prestes décide de rejoindre le P.C. du Brésil et va devenir le porte-drapeau de l'I.C. en Amérique latine.
- juillet — *Chili*: la grève à l'université de Santiago entraîne la grève générale dans la capitale.
- juillet (26) — *Chili*: le président Ibañez cède devant grèves et manifestations populaires: il démissionne.
- septembre — *Chili*: mutinerie des marins de la Flotte à Valparaiso.
- octobre — *Chili*: Montero président de la République.
- 1932**
- janvier — *Salvador*: répression de l'insurrection paysanne; plus de mille tués.
- février — *Argentine*: élection du général Justo à la Présidence de la République.
- juin (4) — *Chili*: *pronunciamento* dirigé par M. Grove et proclamation de la « République socialiste » du Chili par la nouvelle Junte.
- juin (16) — *Chili*: coup d'Etat du Général Davila et fin de la « République socialiste ».
- septembre (13) — *Chili*: coup d'Etat contre le général Davila de militaires qui veulent rétablir la Constitution.
- octobre (30) — *Chili*: Alessandri élu Président de la République.
- décembre — *Argentine*: Milesi exclu du P.C.
- 1933**
- janvier — *Argentine*: le groupe Milesi prend la majorité à l'A.G. de la I.C.A. et élit Milesi secrétaire général.

- février (24) — *Argentine* : Milesi, en route pour le congrès contre la guerre de Montevideo est arrêté et déporté pour plusieurs mois en Terre de Feu.
- mars (19/22) — *Chili* : le congrès du P.C.- Hidalgo devient la Izquierda comunista et adhère à l'Opposition de gauche internationale.
- avril (19) — *Chili* : naissance du P.S. chilien qui résulte d'un large regroupement.
- avril (24) — *Chili* : le député Zapata censuré pour son discours au parlement.
- juillet (25) — *Cuba* : grève des conducteurs d'autobus de La Havane.
- août — *Argentine* : publication de *Nueva Etapa*, de la L.C.I. dirigée par Gallo et Raurich.
- août (4) — *Cuba* : grève générale à La Havane contre le gouvernement Machado. Le P.C. essaie en vain de l'arrêter après un accord avec le dictateur.
- août (12) — *Cuba* : chute et fuite de Machado. Gouvernement provisoire Cespedès.
- septembre (4) — *Cuba* : insurrection des sous-officiers. Nouveau gouvernement provisoire sous Grau San-Martin, avec Guiteras comme ministre de l'intérieur.
- septembre (10) — *Cuba* : abolition de l'amendement Platt, symbole de la soumission de Cuba aux E.U.
- septembre (14) — *Cuba* : l'Opposition de gauche devient Parti bolchevique-léniniste.
- septembre (20) — *Cuba* : le gouvernement provisoire décrète la journée de travail de 8 heures.
- septembre (25) — *Cuba* : Manifeste du Partido Bolchevique-leninista cubano.
- septembre (29) — *Cuba* : Manifestation pour le retour des cendres de J.A. Mella; la police tire.
- décembre (1^{er}) — *Argentine* : parution de *Tribuna Leninista*, organe de l'ex-I.C.A. devenue Liga Comunista Internacionalista, seccion argentina de la Oposicion internacional de Izquierda.
- décembre — *Argentine* : dernier numéro du *Boletín* de la I.C.A. (devenue LCI-SA) par ses anciens dirigeants.

1934

- janvier (15) — *Cuba* : Ultimatum du « colonel » Batista, appuyé par l'armée et les partis traditionnels et démission du gouvernement Grau San-Martin.
- février (21) — *Nicaragua* : Somoza fait assassiner Sandino venu négocier.
- juillet (1^{er}) — *Mexique* : le général Cárdenas élu président de la République.
- juillet (13) — *Brésil* : Vargas élu Président par la Constituante.
- août — *Chili* : heurt au théâtre Iris entre fascistes et contre-manifestants de la Izquierda comunista.
- *Brésil* : constitution à São Paulo d'un comité de liaison électoral des gauches.

- août (27) — *Cuba*: attaque d'un commando stalinien contre le local de la Fédération ouvrière de La Havane; un mort.
- septembre — *Brésil*: naissance de l'Alliance ouvrière à São Paulo.
- octobre (7) — *Brésil*: Praça de Sé à São Paulo, combat armé entre les « intégralistes » fascistes de P. Salgado et les militants des partis et syndicats regroupés dans l'Alliance ouvrière.
- *Cuba*: naissance de l'organisation Joven Cuba.
- décembre (1^{er}) — *Mexique*: le président Cárdenas prend ses fonctions. Libération des militants détenus aux îles Marias.
- 1935**
- janvier (6) — *Cuba*: A.J. Muste, du W.P.U.S. met en garde la section cubaine contre son identification à Joven Cuba.
- mars (9) — *Cuba*: échec de la grève générale.
- mars — *Brésil*: fondation de l'Alliance de libération nationale.
- avril (12) — *Mexique*: l'ex-président Calles, qui a été l'instrument de la droite pour tenter de chasser Cárdenas est contraint à l'exil.
- avril — *Argentine*: premier numéro de *IVa Internacional* résultant de la fusion de la L.C.I. (Raurich & Gallo) et de la L.C.I.-S.A. (qui vient d'exclure Milesi).
- mai (8) — *Cuba*: Antonio Guiteras abattu par l'armée de Batista.
- juillet (5) — *Brésil*: appel de Prestes pour renverser le gouvernement Vargas.
- octobre — *Bolivie*: congrès de fondation du P.O.R. bolivien (à Córdoba en Argentine).
- novembre (23/27) — *Brésil*: au signal de l'A.L.N., soulèvement « prestiste » à Natal (23/27), Recife (24/25) et Rio de Janeiro. Le gouvernement frappe tous les partis d'opposition et le mouvement ouvrier. Mário Pedrosa échappe et passe à la clandestinité.
- 1936**
- janvier — *Chili*: congrès de la Izquierda comunista qui décide d'entrer dans le P.S. Scission dirigée par le comité régional de Santiago.
- février (21/24) — *Mexique*: fondation de la C.T.M., centrale syndicale dirigée par Lombardo Toledano.
- mars(31) — *Argentine*: congrès de fondation de la C.G.T. Mateo Fossa, élu à la présidence du congrès, ne l'est pas à la direction.
- avril (1^{er}) — *Espagne*: début de la guerre civile.
- juillet (21) — conférence du Mouvement pour la IV^e Internationale.
- juillet (26/30) — *Mexique*: premier numéro de *IVa Internacional*. Adhésion à la L.C.I. de Diego Rivera et Frida Kahlo.
- septembre (3) — *Argentine*: article dans *Claridad*: Liborio Justo rompt avec le stalinisme.
- novembre — *Mexique*: télégramme d'Anita Brenner à Rivera en vue de l'asile pour Trotsky au Mexique. Rivera et Fernández vont rencontrer Cárdenas.

- novembre (23) — *Mexique* : Cárdenas promet qu'il donnera le visa à Trotsky.
 décembre (9) — *Mexique* : annonce publique du visa de Trotsky.
 décembre (16) — *Mexique* : puissante manifestation ouvrière de soutien à Cárdenas, dans la capitale, à la suite de déclarations « callistes » des dirigeants de la C.R.O.M., la vieille centrale.
 décembre (24/26) — *Chili* : congrès d'unification syndicale et naissance de la C.T.Ch.
 — *Brésil* : dans la clandestinité, Pedrosa fonde le P.O.I.

1937

- janvier (9) — *Mexique* : Trotsky arrive à Tampico.
 janvier (11) — *Mexique* : Trotsky à Coyoacán.
 mars (11) — *Brésil* : scission du P.O.L.
 avril (10/17) — *Mexique* : sessions de la sous-commission d'enquête à Coyoacán.
 mai — *Mexique* : la grève des travailleurs du pétrole est suivi de celle des cheminots.
 juin — *Mexique* : nationalisation des chemins de fer.
 août — *Mexique* : mouvements paysans dans le Yucatan et création d'ejidos collectifs.
 août — *Argentine* : sous la direction de Liacho, publication du premier numéro de *Frente proletario*, édité par les militants entrés dans le P.S.O.
 septembre — dernier numéro de la L.C.I.-S.A. après la scission sur la question de l'entrisme dans le P.S.O.
 octobre — *Mexique* : confiscation de terres et partage entre les paysans à La Sonora.
 octobre (25) — *Chili* : victoire électorale du Front populaire : vers un gouvernement Aguirre Cerda.
 novembre (7) — *Argentine* : à Buenos Aires, conférence d'unification (avec Justo, les groupes Liacho, Posse, Milesi), donnant naissance à deux groupes, *Nuevo Curso* et *Inicial*.
 novembre (10) — *Brésil* : coup d'Etat de Getulio Vargas et proclamation de l'Estado Novo.
 décembre (2) — *Brésil* : interdiction de tous les partis politiques.

1938

- janvier — *Argentine* : conférence des trotskystes du P.S.O. à Cordoba sous la direction de Liacho.
 février — *Brésil* : arrivée de Pedrosa en Europe.
 février (19) — *Mexique* : Galicia fait exclure Rivera du C.C. de la L.C.I.
 février (23) — *Mexique* : le congrès de la C.T.M. approuve une résolution de Lombardo Toledano dénonçant Trotsky et sa « politique ».
 mars (1^{er}) — *Mexique* : La Cour suprême approuve l'arbitrage favorable aux revendications des ouvriers du pétrole.
 mars (12) — *Mexique* : l'A.G. de la section mexicaine décide sa propre dissolution par 30 voix contre 7.

- Cárdenas, à l'appel de la C.T.M.
- mars (23/25) — *Mexique*: la « commission du S.I. » — trois militants américains — rencontre les ex-dirigeants trotskystes mexicains.
- avril (27) — *Mexique*: Galicia et ses amis décident de reconstituer la section mexicaine.
- mai — *Mexique*: insurrection manquée du général Cedillo.
- juillet — *Argentine*: premier et unique numéro de la revue *Nuevo Curso* (Justo et Gallo).
- août — *Argentine*: premier et unique numéro de la revue *Marxismo* (groupe Liacho).
- septembre (6) — *Mexique*: la conférence de fondation de la IV^e Internationale à Périgny, décide la dissolution de la section mexicaine.
- septembre (6/8) — *Brésil*: Mário Pedrosa élu au S.I. sous le nom de Lebrun est affecté à New York.
- septembre (28) — *Mexique*: congrès syndical international à Mexico et fondation de la Confederación de Trabajadores de América Latina (C.T.A.L.) dont V. Lombardo Toledano est secrétaire général.
- septembre (28) — *Mexique*: première visite de Mateo Fossa à Trotsky.
- octobre (22) — *Mexique*: la section mexicaine reconstituée par Galicia refuse de se soumettre à la décision de la conférence internationale.
- novembre/ — *Argentine*: éclatement du P.S.O. Carlos Liacho abandonne la politique.
- décembre

1939

- janvier (31) — *Mexique*: reconstitution d'une section mexicaine qui publie *Lucha Obrera*.
- février (7) — *Mexique*: début de la crise ouverte avec Diego Rivera, qui démissionne de *Clave*.
- avril — *Argentine*: premier numéro de *La Internacional*, du G.O.R. de Justo et Fossa.
- août — *Brésil*: P.O.L. et C.O.-P.C.B. fusionnent dans le P.S.R. au cours d'une réunion clandestine.
- août (7) — *Mexique*: la L.C.I. mexicaine dénonce la « trahison » de Diego Rivera qui soutient la candidature du général Almazán.
- décembre — *Argentine*: crise du G.O.R. que quittent Lagos, Ramos et Gallo.
- décembre (9/27) — *Uruguay*: 8^e conférence pan-américaine de Montevideo.

1940

- janvier (7) — *Mexique*: Rivera démissionnaire.
- janvier (26) — *Mexique*: manifestations et émeutes antisémites et contre Trotsky
- janvier (29) — *Mexique*: au congrès du P.C.M. Laborde réclame l'expulsion de Trotsky du Mexique.
- février (24/25) — *Etats-Unis*: réunion à Cleveland de la minorité du S.W.P. qui décide de scissionner. Pedrosa est avec eux.
- mars — *Argentine*: formation de la L.O.S., réunissant la quasi-

- totalité des groupes.
- mars (18) — *Mexique*: le congrès du P.C.M., dirigé par Carlos Contreras (V. Vidali) décide d'écarter Laborde et Campa.
- mai (1^{er}) — *Mexique*: les manifestants ouvriers de la C.T.M. scandent des mots d'ordre contre Trotsky à México.
- mai (19 & 26) — *Etats-Unis*: conférence d'alarme (Emergency conference) de rence) de la IV^e Internationale à New York.
- mai (24) — *Mexique*: attaque contre la maison de Trotsky par la bande de tueurs dirigés par le peintre David Alfaro Siqueiros.
- août (21) — *Mexique*: mort de Trotsky, frappé par l'agent de G.P.U. Ramón Mercader.

Le Mouvement trotskyste en Amérique latine jusqu'en 1940¹

La recherche entreprise par l'Institut Léon Trotsky en vue de la publication des *Œuvres* n'a pas provoqué de découverte décisive dans le domaine de l'histoire latino-américaine. A cet égard, même l'investigation menée dans les « papiers d'exil » de Trotsky à la Houghton Library de Harvard s'est révélée décevante: Trotsky, soucieux de ne pas donner, même indirectement, de prise aux accusations d'ingérence, n'a pratiquement rien laissé dans ses propres archives qui concerne sa propre activité en Amérique latine après 1937 et son arrivée au Mexique.

La documentation existe cependant. A la Houghton Library même a été déposée ce qu'on appelle la collection-satellite d'Octavio Fernández, comprenant non seulement une partie des archives de la section mexicaine, mais celles de la revue *Clave*, fondée et dirigée par Trotsky, et les lettres de Trotsky lui-même qu'il a voulu faire conserver en lieu sûr. Il existe par ailleurs des fonds documentaires importants, aussi bien en Europe, à Nanterre (B.D.I.C.), Amsterdam (I.I.H.S.), Milan (Feltrinelli), qu'aux Etats-Unis (Cambridge et Stanford). Le gros des archives — en dehors du Brésil où il y a eu un début de regroupement dans un centre dépendant de l'université de Campinas — se trouve encore dans les collections privées, au moins celles qui n'ont pas été détruites directement ou indirectement du fait de la répression. Mais nombre d'entre elles ne peuvent être consultées sans grave danger pour ceux qui les détiennent, du fait de l'anéantissement des libertés démocratiques dans les pays où elles ont été conservées. On peut espérer mettre un jour le nez dans les archives du Chilien Manuel Hidalgo ou celles d'Enrique Espinoza, l'écrivain argentin de Santiago..., encore faudrait-il quelques événements politiques: l'histoire ne peut pas avancer plus vite que l'humanité qui la

1. Le point de départ de cet article est dans une communication que j'ai présentée au Colloque international sur le mouvement ouvrier latino-américain qui s'est tenu à Caracas à l'Université Centrale (sous l'égide du MOLA) du 23 octobre au 2 novembre 1980. J'ai tenu compte dans sa rédaction des remarques et critiques formulées au cours de la discussion notamment par Adolfo Gilly, Alejandro Gálvez et Luis Vitale. Cette communication et cet article n'ont jamais eu d'autre prétention que de tracer de grandes lignes de recherche.

porte et Pinochet, comme Videla, sont obstacles objectifs aussi bien à tout développement des connaissances historiques qu'à la jouissance des droits et libertés démocratiques les plus élémentaires.

L'histoire du trotskysme en Amérique latine a pourtant fait déjà l'objet d'une recherche d'ensemble réalisée par un universitaire, diplomate et chercheur, spécialiste du communisme en Amérique latine². Robert J. Alexander, qui s'est présenté comme « un camarade » chez les vieux militants, s'est fait ouvrir bien des archives et conter bien des souvenirs. Son travail est fort utile sous cet angle, malgré d'inévitables erreurs que nous nous efforcerons de signaler à l'occasion dans les différents travaux. Il manque malheureusement de la nécessaire intimité avec le sujet que seules peuvent donner une expérience de militant et une connaissance des hommes qu'on interroge — et c'est ce qui rendra nécessaire à bref délai la reprise d'un sujet d'ailleurs très vaste et qu'il ne pouvait épuiser. D'ores et déjà, des recherches ont été entreprises dans diverses universités : mémoires de maîtrise, thèses de troisième cycle de science politique ou d'histoire abordent le thème et livrent déjà informations et réflexions utiles³. Enfin, les survivants commencent à parler, dès qu'ils ont la possibilité et l'occasion de le faire à nouveau, et l'auteur de cet article a eu le privilège d'écouter longuement quelques-uns des plus éminents d'entre eux⁴.

**

L'Amérique latine est restée longtemps en marge du mouvement ouvrier mondial, à l'écart de ses principaux courants et ne recevant d'Europe des impulsions qu'avec un retard parfois considérable. Les premiers travaux scientifiques sur l'histoire du communisme en Amérique latine — les récents travaux de Carmen Helena Parés et de Manuel Caballero⁵ notamment — font bien apparaître ce décalage : un pays comme le Venezuela reste tout à fait à l'écart du mouvement communiste à l'époque de Lénine et ne voit la naissance de son parti « communiste » qu'en pleine époque stalinienne.

2. Robert J. Alexander, *Trotskyism in Latin America*, Stanford U.P., 1973, 303 p.

3. Citons entre autres le mémoire de maîtrise d'Oswaldo Coggiola *L'Opposition de gauche en Argentine (1930-1943)* réalisé à Paris VII, sous la direction de Madeleine Rebérioux, et la thèse en préparation d'Olivia Gall, à Grenoble, sur *Trotsky et la Politique mexicaine*.

4. Parmi ceux qui m'ont reçu et longuement répondu, j'aimerais mentionner, au Brésil, Fulvio Abramo, Victor de Azevedo, Plinio Mello, Mário Pedrosa, au Mexique, Octavio Fernández et Manuel Alvarado, pour le Chili, Abraham Pimstein Lamm, que j'ai rencontré à Caracas. Quelques-uns, rares il est vrai, n'ont pas répondu.

5. Carmen Helena Parés, *Théorie marxiste et pratique politique en Amérique latine*, thèse d'Etat de science politique, Grenoble, 1980. Manuel Caballero, *La Internacional comunista y América latina. La Sección venezolana*, México, 1978.

On relève un retard identique dans l'apparition du mouvement trotskyste, puisque que ce dernier, opposition de gauche au sein des partis communistes, présuppose leur existence. Mais ce décalage est souvent moindre dans la mesure où l'Opposition est une organisation internationale. En revanche, le caractère fortuit de la chronologie de l'implantation, relevé par Carmen Helena Parés pour les partis communistes, nous semble plus marqué encore pour les sections de l'Opposition de gauche. Si l'on met à part le cas du Chili où une fraction du P.C., existant de façon indépendante depuis plusieurs années, s'est ralliée en bloc à l'Opposition internationale, l'implantation de cette dernière a semblé relever largement de contacts qu'on peut qualifier de « contacts de hasard », c'est-à-dire de facteurs plutôt contingents. C'est par exemple la présence de Pierre Naville dans *Clarté* ressuscitée — qui allait devenir *La Lutte de Classes* — qui met le Brésilien Pedrosa et le Péruvien Mariateguï en contact avec la pensée de Trotsky et permet le premier accrochage de l'Opposition de gauche sur le continent latino-américain.

Moscou a été cependant et de façon directe un foyer actif de rayonnement des idées et des thèses de l'Opposition de gauche. Ce sont des sympathies pour ses thèses contractées en 1928 dans la capitale de l'U.R.S.S. qui ont inspiré au moins en partie, à son retour au Brésil, le délégué du P.C. brésilien Rodolfo Coutinho⁶ dans son alliance avec l'« opposition syndicale » de Joaquim Barbosa qui constitue le point de départ de l'Opposition de gauche au Brésil. C'est également à Moscou, probablement la même année que le syndicaliste communiste cubain le Noir Sandalio Junco⁷ a rencontré les idées de l'Opposition de gauche en la personne d'Andrés Nin, longtemps secrétaire de l'Internationale syndicale rouge. C'est de Moscou qu'avait été envoyé au Mexique comme permanent de l'Internationale des jeunes communistes l'Ukrainien Abraham Golod qui passe en 1930 à l'Opposition de gauche avec un Améri-

6. Rodolfo *Coutinho*, étudiant à Recife, y anima un groupe marxiste et y fonda un groupe communiste en 1919; délégué au congrès de fondation du P.C.B. en 1922, il fut élu suppléant de l'exécutif qui le délégua à Moscou en 1924. Il revint en 1927, pleinement informé de tout ce qui concernait l'Opposition de gauche en U.R.S.S., et se consacra à l'enseignement et aux jeunesses, puis aux ligues paysannes. Mais, gravement malade, il abandonna bientôt toute activité.

7. Sandalio *Junco* (1900-1942), ouvrier boulanger, fut l'une des plus importantes figures du parti cubain à partir du milieu des années vingt comme secrétaire international de la confederación nacional de los Obreros de Cuba. Il avait séjourné à Moscou et, convaincu par Nin, y aurait vigoureusement apostrophé Staline à propos de la répression contre l'Opposition. Il avait vécu au Mexique en 1928, participé en 1929 à la conférence de Montevideo. Revenu à Cuba en 1932, exclu du parti communiste, il fonda l'Opposition de gauche qui allait devenir le parti bolchevique-léniniste cubain. Il contrôlait en août 1933 la Federación Obrera de la Havane. Il rompit peu après avec le P.B.L., rejoignit *Joven Cuba*, dont il fut le « secrétaire ouvrier », puis le parti « authentique », où il exerça les mêmes fonctions. Il fut assassiné au cours d'un meeting.

cain Rosalio Negrete⁸, l'animateur des pionniers. Plus tard, installé à New York, Golod, sous le pseudonyme bien défendu d'Alberto González, poursuivra un patient travail d'organisation en Amérique latine. C'est un autre Ukrainien, à demi anglais, il est vrai, Roberto Guinney⁹, ancien dirigeant du P.C. argentin et de sa section de langue ukrainienne et russe, qui organise le premier noyau trotskyste argentin.

De façon générale pourtant, ce sont les voyages d'intellectuels ou séjours d'étudiants en Europe qui ont apporté le plus de liens. Naville n'a jamais rencontré Mariateguí, le pionnier du marxisme au Pérou, et leur correspondance s'est tôt interrompue, mais il se lie à Paris avec Pedrosa et le gagne et Pedrosa à son tour commence à correspondre avec ses amis du Brésil. Le demi-mexicain Manuel Fernández Grandizo — le futur G. Munis¹⁰ — et le péruvien Juan Luis Velázquez¹¹ ont lu *Comunismo* et milité dans les rangs de la Izquierda comunista d'Espagne avant de revenir en Amérique latine, à la même époque que Héctor Raurich, déjà militant chevronné et le tout jeune Antonio Gallo¹² qui incarnent la seconde

8. Russell *Blackwell*, dit Rosalio *Negrete* (1904-1969), militant du P.C. et organisateur des « pionniers », avait été envoyé au Mexique à la fin des années vingt. C'est là qu'il prit contact par lettre avec les trotskystes américains et fonda l'Opposition de gauche au Mexique. Exclu du P.C. en 1930, il fut ensuite expulsé du Mexique. A partir de 1935, il milita au sein du groupe organisé par Oehler et essaya d'y rallier les groupes latino-américains. Parti en Espagne en 1936, il y fut emprisonné en 1938-39.

9. Roberto *Guinney* (1868-1933), né en Grande-Bretagne, avait passé sa jeunesse en Russie avant de revenir en Grande-Bretagne; il avait connu Kropotkine et Tom Mann. Emigré en Argentine, il avait adhéré au P.C. en 1923 et l'avait quitté en 1927, avec Penelón, pour le P.C.R.A., devenant administrateur de son journal *Adelante*. Fondateur du comité d'opposition communiste en 1929, il avait rejoint formellement la même année l'Opposition internationale et constitué le groupe qui publia *La Verdad* en mars 1930 et s'appela I.C.A. (Izquierda Comunista Argentina). Un membre de ce groupe, l'ouvrier Pedro Manulis, entretenait avec Trotsky une correspondance serrée en russe en 1929 et 1930.

10. Manuel *Fernández Grandizo*, dit G. *Munis* (né en 1912), était fils d'émigrés espagnols au Mexique. Il était revenu en Espagne comme étudiant et avait rejoint l'Opposition de gauche en 1930. Partisan de l'« entrisme » dans les J.S. en 1935, il n'était pas allé au P.O.U.M. avec ses camarades de la I.C.E. et était rentré au Mexique en juillet 1936 pour en repartir en septembre avec le premier cargo chargé d'armes. Après avoir combattu dans les milices de la J.S. sur le front de Madrid, il avait organisé le groupe B.L. de Barcelone et édité *La Voz Leninista*. Arrêté en février 1938 et accusé du meurtre de l'agent du G.P.U. Léon Narvitch, il s'évada au début de 1939 lors de la débâcle de Catalogne. Il participa à la conférence dite « d'alarme » de la IV^e Internationale en mai 1940, parla sur la cercueil de Trotsky au Panthéon lors de l'incinération, puis dirigea la section mexicaine et le groupe espagnol du Mexique jusqu'à sa rupture avec la IV^e Internationale en 1947.

11. Juan Luis *Velázquez* (né en 1903), péruvien, était allé en Europe et avait milité dans le P.C. en Espagne, puis en Allemagne et avait été sensible aux critiques de l'Opposition de gauche contre la ligne stalinienne. Il n'avait pas réussi à entrer en Espagne en 1936. Il s'était fixé à México où il connut Trotsky et milita au sein de la section mexicaine jusqu'en 1942.

12. Héctor Raurich, brillant intellectuel, qui impressionna ses contemporains, avait milité en Argentine avec les « chispistes » avant d'aller étudier en Espagne où il rencontra l'Opposition de gauche. Comme lui, Antonio Gallo dit Ontiveros (né en 1913) avait été

génération trotskyste d'Argentine. Les Etats-Unis ont joué un rôle non négligeable en envoyant au Mexique Rosalio Negrete dans la première période et Charles Curtiss dans la seconde¹³. Enfin, il ne faut pas négliger les ricochets imposés par la persécution policière et les exils forcés. C'est au Chili que José Aguirre¹⁴, futur fondateur, à Cordoba en Argentine, du P.O.R. bolivien, a été gagné par les militants de la Izquierda comunista chilienne. Les hommes de la deuxième génération de Bolivie, Walter Asbun et Guillermo Lora¹⁵ doivent sans doute plus qu'au P.O.R. leur formation de trotskystes à un militant brésilien, Fulvio Abramo, venu de la frontière brésilienne en char à bœufs jusqu'à Santa Cruz de la Sierra où ils l'ont rencontré¹⁶.

Ce n'est qu'à partir de 1938 et dans le cadre de la préparation méthodique de la conférence internationale à travers l'activité du bureau pan-américain, que l'on peut constater un effort systématique et un début de planification entrepris par le noyau du S.W.P. réuni autour de González-Golod. Les militants étrangers aux Etats-Unis qui se dissimulent sous les pseudonymes de « Lopez » (Frankel) et « Colay » — un cubain — épaulent ici les efforts de ceux qu'on appelle les « spécialistes », des militants nord-américains qui connaissent la langue espagnole...

L'histoire de l'Opposition de gauche et de la IV^e Internationale diffère sensiblement en Amérique latine de leur histoire européenne du fait de sa préhistoire et d'un contexte différent. C'est ainsi qu'en Amérique latine, c'est à plusieurs reprises par pans entiers que, sinon des partis communistes, du moins des fractions importantes de leurs cadres et même de leurs directions, sont passés à l'Opposition de gauche et plus tard à la

gagné en Espagne par Nin. A leur retour en 1932, Raurich et Gallo refusèrent de rejoindre le groupe de Guinney sans raison politique apparemment valable, et fondèrent la Liga comunista internacionalista (S.A.) qui publia *Nueva Etapa*. Ils devaient rejoindre la social-démocratie après la guerre.

13. Charles Curtiss, dit Carlos Cortes (né en 1908), linotypiste en Californie, parlant bien l'espagnol, fut envoyé au Mexique par la C.L.A. en 1934, mais le groupe qu'il réussit à organiser fut démantelé par la police. Il revint aux E.U. De 1938 à 1939, il fut le délégué du S.I. au « comité pan-américain de la IV^e Internationale » à Mexico. Il fut secrétaire national du S.W.P. en 1941. Il quitta cette organisation pour rejoindre le P.S. en 1951.

14. José Aguirre Gainsborg, dit Maximiliano Fernández (1909-1938), fils d'un diplomate bolivien, étudiant en droit, dirigeant du mouvement étudiant, avait adhéré au P.C. en 1930. Arrêté et expulsé au Chili en 1932, il rejoignit la Izquierda comunista. Ayant recruté d'autres exilés boliviens, il fut l'un des organisateurs, à Cordoba en 1938, du congrès de fondation du P.O.R. Revenu peu après dans son pays, il abandonna très vite le P.O.R., désormais contrôlé par Tristan Marof, et trouva la mort dans un accident d'automobile.

15. Walter Asbun, d'origine syrienne, appartenait à une famille riche; il avait vécu au Chili où il avait eu ses premiers contacts avec le groupe d'Aguirre. Il finança le mouvement à ses débuts. Guillermo Lora (né en 1922) était alors étudiant en droit à Cochabamba et allait devenir l'un des dirigeants historiques du P.O.R., auteur des thèses de Pulacayo et d'une histoire du mouvement ouvrier bolivien.

16. Cf. les souvenirs de Fulvio Abramo, pp 83-93.

IV^e Internationale. Du point de vue de leurs effectifs, les sections ainsi constituées ont parfois soutenu une comparaison victorieuse avec les « partis officiels » qui étaient évidemment loin d'être à l'époque ce qu'on appelle des partis de masse. Cette situation n'avait pas d'équivalent dans l'Europe des années trente, bien qu'elle ait quelque ressemblance avec certains aspects de la situation en Espagne au début de cette période et surtout de la Grèce à la grande époque de l'archéiomarxisme, dont l'organisation supportait la comparaison avec le P.C. « officiel ».

C'est d'abord le cas du Brésil. Les informations apportées par Coutinho, puis les documents et la correspondance de Pedrosa persuadent la première opposition du P.C.B., « le groupe communiste Lénine », en partie issu de l'« Opposition syndicale », de demander son affiliation à l'Opposition de gauche internationale. Elle compte alors dans ses rangs quelques-uns des pionniers du communisme au Brésil et, au premier chef, cet ouvrier imprimeur métis qui animait en 1917 le comité de grève de São Paulo et avait fondé le P.C.B., ce symbole même du prolétariat brésilien moderne qu'est João Pimenta¹⁷. Mais ses compagnons, Mário Pedrosa ou Livio Xavier, les frères Abramo ou Plinio Mello¹⁸, sont aussi des pion-

17. João da Costa *Pimenta* (1886-1971), mulâtre, ouvrier boulanger à Campos, devint en 1904 ouvrier du Livre à Rio. D'abord anarchiste, il fut l'un des organisateurs du second congrès ouvrier en 1913. Editeur de *Na Barricada* en 1916, un des organisateurs des grèves de 1917, membre du conseil insurrectionnel en 1918, président du troisième congrès ouvrier en 1920, il fut l'un des neuf délégués au congrès de fondation du P.C. du Brésil en 1922. Adversaire de la politique de la « troisième période », il fut exclu pour avoir participé au groupe d'opposition de Barbosa. Il rejoignit alors l'Opposition de gauche et fut l'un de ses dirigeants jusqu'à son arrestation en 1935.

18. Mário *Pedrosa* (1905-1982), critique d'art, était l'un des intellectuels et jeunes dirigeants du P.C. les plus en vue à la fin des années vingt. Il renonça à aller à Moscou après un séjour en Allemagne et se rendit en France où il rencontra Boris Souvarine et Pierre Naville. Revenu au Brésil, il fonda en 1930 le groupe qui publia *A Lucta de Classe* et devint en 1931 la Liga comunista (Oposição Leninista do Partido comunista do Brasil). Face à la menace des Chemises vertes, il fut l'un des organisateurs de l'Alliance ouvrière à São Paulo en 1934, et fut blessé au cours de la contre-manifestation du 7 octobre à São Paulo. Il passa en 1935 dans la clandestinité, réussit plus tard à quitter le Brésil et à gagner l'Europe en 1938 et y participa à la conférence qui créa en septembre la IV^e Internationale. Elu au S.I., il gagne alors New York et prend parti, lors de la crise de 1939, en faveur de la minorité dirigée par Shachtman et Burnham, ce qui le conduisit au Workers Party lors de la scission de 1940. Livio *Xavier* (né en 1900) était un journaliste connu qui adhéra au P.C.B. en 1927 et rallia très vite l'Opposition de gauche qu'il dirigea avec d'autres jusqu'à son arrestation en 1935 et quitta, à sa libération en 1937. Lelio *Abramo* (né en 1903), dessinateur et graveur, membre du P.C., fut exclu en 1930 pour avoir refusé de représenter Trotsky en chien enchaîné à un Oncle Sam. Plinio *Gomês de Mello* (né en 1900), également journaliste, organisateur des J.C. et membre du parti en 1927, fut envoyé dans le Rio Grande do Sul pour y être le candidat du Bloc ouvrier et paysan. Arrêté et passé à tabac, il fut expulsé par la police et se réfugia à Montevideo où il participa en mai 1930 à une réunion du Bureau latino-américain de l'I.C. Exclu pour son opposition à la « troisième période », il réorganise légalement le P.C.B. en novembre 1930 à São Paulo, ce qui lui vaut le qualificatif de

niers du communisme au Brésil et il a fallu réécrire l'histoire du parti qui fut le leur pour tenter de les en gommer. Et l'histoire, ici, se répète une seconde fois : après que la première génération trotskyste brésilienne ait disparu sous les coups féroces de la répression du régime Vargas après 1939, c'est encore au sein du parti et des jeunesses que renaît une opposition qui prend à son tour le chemin de la IV^e Internationale, celle qui se regroupe autour du comité régional de São Paulo avec Herminio Saccheta et José Stacchini, des jeunesses¹⁹, et qui constituera en 1939 le parti socialiste révolutionnaire.

Quand l'Opposition de gauche se constitue officiellement à Cuba en 1932, elle compte déjà plusieurs centaines de militants et certains assurent qu'elle est plus nombreuse que le parti officiel. C'est trois ans auparavant que Julio Antonio Mella avait été assassiné dans la rue à Mexico²⁰. On savait déjà qu'il avait été exclu du P.C. cubain dont il était un des dirigeants les plus populaires, mais on ne sait que depuis peu qu'il avait été avant sa mort lié au groupe d'opposition de Manuel Rodriguez à Mexico. Les quelque 600 militants dont se targue à la fin de 1933 le jeune parti bolchevique-léniniste de Cuba sont, peut-être, comme on l'a dit et répété, des militants qui se situent surtout dans la tradition du syndicalisme révolutionnaire et, pour certains, plus proches de l'Espagnol Maurín que de Trotsky. Tels qu'ils sont, ils constituent en tout cas un pan du P.C. cubain qui s'en détache.

Ce n'est pas ici le lieu de narrer dans le détail la division du parti chilien en deux fractions rivales revendiquant chacune le titre même du parti et qu'on a appelées, du nom de leurs dirigeants, le P.C.-Hidalgo et

« renégat » et de « trotskyste ». Il se rejoint l'Opposition de gauche en 1931 et dirige à São Paulo la grande grève de la Light & Power Cy, ce qui lui vaut la prison. Il est, au cours des années suivantes, l'un des dirigeants du syndicat des journalistes. En 1939, il est l'un des rares rescapés de la première génération à participer à la fondation du parti socialiste révolutionnaire. Il rompt avec le trotskysme en 1943 et milite ensuite plusieurs années dans le parti socialiste avant son interdiction.

19 Herminio *Saccheta* (né en 1909), fils d'un ouvrier italien émigré, était en 1934, rédacteur en chef d'un grand journal de São Paulo quand il adhéra au P.C.B., où il devint presque aussitôt secrétaire régional de São Paulo et membre du C.C. Il accepta l'unité d'action en 1934 et participa en personne à la manifestation du 7 octobre, puis entra en conflit avec la direction du P.C.B., du fait de son opposition à la conception de cette dernière concernant le rôle « progressiste » de la « bourgeoisie nationale ». Il organisa dans une opposition, qui compta environ 300 militants organisés, le gros de ses partisans, qu'il entraîna en 1938 dans la fondation du parti socialiste révolutionnaire qui devint la section brésilienne de la IV^e Internationale. José *Stacchini*, dit *Salerno*, était à l'époque son principal collaborateur, secrétaire des J.C. de São Paulo. Il a, depuis, renié le mouvement ouvrier.

20. Julio Antonio *Mella* (1903-1929), étudiant cubain, fondateur de la F.E.U. en 1923, de l'Université populaire José Martí en 1924 était l'une des figures les plus populaires du mouvement communiste cubain des années 20. Il avait organisé les ouvriers du tabac, fait une grève de la faim pour protester contre l'accusation de terrorisme etc. Réfugié à Mexico, il y fréquenta le groupe constitué autour de Manuel Rodriguez et se mit en ménage avec Tina Modotti avec laquelle il se trouvait quand il fut assassiné le 16 janvier 1929.

le P.C.-Lafferte²¹. Ces deux fractions se sont dressées l'une contre l'autre et combattues avec acharnement, pendant une dure période de répression qui les frappait toutes deux et hachait leurs rangs, à propos de la politique de la « troisième période » et de ses conséquences au Chili. C'est au terme de ce conflit — qui a parfois des allures de querelle de légitimité — que les partisans du sénateur Hidalgo, informés, eux aussi, des divergences mandiales par leurs liens avec Nin et la lecture de la revue espagnole *Comunismo*, ont opté pour l'Opposition de gauche au moment où celle-ci se préparait à appeler à la formation de nouveaux partis communistes et d'une nouvelle internationale, la IV^e.

Ces organisations ont joué un rôle relativement important dans l'histoire contemporaine de leurs pays respectifs. La Izquierda comunista du Chili s'est inscrite dans les luttes des ouvriers du bâtiment, les maçons de Santiago en particulier, et leur fameux « comité unique », ainsi que dans les premiers efforts d'organisation autonome des paysans. Son rôle n'a pas été négligeable à l'échelle nationale et l'on dit que, lors de l'éphémère république socialiste de 1932, le chef de la Junte militaire de gauche, Marmaduke Grove²², lui proposa une entrée dans le gouvernement provisoire à laquelle elle opposa un programme de revendications de transition. La même Izquierda comunista joua un rôle déterminant dans la constitution en 1935 du Bloc des gauches qui fut l'antécédent du Front populaire au Chili. Les trotskystes cubains ont été tellement présents dans la révolution à partir d'août 1933 que, de ce moment, leurs cadres ouvriers, convoités et courtisés, sont l'objet de tentatives de corruption ouverte ou déguisée de la part des formations nationalistes. Les trotskystes contrôlent la Fédération ouvrière de La Havane qui propose à l'été 1933 un « programme ouvrier » dont il n'existe pas d'équivalent pour cette période — avant le programme d'action pour la France. Quant aux trotskystes brésiliens, ils ont joué un rôle déterminant dans la résistance organisée aux premières poussées fascistes et à la tentative des Chemises

21. Elias Gavino *Lafferte* (1886-1961), ouvrier de salpêtre, membre du P.O.S. avant la guerre, était devenu trésorier de la F.O.Ch. en 1923. Il dirigea à partir de 1929 la fraction pro-Stalinienne du parti chilien et devint secrétaire général de la F.O.Ch. en 1931 jusqu'en 1936. Il fut sénateur de 37 à 53. Manuel *Hidalgo Plaza* (1882-1967), artisan menuisier, membre du parti socialiste en 1912, avait rejoint le P.C. à sa naissance et avait été élu sénateur. Principal dirigeant de la fraction du P.C. qui portait son nom et devint ensuite la Izquierda comunista il se rallia sans arrière-pensée au P.S. qui en fit dans un premier temps un ambassadeur au Mexique, puis un ministre à partir de 1941.

22. Marmaduke *Grove* (1878-1954), officier aviateur, avait été l'un des instigateurs du *pronunciamiento* qui avait renversé en 1924 le président Alessandri, puis de celui qui le réinstalla au pouvoir l'année suivante. Chef de file des militaires de gauche, socialisants, il avait primitivement soutenu le général Ibañez à la présidence. C'est en août 1932, alors qu'il était colonel, qu'il s'empara du pouvoir avec l'appui de l'aviation et de la marine et proclama l'éphémère République socialiste du Chili. Il devait être ensuite l'un des fondateurs du P.S. Chilien, incarnation de son aile modérée.

Vertes de Salgado de s'imposer dans la rue. Leur rôle dans la construction en 1934 de l'Alliance ouvrière pauliste — regroupant syndicats, formations politiques, socialistes, communistes staliniens et trotskystes et anarchistes — demeure dans l'histoire contemporaine de leur pays au même titre que la bataille de la Praça do Sé du 7 octobre 1934, au cœur de São Paulo, dans laquelle ils ont joué un rôle déterminant pour la victoire sur les troupes de choc du fascisme.

Ces grandes sections de l'Opposition de gauche, dont nous avons indiqué qu'elles peuvent soutenir numériquement la comparaison avec les partis de l'I.C., sont en même temps d'une extraordinaire fragilité politique, et elles n'ont eu en définitive, en tant que grandes organisations, qu'une existence éphémère.

Dès le lendemain des combats de rue du 7 octobre 1934, éclate dans la Ligue brésilienne une grave crise politique au sujet de la « politique militaire », de la façon dont a été conçu précisément le combat contre les fascistes. Aristides Lobo, Raquel de Queiros, Victor de Azevedo²³, jugent cette politique « aventuriste », accusent leurs camarades d'avoir joué à la guerre. La section brésilienne ne se remettra pas de ce conflit qui prend un caractère de grande violence dans le contexte donné et provoque son explosion, sa désintégration en quelques semaines : elle est mise hors-la-loi en novembre 1935 sans avoir eu le temps de panser ses plaies.

La section cubaine se décompose, elle aussi, très vite, à partir de 1933, sous l'impulsion de sa composante étudiante, l'Ala Izquierdista Estudiantil, et de ceux de ses dirigeants qui préconisent alors une politique « entriste », qu'ils justifient par les conditions spécifiques de Cuba, et lancent la formule de la « construction de la IV^e Internationale par la voie externe ». Une importante fraction de ce jeune parti croit en effet découvrir une voie express d'accès au pouvoir, la voie royale vers les masses, dans la nouvelle organisation nationaliste aux tendances putschistes de Joven Cuba (Jeune Cuba) fondée par le célèbre Antonio Guiteras²⁴,

23. Victor de Azevedo (né en 1901), qui n'avait jamais été membre du P.C., fut l'un des dirigeants de l'Opposition de gauche brésilienne à partir de 1930. Aristides Lobo, journaliste, membre du P.C.B. en 1925, puis secrétaire de Luis Carlos Prestes, avait été dirigeant du P.C. à São Paulo, puis avait animé en juillet 30, avec Prestes, la Ligue d'action révolutionnaire. Il avait convaincu Prestes de rejoindre le P.C. Raquel de Queiros (née en 1910), fille des planteurs, romancière de Ceara, avait adhéré au P.C. en 1930 et en fut exclue en 1923 après son roman João Miguel. Elle avait rejoint la Ligue communiste en 1933.

24. Antonio Guiteras Holmes (1906-1935), né aux Etats-Unis, installé à Cuba en 1913, y commença des études de médecine et de pharmacie et devint l'un des dirigeants du mouvement étudiant à La Havane. Membre du Directoire étudiant révolutionnaire pendant la révolution de 1933, il devint gouverneur de l'Orient, puis en septembre, ministre de l'intérieur dans le gouvernement nationaliste de Grau San-Martin. Après la chute de ce dernier, il fonda et dirigea le mouvement nationaliste de gauche Joven Cuba et fut l'un des organisateurs de la grève générale insurrectionnelle de mars 1935. Il trouva la mort dans un combat armé contre un détachement de l'armée de Batista le 8 mai 1935. Les trotskystes cubain avaient, pendant tout ce temps, « rêvé » de le gagner.

porte-drapeau des éléments de gauche du gouvernement provisoire. Un rapport, dont nous publions ci-dessous les passages essentiels, nous donne une description détaillée de la décomposition de cette organisation d'avant-garde. Il raconte par le menu comment le secrétaire général du P.B.L., un jeune homme de 24 ans, Marcos Garcíá Villareal, s'est rendu coupable de se marier à l'Eglise et... d'en faire part dans la presse, et comment il a été « déposé », le 2 février 1935, par un « coup d'Etat » mené dans les structures de ce petit parti que ses dirigeants abandonnent l'un après l'autre. Dès cette époque, il semble bien que les anciens cadres ouvriers du P.B.L. aient déjà transité, soit vers Joven Cuba, soit vers le parti dit « révolutionnaire » des « authentiques » — formation nationaliste bourgeoise de gauche, plus modérée que celle de Guiteras — dans laquelle on trouvera, plus tard, non seulement Sandalio Junco, devenu son « responsable ouvrier » mais Eusebio Mujal qui finira beaucoup plus à droite, aux côtés de Batista.

Nous avons indiqué au passage le rôle des trotskystes chiliens dans la formation du Bloc des gauches. C'est pendant cette période qu'ils cherchent de toute évidence à se lier avec le parti socialiste du Chili qui vient de se constituer et qui refuse d'adhérer à la II^e Internationale. C'est en 1936 qu'ils ont décidé formellement de s'y fondre, comme l'avait auparavant redouté Andrés Nin qui au nom des trotskystes, avait déjà critiqué leur orientation vers le Bloc des gauches. En 1936, l'expérience, un peu « accommodée », du « tournant français de l'entrisme dans la S.F.I.O. », la naissance du P.O.U.M. avec l'entrée de la Izquierda comunista, la signature par le P.O.U.M du bloc électoral des gauches annonciatrice du Front populaire espagnol, ont été invoqués pour justifier ce qui était en fait purement et simplement une autodissolution. Il semble bien en tout cas que nombre des chefs historiques, au moins Hidalgo et Mendoza²⁵, ne soient pas entrés dans le parti socialiste pour le transformer, mais seulement pour s'intégrer à une force politique qui allait faire d'eux à bref délai des ambassadeurs et des ministres.

La violence de la répression qui caractérise les sociétés latino-américaines est évidemment un élément d'explication de ces effondrements rapides et à certains égards définitifs. Au Chili, des militants sont assassinés, José Lopez Cacerés, par exemple, d'autres, comme Humberto Valenzuela et Humilde Figueroa sortiront infirmes des mains de la police. Au Brésil, l'ouvrier Manoel Medeiros meurt en prison dans des conditions particulièrement atroces, tandis que son camarade italien Goffredo Rosini, déporté en Espagne, y disparaît²⁶. Les Cubains évoquent souvent

25. Sur Hidalgo, cf. n. 21. Humberto *Mendoza* Bañados dit Jorge Levín (1912-1972), ingénieur agronome, venu de la « fraction Hidalgo », secrétaire de la I.C., devait être plus tard ministre de l'agriculture dans un gouvernement d'union nationale.

26. Sur les circonstances de la mort en prison de l'ouvrier du Livre Manoel Medeiros et de la disparition du trotskyste italien Goffredo *Rosini* (1889-1937), voir p. 85 & n.7 les souvenirs de Fulvio Abramo.

leurs martyrs: Crescencio Freire, tué en 1935, Américo Labadi, Gastón Medina, Nieves Otero, dont nous ne savons rien, et aussi les militants Andrade et Blanco assassinés au Salvador. Mais la cause de la faillite de ces organisations est éminemment politique. Rameaux détachés des P.C. avec toutes les faiblesses des organisations communistes de l'époque déjà marquées par le stalinisme, les sections de l'Opposition de gauche n'ont ni l'acquis théorique, ni la formation pratique qui leur permettent de faire face victorieusement à toutes les pressions qui pèsent sur elles. C'est l'opposition violente d'une fraction sectaire qui atteint la section brésilienne, et celles de Cuba et du Chili se suicident en se mettant au service de forces sociales qui ne sont pas la classe ouvrière.

Le mouvement trotskyste ne disparaît certes pas totalement avec l'effondrement des grandes sections. Au Brésil, Mário Pedrosa a réussi à échapper à l'arrestation, il continue une courageuse et dangereuse activité clandestine, rassemble les escapés dans un parti ouvrier léniniste: quand il émigre en 1938, il n'y a plus, en liberté et prêts à l'action militante, que quelques rescapés de la première génération trotskyste, qui vont se joindre à cette date à la deuxième génération, celle de Saccheta et du comité régional de São Paulo. Le trotskysme n'est pas liquidé non plus à Cuba. C'est un des témoignages que donne, par exemple, le livre sur la guerre d'Espagne écrit par l'un des siens qui y combattit avec le P.O.U.M., Juan Ramón Breá²⁷. En témoignent également les silhouettes que nous avons entrevues dans les papiers d'Octavio Fernández à Harvard, de Pérez Santiesteban, de Bodernea, et surtout de Pablo Díaz González, dit Lasale, ce Noir secrétaire du syndicat des ouvriers teinturiers qui fut plus tard trésorier de l'expédition du *Granma*.

Au Chili, la liquidation de la Izquierda comunista dans le parti socialiste ne se fait pas sans résistances. Une fois de plus, cette dernière est inspirée par le comité régional de Santiago, à partir d'octobre 1935, sous l'impulsion d'Enrique Sepúlveda (Diego Henríquez)²⁸ qui recevra plus tard le renfort des jeunes socialistes que dirige Abraham Pimstein²⁹. Le parti ouvrier révolutionnaire (P.O.R.) chilien, section chilienne de la IV^e Internationale, naît de leurs efforts en 1938, mais au Chili comme dans les autres pays d'Amérique-latine, l'heure est désormais au foisonnement des scissions et aux rivalités groupusculaires.

Ainsi, la première catégorie distinguée parmi les organisations trotskystes latino-américaines, celle des grandes organisations, disparaît-elle au bout de quelques années se résolvant dans la seconde, celle des petits

27. Mary Low & Juan Ramón Breá, *Red Spanish Notebook*, Londres 1937. Breá est mort à Cuba en 1941.

28. Enrique Sepúlveda dit Diego Henríquez, un jeune médecin, et son frère Arturo, dit Ismael Suárez, refusèrent la liquidation de la Izquierda comunista.

29. Abraham Pimstein Lamm (né en 1914), conduisait les J.S. à la rupture avec le parti socialiste, puis à la fusion avec le P.O.R.

groupes dominés par les rivalités personnelles et les querelles fractionnelles entre petits chefs.

Le cas le mieux connu est celui de ce qu'on peut appeler le « fractionnalisme » argentin, récemment étudié par Osvaldo Coggiola. Les conditions générales n'étaient pas au premier abord plus défavorables au travail de l'Opposition en Argentine qu'au Chili ou au Brésil. En 1925, une première scission du parti communiste argentin rassemble autour du Partido Comunista Obrero et de son journal *La Chispa* (L'Étincelle), des militants — « los chispistas » — que l'on retrouvera plus tard dans les rangs trotskystes, comme l'intellectuel Raurich ou l'ouvrier Mateo Fossa. Ce regroupement à gauche est éphémère. Une nouvelle chance naît avec une autre scission, lors de la naissance en 1927, autour de José F. Penelón, l'unique conseiller communiste de Buenos Aires³⁰, d'un parti communiste de la région argentine (P.C.R.A.) qui ne manque pas de cadres ouvriers. Mais ses dirigeants refusent tout net ce qui pourrait servir à contester à leur parti le caractère « national » des fondements de son existence. Prise de position fortuite, reflétant un état d'esprit propre à ces hommes ou au contraire tendance permanente, empreinte de la société argentine ? C'est finalement du sein du P.C.R.A. que se détache en 1929 le « comité communiste de gauche », premier groupe argentin, rattaché à l'Opposition internationale avec les frères Guinney, Pedro Manulis et Camilo López, qui édite *La Verdad* (La Vérité) et apparaît comme une « fraction publique » du P.C. argentin.

Sans doute Coggiola a-t-il raison de souligner que le coup d'Etat du général Uriburu, le 6 décembre 1930, a placé ce petit groupe dans les pires conditions pour agir et hypothéqué l'avenir du mouvement trotskyste à ce moment décisif de son histoire. Mais la répression qui se déchaîne en Argentine à partir de 1930 ne suffit pas à expliquer que Raurich et Gallo, au retour d'Espagne où ils ont été gagnés par Nin et son organisation, traitent par le mépris les gens de la I.C.A. (Izquierda Comunista Argentina) et forment une deuxième organisation concurrente. Elle n'explique pas, non plus, qu'à peine exclu du P.C.A. en 1932, le militant qu'on connaît sous le nom de Pedro Milesi³¹, entre avec ses partisans dans

30. José F. Penelón avait été, pendant la guerre, le leader de la tendance pacifiste internationaliste du P.S.A., l'un des fondateurs, à partir d'elle, du parti socialiste international, devenu ensuite parti communiste. Il avait été élu en 1922 à l'exécutif de l'I.C. et réélu en 1924. Il avait combattu la ligne ultra-gauchiste de la « troisième période » et fut exclu avant de fonder le P.C.R.A.

31. L'homme qui est connu dans le mouvement trotskyste comme Pedro Milesi, mais aussi Pedro Maciel et Eduardo Islas semble, selon le fichier de *Clave*, s'être appelé en réalité Pietro Boscaglia. Né en 1890 à Buenos-Aires, ouvrier municipal dans cette ville, d'abord anarchiste, passé au P.C., il en fut exclu en 1932. Il entra alors avec ses partisans dans le groupe de l'I.C.A. de Guinney et autres et en prit la direction. Il participa en 1936 à la INSERT....

l'I.C.A. pour s'en emparer au terme d'une assemblée générale aux allures de coup d'Etat dans un verre d'eau. Il faut le dire: bien des épisodes relevés dans l'histoire des groupes qui, en Argentine, se sont réclamés du trotskysme, révèlent une irresponsabilité politique qui a incontestablement des racines sociales et ne peut s'introduire au sein du mouvement ouvrier, auquel elle est étrangère, que sous le couvert de traditions appelées « nationales ». Laissant de côté les problèmes posés, en Argentine comme ailleurs, à partir de 1936-1937, par le débat sur l'« entrisme » et le rôle nouveau du parti socialiste ouvrier, nous nous contenterons de relever que le mouvement argentin, émietté en fractions rivales et ruisse-lant d'épithètes colorées et vigoureuses, a produit à cette époque deux militants hors du commun.

Liborio Justo³² — Quebracho en trotskysme — est à la fois un intellectuel argentin classique et un privilégié de la naissance. Fils d'un officier devenu président de la République, il a pu voyager en Europe et aux Etats-Unis. Membre du P.C., il a en 1935 approché les trotskystes et subi l'influence des ultra-gauchistes américains rassemblés par Hugo Oehler³³. On sait comment, du palais présidentiel, au cours d'une réception offerte par son père au président Roosevelt, il cria au micro « A bas l'impérialisme yankee! ». En novembre 1936, il rompt officiellement et publiquement avec le stalinisme et se tourne vers la IV^e Internationale. Les conditions de son adhésion, les qualités qui sont les siennes, ont permis d'imaginer qu'il allait être l'unificateur des trotskystes en Argentine. Il fut un facteur de division supplémentaire virulent, par son intelligence, son talent de polémiste, son goût pour les luttes fractionnelles et les épithètes spectaculaires. Trotsky et lui ne se sont jamais rencontrés. Mateo Fossa³⁴, qui fut, des années durant, son associé, est tout différent. Militant ouvrier, secrétaire de la fédération du Bois, militant du P.S., du P.C., du P.C.O., puis du parti socialiste ouvrier, scission à gauche du P.S., après avoir animé la Ligue anti-impérialiste et fait sa ration de

réunification qui donna naissance au Partido Socialista Obrero, mais prit position en 1937 contre l'entrisme et commença la publication d'*Inicial*, avec un petit groupe de militants.

32. Liborio Justo (né en 1902), était le fils d'un officier devenu en 1932 président de la République argentine. Etudiant en médecine, il avait joué, dans les années vingt, un rôle important dans le mouvement pour la réforme universitaire. Voyageant en Europe, il rejoignit le P.C. Depuis 1934, il s'intéressait aux trotskystes et aux groupes ultra-gauchistes. Après sa rupture avec le stalinisme en novembre 1936, il fut l'organisateur, le 7 novembre 1937, de la conférence d'unification des groupes trotskystes argentins. Il a rompu avec la IV^e Internationale en septembre 1942.

33. Edward Oler, dit Hugo Oehler (né en 1903), originaire du Kansas, était l'un des meilleurs organisateurs syndicaux du P.C. américain resté en « fraction » au P.C. avant de rejoindre ouvertement la C.L.A. ; adversaire de l'entrée dans la social-démocratie, il avait été exclu en 1935 et avait fondé la Revolutionary Workers League.

34. Sur Mateo Fossa (1904-1973), voir les éléments autobiographiques, pp. 75-81.

prison, c'est un homme à la fois très ouvert et très dur. Envoyé à México, lors du congrès de fondation de la centrale latino-américaine C.T.A.L., par le comité de coordination des syndicats argentins indépendants, cet ancien président du congrès constitutif de la C.G.T. en 1936 est expulsé à son arrivée dans la salle du congrès, à México, par un service d'ordre dûment prévenu. Ses pérégrinations à México — où il n'a pas un peso — l'ont finalement conduit à la maison de Coyoacán et il a rencontré Trotsky à trois reprises en septembre 1938³⁵, sortant convaincu de ses entretiens, trotskyste, désormais, jusqu'à la mort. A l'heure du bilan provisoire, le courage, l'honnêteté, la fidélité aussi de Mateo Fossa qui ressortent tant de son récit que des autres documents donnent fort heureusement du mouvement trotskyste argentin une image toute différente de celle des luttes entre *caudillos* de sectes rivales, ces « branleurs de café » comme il dit à Trotsky, s'excommuniant les uns les autres au nom de l'orthodoxie, mais dont un si grand nombre ont ensuite fait carrière dans les rangs péronistes et socialistes, voire stalinien.

L'histoire de la section mexicaine avant 1940 manifeste peut-être un fractionnisme moins virulent, mais les rivalités et querelles personnelles y tiennent tout de même une place disproportionnée. On note également une influence plus directe de la vie politique espagnole. Robert Alexander a décrit dans son livre le noyau constitué autour de Negrete sans avoir compris le rôle de Golod ni entrevu la portée du témoignage de Manuel Rodríguez sur l'appartenance de Mella. C'est pourtant Golod-González qui incarne en quelque sorte la continuité mexicaine, puisque c'est lui qui, de New York, oriente les deux normaliens, Luciano Galicia et Octavio Fernández³⁶, gagnés par la lecture de *Comunismo*, à partir de 1933. C'est avec son aide et ses conseils qu'ils vont tenter — combien de fois ? — de mettre sur pieds une Ligue mexicaine dont les effondrements périodiques sont aussi fantastiques que les remontées et dramatiques que les crises dont les archives Octavio Fernández permettent de suivre le déroulement et la succession.

En 1936 pourtant, à la veille de l'arrivée de Trotsky, les choses semblent pour la première fois en très bonne voie. La vieille génération, liée par l'intermédiaire de Negrete au groupe d'Oehler à New York, est d'un côté. De l'autre, Fernández et Galicia, réconciliés par les succès, sont avec le mouvement pour la IV^e Internationale, dont ils sont la section officielle, et la section américaine dont les militants sont « entrés » au parti socialiste. Au mois de septembre, après Diego Rivera et Frida

35. *Clave*.

36. Sur O. Fernández, cf. n. 3 p. 64. Luciano Galicia, dit Rodolfo Blanno, Jorge Santiago (né en 1915), compagnon du précédent à l'école normale, fut ensuite son adversaire acharné dans le mouvement. C'est à cause de sa politique que Trotsky rompit avec la section mexicaine.

Kahlo³⁷ et grâce à eux, la Ligue mexicaine a recruté des dizaines d'ouvriers du bâtiment, notamment le noyau dirigeant de la Casa del Pueblo. La section mexicaine semble détenir désormais tous les atouts : portedrapeau prestigieux, moyens financiers, hommes aux grandes capacités, base ouvrière, amitiés dans un cercle large, au moment où débarque Trotsky. Elle s'effondre pourtant en quelques mois.

L'installation de Trotsky à Coyoacán, qui a semblé d'ailleurs au premier abord aux trotskystes mexicains un véritable cadeau du ciel, marque en effet la début d'une crise très grave qui verra successivement son autodissolution, sa reconstitution, puis sa dissolution par une conférence mondiale, et les archives Octavio Fernández apportent sur ces péripéties une abondante information.

C'est en avril 1937 que les choses ont commencé à se gâter. La direction de la Ligue, sous l'impulsion, très précisément, de Galicia, édite un tract contre la vie chère, l'inflation qui dévore les salaires et répand la misère. Le texte appelle à l'« action directe » contre le gouvernement de Cárdenas³⁸ qu'elle désigne comme le responsable de la misère populaire. C'est, rappelons-le, au lendemain des deux premiers procès de Moscou, des tentatives des staliniens pour obtenir l'expulsion de Trotsky du Mexique en liant son activité politique à la diffusion du terrorisme et de la violence. La politique, évidemment sommaire en elle-même, de Galicia, donne incontestablement des armes aux staliniens, met en danger l'asile de Trotsky, risque d'isoler dangereusement la section mexicaine en l'opposant de front au courant anti-impérialiste qui emporte Cárdenas dans le conflit qui mûrit autour du pétrole mexicain. Trotsky ne semble pas avoir hésité : dans une lettre à Diego Rivera³⁹, il rompt personnellement avec la section mexicaine. La direction de celle-ci en conclut qu'il sacrifie les intérêts des ouvriers et des paysans mexicain aux exigences de sa propre sécurité et soutient Cárdenas pour garder son asile : c'est en tout cas ce que dit Galicia et que pas mal d'autres pensent.

Il ne saurait être question de tenter ici de retracer même dans ses grandes lignes cette pénible préhistoire qui va être étudiée d'ailleurs à fond dans un autre cadre. La rivalité entre Galicia et Octavio Fernández, que le premier accuse d'être l'homme de Trotsky, remplirait plusieurs volumes. Nous devons simplement noter que c'est pour rompre un isolement politique dangereux sur le continent latino-américain, au moins autant que pour préparer les conditions de la reconstruction d'une section mexicaine, que Trotsky va s'attacher à la publication de *Clave*⁴⁰.

37. Sur Diego Rivera, le célèbre peintre, et Frida Kahlo, sa compagne, cf. n.3 p.64 et n.12 p.72.

38. C'était le président Lázaro Cárdenas qui avait accordé à Trotsky l'asile politique au Mexique.

39. Cf. p.96.

40. Cf. l'article d'Olivia Gall, pp.55-61.

Quelle est la situation dans les autres pays d'Amérique latine au cours des deux années de parution de *Clave* qui sont aussi les deux dernières de la vie de Trotsky ? Le fichier des abonnés de *Clave*, conservé dans la collection-satellite Octavio Fernández à la Houghton Library, nous donne de précieuses indications mais ouvre plus de pistes de recherches qu'il n'apporte de conclusions. En dehors des éléments que nous avons esquissés ci-dessus concernant « grands pays » et certaines « grandes sections », il apporte des éléments intéressants. La véritable naissance du trotskysme en Bolivie se situe au terme de cette période, et nous avons déjà mentionné José Aguirre, mais aussi Asbun et Lora. Quel lien existe-t-il entre la correspondance Mariateguí-Naville de la fin des années vingt et l'apparition en 1939 du périodique péruvien *Izquierda roja*, organe de la clandestine Liga de los Trabajadores Revolucionarios ? Le poète Juan Luis Velázquez, péruvien, vivait alors à México et nous n'avons trouvé aucune adresse péruvienne dans le fichier. Robert Alexander mentionne la naissance en 1938 d'une organisation uruguayenne autour d'Esteban Kichich, président du syndicat des métaux en 1940, un émigré d'origine yougoslave. Le fichier et la correspondance d'Octavio Fernández mentionnent plusieurs adresses en Uruguay et notamment celle d'un Esteban Vilitch : histoire de pseudonyme ? Nous attendons de Diógenes de la Rosa des éléments sur la situation à Panama où *Clave* compte plusieurs abonnés. Il n'y en a en revanche ni au Salvador où l'on connaît le passage de trotskystes cubains, ni en Ecuador où un groupe s'était constitué en 1934⁴¹. Il y a une section active en Colombie qui a songé à faire venir Trotsky. A Porto Rico, Luís Vergne Ortiz se signale par la constance et la régularité de sa correspondance. On trouve encore dans le fichier de *Clave* le nom d'un abonné de San José de Costa Rica qui reçoit un envoi groupé de la revue. Il semble par ailleurs qu'aucune littérature trotskyste n'ait pénétré avant 1940 à Saint-Domingue ou Haïti, au Venezuela ou au Paraguay comme au Honduras ou au Nicaragua.

**

Existe-t-il, comme certains le prétendent, un « exceptionnalisme » du trotskysme latino-américain ? Je ne le pense pas, bien qu'il soit incontestable que les trotskystes latino-américains soient assez différents de leurs camarades des autres continents.

Il est vrai qu'en Amérique latine, les violences des staliniens semblent avoir commencé plus tôt qu'ailleurs. Peut-être parce que la violence est élément constituant de la vie politique ? Laissons de côté la question de l'assassinat de Julio Antonio Mella et de l'hypothèse selon laquelle le

41. Lettre d'A. González à O. Fernández, 3 juin 1934, collection-satellite O. Fernández, Houghton Library.

jeune dirigeant cubain aurait été assassiné par les staliniens⁴². Dès 1931, la fraction Hidalgo, au Chili, accuse les laffertistes de l'assassinat du jeune ouvrier du bâtiment López Cacerés. Incontestablement, les trotskystes viennent s'insérer dans un corps social marqué par la violence quotidienne et les armes à feu. Ainsi les normaliens Galicia et Fernández, plutôt que de se résigner d'avance à la râclée promise, vont revolver en poche à la réunion de cellule qui va les exclure du P.C. mexicain. Et c'est un ancien membre du P.B.L. cubain, Emilio Tró, qui fonde l'organisation terroriste étudiante Unión Insurreccional revolucionaria — sorte de continuation de Joven Cuba — dans laquelle le jeune Fidel Castro va faire en 1940 ses premières armes en politique et en « lutte armée »⁴³.

Pour le reste, je dirai franchement que le fractionnisme argentin ne m'a pas paru plus virulent que celui des Autrichiens, et que le duel épique entre les Mexicains Galicia et Fernández ne l'emporte sur celui qui oppose Molinier à Naville que par la supériorité des couleurs mexicaines et l'incontestable et infinie variété de l'injure et de la diatribe.

En fait, si des pans entiers se sont détachés au cours des années trente des partis communistes d'Amérique latine, c'est que les partis communistes ne s'y sont formés que tardivement, que les cadres staliniens n'y sont pas encore trempés, que certains d'entre eux peuvent, comme les militants, être sensibles aux arguments des trotskystes. En outre, il n'existe nulle part en Amérique latine dans le mouvement ouvrier d'obstacle social-démocrate sérieux et tout ouvrier qui sait un peu de politique peut, avec une relative facilité, conquérir des positions syndicales. Tout cela n'est vrai que pour un temps. L'histoire du XX^e siècle est une histoire mondiale: la politique des partis communistes favorise le développement des formations « socialistes » et surtout « populistes », nationalistes qui vont attirer la base et souvent séduire les cadres trotskystes. La IV^e Internationale en Amérique latine en 1940, malgré les débuts fracassants de l'Opposition de gauche dans plusieurs pays, est sans doute un cran au-dessous de ce qu'elle est alors sur les autres continents: l'univers particulier du trotskysme latino-américain est rentré dans le rang.

Les conditions de clandestinité ou de semi-clandestinité dans les-

42. Comme je lui reprochais de n'avoir pas mentionné cette hypothèse dans un rapport présenté au premier colloque international sur l'histoire du mouvement ouvrier latino-américain à l'université de Caracas en avril 1979, Michael Lowy me répondit qu'aucun des faits troublants relevés dans l'enquête et notamment le rôle de Tina Modotti et la possibilité d'une participation à cette affaire de Vittorio Vidali, ne lui paraissait digne d'être retenu parce que « les staliniens ne tuaient pas encore à cette époque ». Je n'ai pas étudié particulièrement cette affaire et ne puis donc avoir une opinion personnelle formée et étayée, mais je veux dire au moins que l'argument de Michael Lowy me semble tautologique: si une enquête sérieuse faisait apparaître que les staliniens ont tué Mella, il faudrait conclure qu'ils tuaient *déjà*, du moins en bonne méthode historique.

43. Alexander, *op. cit.*, p. 223.

quelles, depuis 1929, vivent ou survivent la plupart des sections d'Amérique latine, vont en outre amplifier les conséquences de la scission internationale intervenue à la suite de celle du S.W.P. en 1940. Membre du S.I. depuis 1938, Mário Pedrosa, « le camarade Lebrun », s'est rangé avec Max Shachtman du côté du Workers Party né de la scission. Cela explique sans doute le succès de la conférence organisée à Lima par les shachtmaniens et où certains semblent s'être rendus sans savoir qu'il y avait eu une scission sur le plan international.

De toute façon, ce n'est évidemment plus de Moscou, ni d'ailleurs du reste de l'Europe que viennent les influences révolutionnaires. C'est désormais de New York que viennent impulsion et organisation, à partir des bureaux et départements spécialisés du Socialist Workers Party de Cannon et du Workers Party de Shachtman. La guerre, en interrompant pratiquement les relations avec la vieille Europe, a corrigé la dernière aberration relevée dans le développement du mouvement trotskyste en Amérique latine : la IV^e Internationale ne vient plus avec les vents de l'Est, mais avec celui du Nord. L'impulsion trotskyste en Amérique latine vient désormais des organisations qui siègent au cœur de l'impérialisme yankee, lequel, précisément, domine ce continent. En 1935, c'était en vain que le dirigeant du Workers Party, A.J. Muste, avait essayé d'empêcher la direction de la section cubaine de s'engager dans la voie fatale de la dissolution au sein du mouvement nationaliste⁴⁴. En 1940, c'est à New York que les hommes représentatifs de la troisième génération, les Mexicains Manuel Alvarado et Luis Pérez Yañez⁴⁵ sont définitivement gagnés ; et c'est New York qui envoie en Amérique latine un homme qui y marquera toute une période de l'histoire trotskyste, Sherry Mangan. Mais c'est une histoire tout autre qui commence.

44. On trouve à Harvard toute une correspondance de « mise en garde » de Muste et de la section américaine dont des copies avaient été envoyées au Mexique. Notons que la section américaine semble n'avoir eu aucune relation avec la section cubaine avant la révolution d'août 1933 qui renversa la dictature de Machado et porta au pouvoir le gouvernement provisoire de Grau San-Martin.

45. Alvarado, Pérez Yañez et quelques autres, étudiants en économie, influencés par leur professeur García Treviño dirigeaient une société d'étudiants pour l'étude du marxisme dont une publication avait valu à ses auteurs une volée de bois vert de la part de Trotsky. Liés à l'Opposition de droite (lovestonienne) qui les invita à une école de formation à New York, ils s'orientèrent, sous l'influence de Jan Frankel, l'ancien secrétaire de Trotsky, vers la IV^e Internationale.

Les Ecrivains face à Trotsky (Notes pour un Essai)

Depuis la mort de Lénine au début de 1924, le nouveau régime, créé à si grand peine par les travailleurs de la vieille Russie, a été quelque chose comme la chambre noire d'un grand duel international avec de grandes projections dans l'histoire contemporaine.

D'un côté, les bureaucrates retors du Kremlin, avec comme icône le « génial » Staline, faisant semblant d'adorer le corps inerte du chef exposé sur la Place rouge. De l'autre, un noyau de jeunes révolutionnaires conséquents, dirigés par Léon Trotsky, s'opposant à la dictature personnelle du rusé secrétaire général du parti bolchevique au nom du prolétariat.

Ce duel formidable, au sens militant et polémique du terme, a mené peu à peu au suicide, à l'humiliation, à l'exil et au meurtre de ceux qui avaient été les proches collaborateurs de Lénine, à commencer par sa propre femme, Nadejda Kroupskaïa, et à continuer par Joffé, Rakovsky, Boukharine, Zinoviev et Kamenev, pour ne nommer que les plus connus, pour se terminer avec l'assassinat de Trotsky au Mexique.

Beaucoup plus, sans doute, que ne le prévoyait le premier dirigeant de la Révolution d'Octobre quand il fustigeait dans la revue *Sous la Bannière du Marxisme* les ravages de notre « véritable bureaucratie russe (« soviétique, bien entendu », comme il l'ajouta dans une inoubliable parenthèse).

Quelle fut donc la position des écrivains démo-libéraux, amis de

1. Samuel Glusberg, dit Enrique *Espinoza* (né en 1898), né en Argentine dans une famille très riche, vécut la plus grande partie de sa vie au Chili, où il édita notamment la revue *Babel*. Il rendit visite à Trotsky dont il rêvait d'écrire une biographie. Son cercle, où brillait notamment l'anarchiste Laín Díez, fut un centre de vie intellectuelle en Amérique latine. L'article ci-dessus, intitulé « Los Escritores frente a Trotsky. Notas para un Ensayo », a paru dans un numéro spécial de *Babel*, 20^e année, vol. 2, janvier/avril 1941, d'hommage à Trotsky auxquels collaborèrent également Luis Franco, Carlos Montenegro, James T. Farrell, Dwight Macdonald et Edmund Wilson. Il est traduit ici du castillan.

l'U.R.S.S. et compagnons de route, comme ils aimaient à s'appeler, durant cet interminable procès de pourriture qui culmina avec l'exécution du maréchal Toukhatchevsky et des autres chefs de l'Armée rouge avant la décapitation du cerveau qui l'avait créée et qui avait toujours été considéré en même temps que comme un révolutionnaire courageux comme un splendide penseur de portée universelle? Dans le monde entier, l'intelligentsia a d'abord été du côté de Trotsky pour se ranger finalement derrière la bureaucratie soviétique qui dispose de tant d'éléments de séduction et de propagande. Parce que, comme disait Lénine, « la bureaucratie possède l'État en propriété privée ».

Mais, de même que les millepattes, les bureaucrates tentaculaires ne se meuvent qu'avec une excessive lenteur. Aussi, quand Trotsky fut, paradoxalement, de nouveau déporté en Sibérie, il leur fut impossible de détenir la débordante vague de sympathie pour le héros d'Octobre dans tout le vieil empire des tsars. Et lorsque, l'année suivante, déjà dans l'exil de Prinkipo, à la veille d'avoir cinquante ans, Trotsky mit le point final à la dramatique histoire de sa vie en un volume de plus de 500 pages, l'admiration pour le talentueux auteur persécuté ne connut plus de limites de langue ni de pays.

L'acceptation unanime de *Ma Vie* comme un récit politique d'actualité au moment où la mode est aux biographies romancées de personnages d'autres époques constitue à coup sûr un exploit dans le domaine des lettres modernes. On découvrira bientôt à travers la résonance de sa monumentale *Histoire de la Révolution russe*, que Trotsky, sans train blindé ni commissariat aucun, est encore plus grand, armé de son extraordinaire plume d'écrivain.

Emil Ludwig, qui devait, plus tard, exploiter comme un capitaine d'industrie ses visites à Mussolini, Staline et Roosevelt, essaya alors d'avoir une entrevue avec Trotsky dans l'île de Prinkipo. Par ailleurs, Carl von Ossietzky, le martyr pacifiste, publiait dans son célèbre périodique berlinois, *Weltbühne*, les prédictions de l'invincible exilé sur la fureur nazie en Allemagne et les moyens de l'arrêter, réunis ensuite dans son célèbre pamphlet *Et Maintenant?*

A Paris, André Malraux, après avoir éprouvé *de visu* la néfaste politique du Kremlin en Chine, ouvre à Trotsky les portes de la *Nouvelle Revue Française*. De même, aux Etats-Unis, les grandes revues comme *Forum* et *Atlantic* disputent aux petits hebdomadaires comme *The Nation* et *The New Republic* la collaboration prophétique de Trotsky. Néanmoins son signal d'alarme n'est pas entendu de la majorité des ouvriers d'Europe et d'Amérique peu à peu domestiqués par leurs chefs avec les virages incessants de Moscou. Mais, même après la catastrophe allemande sans combat et le retour de Trotsky de Copenhague en France (il avait fait à Copenhague une conférence véritablement magistrale sur la Révolution d'Octobre aux étudiants socialistes), les écrivains ne cèdent pas du tout à

la campagne toujours plus venimeuse des bureaucrates russes. Même le pape des « jeunesses », Romain Rolland, écrit, une année avant son voyage triomphal en U.R.S.S., au moment où le gouvernement français expulsait Trotsky de Barbizon :

« Ce sera l'opprobre éternel de la démocratie française qu'elle ait refusé à Trotsky l'asile qu'il était venu lui demander. C'est la honte de l'Europe que la Turquie lui donne une leçon d'honneur et de dignité ».

Romain Rolland, de même que nombre de ses compagnons les plus proches, n'allait pas tarder à changer ce message pour un autre, conforme à Moscou.

Il est évident que Trotsky, fidèle à son parent éloigné de *L'Ethique*², dont il aimait à répéter le plus sage des aphorismes, n'exècre ni ne déplore la basse condition humaine des intellectuels et politiciens embourgeoisés ou sortis de la bourgeoisie avec un aller-retour.

Passant par le port d'Anvers, le grand ironiste avait déjà eu l'occasion d'écrire au *Premier* Vandervelde une belle lettre de réponse à une autre que ce dernier lui avait envoyée, une décennie auparavant, aux temps de l'héroïque justice soviétique, quand Vandervelde s'était rendu en Russie pour défendre ses coreligionnaires social-démocrates dans le procès pour l'attentat contre Lénine.

Plus tard, deux années d'asile « socialiste » en Norvège, où Trotsky achève *La Révolution trahie* et le premier volume de sa magnifique biographie du jeune Vladimir Illitch Oulianov, confirment son idée du rôle joué par les social-démocrates même quand ils sont en majorité dans un gouvernement bourgeois. Parce qu'à la fin, la bureaucratie soviétique arrive à s'entendre avec celle de Norvège pour expulser Trotsky en défense de la liberté du commerce...

En dehors d'un poète ou d'un autre, aucun titulaire du prix Nobel ne fit entendre cette fois sa protestation. Mais avant de s'embarquer définitivement pour le Mexique grâce à la générosité du Président Cardénas qui ne s'était jamais mis d'étiquette socialiste ou socialisante, Trotsky eut avec un ministre norvégien un curieux dialogue littéraire qu'il vaut la peine de copier *in extenso* selon ses propres souvenirs et sa version ;

« Les Norvégiens sont à juste titre fiers d'Ibsen, leur poète national. Ibsen fut, il y a trente-cinq ans, ma grande admiration. Je lui consacrai l'un de mes premiers articles. Au pays du poète, dans une prison démocratique, j'ai relu ses drames. Bien des choses m'y paraissent naïves et vieillies. Mais combien de poètes d'avant-guerre subissent victorieusement l'épreuve du temps ? Toute l'histoire antérieure à 1914 nous apparaît aujourd'hui un peu simple et provinciale. Ibsen pourtant me sembla plein de fraîcheur nordique et attirant. Je relus avec plaisir *L'Ennemi du Peuple*. La haine d'Ibsen pour la bigoterie protestante, la stupide médiocrité,

2. Allusion à Spinoza et à son aphorisme : « Ni rire ni pleurer, mais comprendre ».

l'hypocrisie rassise, me fut plus compréhensible depuis que je connaissais le premier gouvernement socialiste de la patrie du poète. Le ministre de la Justice m'ayant fait, à Sundby, une visite inattendue, me répliqua :

« Ibsen, on peut l'interpréter de bien des façons! »

« De quelque façon qu'on l'interprète, il sera toujours contre vous! Souvenez-vous du bourgmestre de *L'Ennemi du Peuple!* »

« Vous pensez que c'est moi? »

« En mettant les choses au mieux, Monsieur le Ministre, votre gouvernement a tous les défauts des gouvernements bourgeois sans en avoir les qualités ».

« Nous avons fait une sottise en vous accordant un visa », me dit sans façon le ministre de la Justice vers la mi-décembre.

« Et cette sottise, vous vous préparez à la réparer en commettant un crime? Franchise pour franchise. Vous agissez à mon égard comme Noske et Scheidemann à l'égard de Liebknecht et de Rosa Luxembourg. Vous frayez la voie au fascisme. Si les ouvriers de France et d'Espagne ne vous sauvent pas, vous serez, vous et vos collègues, des émigrés, dans quelques années tout comme vos prédécesseurs social-démocrates ».

Malheureusement cette dernière prophétie s'est réalisée au pied de la lettre, car les socialistes norvégiens, comme leurs coreligionnaires français, espagnols, tchécoslovaques, n'ont pas assimilé la leçon allemande de 1933 avant d'en avoir souffert dans leur propre chair. Ils étaient plus faits pour suivre la politique de zigzags de Staline que la pensée droite de Trotsky.

Pendant ce temps, comme certains lettrés à la parole facile, ces poltrons social-démocrates rêvaient de vaincre le fascisme international par des discours nationalistes. Et ils n'hésitaient pas pour cela à se joindre aux persécuteurs du Kremlin, taisant leurs crimes en hommage à l'unité et allant jusqu'à faire cause commune avec la bureaucratie russe non contre ses véritables ennemis capitalistes, mais contre l'unique adversaire indomptable que Moscou accusait alors d'être un agent de Hitler[...]

L'hostilité contre Trotsky augmentait à chaque défaite de la bureaucratie russe qui, par séduction et promesses, avait gagné les romanciers les plus connus à être les porte-parole de ses mots d'ordre. C'est à peine si l'on peut mentionner parmi les exceptions antérieures au pacte nazi-soviétique le cas extraordinaire de Silone qui rendit publique une « Lettre à Moscou » dans laquelle il renonçait à la traduction et à l'édition de ses livres en U.R.S.S. au prix d'une obéissance servile. Mais les plus connus suivirent l'exemple de Barbusse, cachant la vérité ou la déformant pour soumettre au mot d'ordre de la main tendue au Pape... et du poing à Trotsky.

Il ne m'a été possible d'observer un état d'esprit semblable que dans l'entourage de certains dirigeants ouvriers, particulièrement celui du Mexique³ qui, revenu d'U.R.S.S. a dirigé, avec la bénédiction de ses

3. Allusion au secrétaire général de la C.T.M. Vicente Lombardo Toledano (cf. n.9 p.70).

collègues de Paris et de New York, la campagne insidieuse contre Trotsky dans le pays même qui lui donnait asile. Ce « Licencié et Docteur universitaire » (ainsi, en majuscules, comme il se laissait appeler dans l'organe mensuel de la C.T.M., en plus de « Maître de la nouvelle génération » et d'« Eminent philosophe », etc.. etc.) envoyait en même temps une « Lettre ouverte à Jésus-Christ ». Et, pour que rien ne manque, il faisait publier sur une page entière son effigie authentique de penseur cinématographique.

Trotsky avait beaucoup de motifs de mépriser ce type d'intellectuel et dirigeant ouvrier chargé de préserver « le lien spontané et presque biologique avec le gouvernement mexicain » selon l'aveu même de l'ambitieux ventriloque. Il le fit effectivement dans un pamphlet formidable. Avec tout cela, quand j'eus le privilège de rendre visite à Trotsky, dans la maison de Frida Kahlo, à Coyoacán, loin de me parler contre lui, il me fit l'éloge le plus chaleureux de John Dewey qui, à la tête de la commission d'enquête de New York sur les procès de Moscou, l'avait déclaré innocent de tous les crimes que lui attribuaient ses détracteurs, d'un côté et de l'autre de l'Atlantique. Je me souviens particulièrement de la satisfaction avec laquelle il me raconta le travail minutieux auquel s'était livré le grand penseur américain pour vérifier une à une toutes les citations de Lénine contenues dans son *Histoire de la Révolution russe*. Trotsky n'avait pas indiqué l'origine précise de ces citations, pour des raisons d'espace, d'esthétique et de bonne foi. A son avis, le vieux Dewey, malgré ses quatre-vingts ans, fut le plus actif et le plus efficace des membres de la commission qui l'interrogèrent au Mexique. Trotsky était très reconnaissant à ce « libéral rare et honnête », mais sans cesser pourtant de se sentir son adversaire idéologique. C'est pour mieux souligner l'attitude exceptionnelle du philosophe qu'il me fit savoir les hésitations et les ruses d'autres écrivains éminents du Nord vis-à-vis de lui. Informé par Rivera que l'un d'entre eux était mon ami⁴, Trotsky eut la finesse de m'expliquer sans aigreur le cours des deux rencontres qu'il lui avait accordées pour conclure dans un français aussi précis que catégorique :

« C'est un Zola raté, votre ami. C'est un Zola raté ».

Dans presque toutes nos conversations, Trotsky parlait du rôle qui incombait aux écrivains dans la lutte pour un monde meilleur. Il était convaincu que la nouvelle guerre mondiale, inévitable à son avis, en finirait avec la bohème fumeuse des cafés. Pour ma part, je ne croyais pas nécessaire d'observer que les romanciers russes les plus conscients du siècle passé, Tourgueniev, Dostoïevsky, Tolstoï n'étaient précisément pas sortis de là. Sur le dernier de ces grands esprits, je gardais fraîche dans ma

4. Il s'agit de Waldo Frank (1889-1967) ancien compagnon de route, qui refusa de joindre la commission dont il estimait que sa composition ne donnait pas de garanties d'objectivité.

mémoire l'idée de Trotsky lui-même dans son incomparable *Vie de Lénine* de montrer les fonctions opposées accomplies par les idées tolstoïennes dans les différentes couches de la société (une idée aussi originale a été développée par Stefan Zweig dans une brève introduction à la pensée de Tolstoï où il reconnaît combien l'illustre comte anti-révolutionnaire a ouvert la voie à Lénine et à Trotsky). Mais, à propos de Tourgueniev, je me permis de montrer à Natalia Sedova un article de moi qui avait été publié dans *La Nación* de Buenos Aires, non pas pour une phrase aimable sur elle qui avait eu dans sa jeunesse la même admiration que Lénine, mais pour une intuition géniale de l'immense romancier russe dans une lettre en français à Madame Viardot. Trotsky, après avoir lu le texte de ma citation, ne dissimula pas son étonnement devant ces phrases de l'auteur des *Eaux Printanières* :

« Tandis que, dans le temps de crise et de transition où nous vivons, toutes les œuvres artistiques ou littéraires ne représentent tout au plus que les opinions, les sentiments individuels, les réflexions confuses et contradictoires, l'éclectisme de leurs auteurs ; la vie s'est éparpillée, il n'y a plus de grand mouvement général excepté peut-être celui de l'industrie qui, considérée sous le point de vue de la soumission progressive des éléments de la nature au génie de l'homme, deviendra peut-être la libératrice, la régénératrice du genre humain. Aussi, à mon avis, les plus grands poètes contemporains sont les Américains qui vont percer l'isthme de Panama et parlent d'établir un télégraphe électrique à travers l'Océan. Une fois la révolution sociale consommée — vive la nouvelle littérature... »

Pour étrange et extraordinaire que cela puisse paraître à côté des lieux communs diffusés par la presse universelle qui continuait de voir en Trotsky seulement le héros d'Octobre, je puis assurer en toute certitude et non pour faire l'original comme certains journalistes, que le vieil exilé, si jeune d'esprit, vivait plus dans le présent et l'avenir de la révolution qu'en son hier glorieux surtout après avoir terminé sa grande œuvre historique.

Au sujet des opinions représentatives des écrivains modernes européens et américains sur les causes de la dégénérescence des Russes au contact de la justice thermidorienne, Trotsky savait tout ce qui valait la peine de ne pas être ignoré. Ainsi je me souviens qu'il eut la gentillesse de m'offrir le dernier volume de la série romanesque publiée alors par Jules Romains. Il estimait le don de narrateur du fameux écrivain français, mais un détail absurde dans le portrait de Lénine à Paris l'avait conduit à se méfier de sa perspicacité psychologique. Il pensait écrire un article à ce sujet, mais je crois qu'il n'est pas arrivé à réaliser cette intention, à moins qu'il se limite à quelques lignes dans la deuxième partie de sa biographie du dirigeant rouge. En formulant opportunément cette critique, Trotsky avait mis bien des gens sur la piste du dualisme que dissimulait Jules Romains et que le grand public vient seulement de découvrir après *Les Sept Mystères*... (Il en dit néanmoins quelque chose dans son remarquable

article sur Jean Malaquais, écrit avant que cet auteur reçoive le prix Goncourt pour son roman *Les Javanais*.)

Le portrait le plus lucide et le plus lapidaire de l'intellectuel qui poursuit l'héroïsme, une proie dans la grande chasse du monde moderne, je l'ai entendu faire par Trotsky de vive voix à propos de l'avant-dernière volte-face de Malraux. Il semble que sa confiance se tournait vers les jeunes écrivains nord-américains. Les plus responsables d'entre eux avaient déjà brisé tout lien avec la bureaucratie russe, renonçant à ses faveurs. Les autres, et aussi les laquais les moins scrupuleux, finiraient par sauter du fourgon stalinien dans le prochain virage.

Trotsky a réussi à assister du haut de sa grande tour à la honteuse débandade des intellectuels antifascistes après la signature du pacte d'amitié entre Hitler et Staline, qu'il avait également annoncé avec pas mal d'avance. La grave déviation théorique et le désespoir déjà indissimulable se sont rapidement traduits chez les plus fanatiques en une espèce de rancœur secrète contre le solitaire de Coyoacán. Surtout au Mexique où paraissait en castillan une petite revue d'une grande portée historique significativement appelée *Clave* (Clé) qui démasquait les acteurs indigènes de la tragique farce internationale. C'est ainsi que survint la première tentative d'assassinat à la mitrailleuse dirigée par un peintre excessif et fanfaron, dans laquelle un des gardes de Trotsky mourut victime de son devoir. Heureusement, les sicaires de Staline échouèrent cette fois dans leurs grande entreprise. Mais le père « génial » des « ingénieurs des âmes », suivant la tactique du cheval de Troie préconisée par son porte-voix bulgare, avait déjà à sa disposition à Coyoacán un autre vengeur, contrebandier de son métier. Et, trois mois après le premier attentat, Trotsky tomba dans son propre bureau sous le coup criminel d'un piolet. Le correspondant du Christ au Mexique s'empressa de se laver les mains comme Pilate. Les quotidiens de Moscou et ceux qui étaient à ses ordres, en Russie et au-dehors, donnèrent l'information en six lignes injurieuses. Mais le Président Cárdenas eut le mérite de qualifier en justicier les instigateurs les plus proche du crime. Le peintre d'hier qui s'était caché, fut arrêté et ses complices matériels et moraux qui étaient toujours au service de quelque chose ou de quelqu'un se tournèrent contre Cárdenas avec la même impudeur avec laquelle ils avaient auparavant adulé Roosevelt (ces journalistes à tout faire qui gagnaient leur pain les dernières années en insultant Trotsky, espéraient tout maintenant de l'anti-impérialisme qu'hier encore ils arrangeaient en donnant à Roosevelt la barbe de Whitman⁵).

J'ai rappelé ailleurs les paroles de Marx à Engels déplorant la mort du

5. Il s'agit du poète libertaire Walt *Whitman* (1819-1895), immortalisé avec sa longue barbe blanche.

jeune poète Georg Weerth⁶ à La Havane en 1863 : « Nous connaissons le rôle que joue la bêtise dans les révolutions et comme elle est exploitée par les sans-vergogne ». Celle des Russes, qui est le maillon le plus fragile de toutes, bien que pas la moins importante dans la chaîne internationale, n'a échappé pas à la courtisanerie des médiocres.

Quant aux grands ducs de la littérature qui existent aussi en exil, beaucoup ont préféré se placer au-dessus du bien et du mal. Sous le prétexte que Trotsky, à la place de Staline, serait tombé dans les mêmes excès, ils réduisent leur méthode critique à une simple question personnelle, étrangère à leur point de vue élevé. « Si le nez de Cléopâtre »... arguent les plus profondes d'entre eux avec leur superficielle érudition. Et l'un d'eux, Feuchtwanger, l'auteur de l'équivoque *Le Juif Süß*⁷ a écrit littéralement : « Si Alcibiade a eu recours aux Perses, pourquoi Trotsky n'aurait-il pas eu recours aux fascistes ? »

Pour ne pas sortir du domaine de la littérature, le fait concret que, depuis la mort brutale de Gorky, le monde n'a plus entendu d'autre voix russe en littérature, ne semble rien dire à ces substituts volontaires. Au contraire, ils vont jusqu'à justifier ainsi la haine à mort de Staline pour Trotsky. La lutte titanique du dernier survivant d'une génération révolutionnaire qui avait bouleversé le monde en se battant seule contre une bourgeoisie capable de s'allier aux tyrans les plus sanguinaires pour sauver ses dividendes, n'avait pas de valeur suffisante aux yeux de pareils philistins. Ainsi put-on préparer le crime dans l'indifférence des uns et la couardise des autres, sans d'autres obstacles que quelques protestations provoquées par le tumulte de la bassesse organisée en centre démagogique de propagande.

Le changement de front opéré en politique internationale avec la signature du pacte nazi-soviétique a précipité sans aucun doute la crise définitive du monde bourgeois et de ses profiteurs en tout genre ; elle n'en a pas été la cause. C'est la boue qui a apporté la boue.

Quand l'Allemagne envahit la Pologne et que l'Armée rouge, de son côté, entra pour occuper la partie orientale du pays vaincu, Trotsky écrivait un de ses meilleurs essais polémiques sous le titre *L'U.R.S.S. en guerre*, qui, avec sa froide analyse, a déconcerté non seulement ses adversaires mais aussi quelques-uns de ses partisans. Dans cet article, Trotsky s'engageait à traiter à part la question de l'interrelation qui existe entre la classe ouvrière et sa direction. Il n'est pas arrivé à l'écrire ; mais, suivant son habitude, il a dit au passage ce qui était le plus indispensable dans le

6. Georg Weerth (1822-1856), écrivain et journaliste, lié à Heine, Freiligrath, Lassalle, dans les années 30, avait collaboré en 1848 à la *Neue Rheinische Zeitung*, où il s'était lié à Marx et Engels. Après la défaite de la révolution en Europe, il s'était lancé dans les affaires sans renoncer à ses idées politiques et était mort à La Havane de la fièvre jaune.

7. Lion Feuchtwanger (1884-1958) avait également « témoigné » de la validité à ses yeux des « aveux » des accusés de Moscou.

même article. Deux années avant, il l'avait déjà exprimé dans sa lettre à *Partisan Review*: « La véritable crise de la civilisation est avant tout la crise de la direction révolutionnaire ». Et dans quelques notes posthumes sur la tragédie espagnole⁸ il a ébauché une fois de plus ce thème sous forme pratique. Sans doute, Trotsky avait encore beaucoup à ajouter, en marge de la *débâcle* française, car personne mieux que lui n'assumait la responsabilité d'être l'interprète de la classe ouvrière dans le gouffre où l'avait conduite la politique de Staline et les « grands démocrates ». C'est pourquoi, depuis l'arrivée au pouvoir de Hitler, dont il fut le premier à expliquer en profondeur le « national-socialisme », le maître se dépassait dans chaque étude sortie de sa plume, affinant comme un artiste la peinture exacte de la réalité internationale. C'est avec raison que l'historien allemand Arthur Rosenberg⁹ relève en Trotsky « le plus grand écrivain politique de notre temps ». Il l'a été en effet, depuis 1905, l'année où il exposa son audacieuse théorie de la « révolution permanente », confirmée de fait dans les premiers postes de combat en 1917 et acceptée officiellement en U.R.S.S. jusqu'à la mort de Lénine. Que Trotsky l'ait défendue, jour après jour, au péril de sa vie comme toujours, cependant que quelques-uns de ses vieux compagnons se couvraient d'ignominie en capitulant devant la bureaucratie, et que d'autres, venus plus tard, désertaient vers un ailleurs métaphysique, ne fait que confirmer l'unité parfaite de son action et sa pensée.

En vérité, Trotsky n'a jamais perdu le pouvoir, parce qu'il était encore suivi — même si c'était avec un certain recul — à l'intérieur même de la Russie. Pendant les dernières années, la politique de Staline a tourné autour du « trotskysme » tant de fois liquidé et toujours vivant.

Les écrivains qui ont admiré ouvertement ou en secret le génie littéraire de Trotsky n'ont pas su — sauf rares exceptions — voir dans le grand exilé plus qu'un symbole quelquefois contraire à leur tâche bien inutile de médiateurs oscillant comme les pendules, collés à l'oreille d'un ministre ami. Un exemple typique nous en est offert par le craintif ambassadeur de la bourgeoisie française à Berlin disant à Hitler à la veille du début de la deuxième guerre mondiale: « Mais Staline joue double jeu. Le vrai vainqueur sera Trotsky ». A quoi Hitler ne put rien moins que répondre, comme s'il le tenait pour acquis: « Je le sais ». Dialogue inouï, enregistré littéralement dans le *Livre Jaune* du gouvernement Daladier, que Romain Rolland vient d'appeler « mon Premier », et que Trotsky a commenté d'une seule phrase avec sa précision coutumière: « Ces messieurs aiment donner le nom d'une personne au spectre de la révolution ».

8. « Classe, Parti et direction », notes inachevées publiées après sa mort, cf. *La Révolution espagnole*, pp. 555-570.

9. Il s'agit d'un professeur d'histoire ancienne, ancien dirigeant du K.P.D. et d'une de ses tendances « de gauche », Arthur Rosenberg (1889-1943).

Personne, en effet, ne l'a étudiée dans les pays « démocratiques » ces dernières années, où l'on ne parlait pas d'elle, mais de Trotsky, qui l'incarnait à travers sa vie et son œuvre, comme aucun autre homme de son temps.

Ce n'est pas le lieu de passer en revue dans ces pages l'arsenal des idées développées par Trotsky en plus de vingt volumes, sans compter ses innombrables brochures, pendant qu'il était poursuivi par le même ennemi implacable qui s'était infiltré parmi les siens et ses collaborateurs les plus proches. Pour le style, j'ai essayé de faire un article dans *Repertorio Americano* pour le 60^e anniversaire de la naissance du maître. Il va paraître prochainement, entièrement refondu, dans mon livre *De Heine à Trotsky*. Maintenant la synthèse définitive n'est pas encore possible.

Le poète Marcel Martinet conclut ses souvenirs de Trotsky à Paris¹⁰ en évoquant un bref récit intitulé « La famille Declerc » que le jeune révolutionnaire avait écrit au début de la première guerre, à Sèvres, pour montrer à quel point Trotsky était « capable de sentir et d'exprimer la douleur des hommes et des femmes harassés par la guerre impérialiste ». Suivant son exemple, je vais terminer ces notes par une simple allusion au bref article écrit par Trotsky pour ce pauvre gamin juif de Pologne, nommé Grynszpan qui dans son désespoir, tua à Paris un fonctionnaire nazi¹¹. Comme tous les grands essais, y compris *La Lutte de Classes en France*¹² jusqu'à *La Pensée vivante de Marx* en passant par *Leur Morale et la Nôtre*, cette rapide note marginale révèle le sentiment authentique de Trotsky devant la vie.

Le jour où une nouvelle jeunesse soviétique — libre de la tyrannie stalinienne qui fut imposée à ses pères au prix de purges interminables et d'épurations de « trotskystes » — découvrira dans sa propre langue l'héritage spirituel que Trotsky lui a laissé en exil pour pousser de l'avant la Révolution d'Octobre, son nom viendra occuper en Russie également la place qu'il occupe conjointement à Lénine dans l'histoire du monde, malgré tous les auteurs à succès qui ont aidé le G.P.U. dans sa campagne infâme de falsification et de meurtre.

10. Marcel Martinet (1887-1944), écrivain révolutionnaire, ami de Trotsky depuis la guerre, où il l'avait connu à Paris, avait écrit ses souvenirs sur Trotsky pendant la guerre dans *Les Humbles* N° 5/6 de mai-juin 1934.

11. Le jeune Juif polonais Herschl Grynszpan (1922-194?), bouleversé par la violence antisémite en Allemagne hitlérienne, avait abattu à coups de revolver le conseiller von Rath, de l'ambassade allemande à Paris, le 7 novembre 1938. L'article en question avait paru en castillan dans *Clave* n° 6 du 1^{er} mars 1939.

12. Enrique Espinoza fait sans doute allusion à *Où va la France?* recueil d'articles de la période 1934-1936 édité en 1936.

Humberto Valenzuela¹

La première époque du trotskysme au Chili: la Gauche communiste

Le 19 mai 1933 s'est tenu le congrès de constitution de la Gauche communiste, à son local central dans la rue Andes 2314. Les thèses adoptées à cette fondation sont reproduites dans le livre intitulé *En Defensa de la Revolución*, aux éditions Luís Emilio Recabarren, la même année.

1. Pour la nécessaire présentation du premier courant trotskyste chilien, les *Cahiers Léon Trotsky* devant l'impossibilité d'un travail historique dans le Chili du général Pinochet, ont eu recours à un travail effectué au Chili en 1972 et publié en Allemagne sous le titre *Historia del Movimiento Obrero Chileno*, aux éditions I.S.P. Verlag avec une présentation de Luis Vitale. Nous en avons extrait les 17 pages qui racontent la naissance, la vie et la mort de la Izquierda comunista par un de ses militants, supprimant des allusions à la situation chilienne de 1972 et ajoutant les notes et précisions nécessaires aujourd'hui pour nos lecteurs.

L'auteur de ce travail, Humberto Valenzuela, était né à Iquique le 24 septembre 1908 dans la région des nitrates. Il avait travaillé à quatorze ans, s'était syndiqué et avait rencontré le prestigieux Recabarren. Militant syndicaliste, il était à 18 ans militant du P.C. du Chili. Maintes fois arrêté il fut passé à tabac par la police du dictateur Ibañez et devint sourd : il dut alors changer de profession et devint maçon à Santiago. C'est là qu'il adhéra à la Gauche communiste (Izquierda comunista) et milita au fameux comité unique de la construction. C'est en 1934 que se situe l'épisode de la construction de la Polyclinique n° 1, et du début de l'organisation de syndicats paysans. En 1936, avec la fraction du comité régional de Santiago qu'animait Enrique Sepúlveda, Valenzuela s'oppose à la direction qui entendait liquider l'organisation en entrant dans le P.S. Il fut l'un des dirigeants du P.O.R., fondé en septembre de la même année, et qui fut la section chilienne de la IV^e Internationale, son candidat aux présidentielles de 1942, où il obtint 5700 voix. Dirigeant des municipaux à la fin des années 40, il participe en 1953 à la fondation du comité international de la IV^e Internationale. Secrétaire général du P.O.R. en 1955, il devint également secrétaire général, en 1956, du « secrétariat latino-américain du trotskysme orthodoxe », entre en 1957 à la direction provinciale de Santiago de la C.U.T. et en 1958 à sa direction nationale. Avec le S.W.P. et les organisations qui se réclament du S.L.A.T.O. (« Secrétariat latino-américain du trotskysme orthodoxe »), il participe à la « réunification » de 1963, et à la liquidation du P.O.R. au profit de l'entrée de ses militants dans le M.I.R., dont il est secrétaire général de 1965 à 1967. Exclu du M.I.R. par les tenants de la tendance « foquiste » en 1969, il anime le

La Gauche communiste apparut après avoir épuisé toutes les possibilités d'unification avec la fraction laffertiste² du P.C., comme un impératif imposé par le processus de la lutte de classes, lequel exige impérieusement l'existence d'une véritable avant-garde révolutionnaire, capable de canaliser et de diriger les luttes revendicatives des masses et de les orienter vers la prise du pouvoir. Son apparition constitua le point culminant de la lutte fractionnelle soutenue à l'intérieur du P.C. à partir de 1929 et qui aboutit à une crise en 1931, après la chute du tyran Ibañez³, quand la fraction laffertiste, dans un congrès réalisé en quelques heures, décida d'exclure l'Opposition sans l'avoir autorisée à participer au congrès. De ce moment, la rupture fut publique et commencèrent à agir deux partis communistes qui revendiquaient tous deux l'appellation de « section chilienne » de la III^e Internationale. La fraction laffertiste représentait la tendance officielle de la III^e internationale, mais, plus encore, était l'instrument docile de la politique de la bureaucratie de Moscou. La fraction dirigée par Mendoza pour sa part, reflétait au Chili l'opposition à la politique de la bureaucratie moscovite et au fonctionnarisme de la III^e Internationale, avec laquelle elle rompt en se constituant en Gauche communiste, adhérente à la Ligue communiste internationale, précurseur de la IV^e Internationale.

Il faut souligner que le congrès dans lequel se constitua la Gauche communiste en tant que telle s'appelait « Congrès d'unification communiste » et qu'y participaient également un militant de la fraction laffertiste, Ricardo Fonseca, étudiant de l'Institut pédagogique à l'époque, et un jeune allemand, dont j'ai oublié le nom. Ce n'est qu'à la suite de cet échec du congrès d'unification qu'elle adopta le nom de Gauche communiste.

J'ai déjà indiqué quelques-unes des causes qui ont expliqué la lutte interne entre ces deux fractions du P.C., le sectarisme qui aboutit à transformer la F.O.CH en appendice du parti (on ne pouvait adhérer à la F.O.CH. si l'on n'avait pas auparavant adhéré au parti) : son attitude sectaire à l'égard des syndicats légaux (rien à voir avec les syndicats jaunes et patronaux : guerre aux syndicats légaux) ; son attitude sectaire vis-à-vis du parti socialiste qu'il appelait « les social-fascistes de Grove »⁴ ; son

regroupement qui se constitue en 1972 en tant que parti socialiste révolutionnaire et devient, sous Allende, le porte-drapeau du Front des travailleurs révolutionnaires. Passé dans la clandestinité après le coup d'Etat de Pinochet, il meurt à Santiago le 18 novembre 1977. C'est par son camarade, ami et disciple Luis Vitale, que les *Cahiers Léon Trotsky* ont eu connaissance de son travail.

2. Sur Lafferte, cf. n.21 p.20. La fraction « laffertiste » du P.C. Ch. était la fraction stalinienne.

3. Carlos Ibañez del Campo (1877-1960), officier « de gauche », avait été élu avec l'appui des partis de gauche et gouverna contre le mouvement ouvrier et paysan.

4. Marmaduke Grove (cf. n.22 p.20.) aviateur, était, lui aussi, un officier « de gau-

attitude sectaire vis-à-vis du soulèvement de la Flotte (il ne donnait son appui que quand le mouvement se déclarait communiste). Sa politique aventuriste et « putschiste », sa décision de faire avorter, en 1925, la grève générale que la F.O.CH. avait planifiée pour toute la région salpêtrière, et, plus tard, le « putsch » de Vallenar et Copiapó, aux Pâques tragiques de 1931, qui se termina par le massacre de divers camarades par les carabiniers et l'emprisonnement de nombreux travailleurs.

Par ailleurs, il y avait le problème du degré de dépendance qui faisait que la politique nationale du parti n'était pas élaborée par le parti lui-même, mais par le Bureau latino-américain de Montevideo⁵. L'absence de démocratie interne qui aurait permis une large discussion sur tous ces problèmes fut l'une des autres nombreuses causes qui motivèrent la division.

Je voudrais ajouter un élément supplémentaire, que je juge important de faire connaître, afin que le lecteur puisse mieux apprécier le cadre de ce qui se passait dans le parti et mieux s'expliquer les causes de la division et de l'organisation de la Gauche communiste.

Le parti était organisé sur une base territoriale conforme à la subdivision électorale du pays et pas sur la base de cellules d'entreprises ou de quartiers. Ce système d'organisation n'offrait aux militants aucune sécurité, et pour la direction non plus, et c'est ainsi que, quand se déclencha la première persécution ibañiste en février 1927, les cadres du parti furent pratiquement rayés, ce qui obligea la direction à des réorganisations permanentes, tant de la direction que des structures de base. En mai 1927, le comité central fut presque en entier arrêté et seuls s'échappèrent Iriarte, Bascuñán et López. Iriarte et Bascuñán reconstituèrent un nouveau C.C. qu'ils élargirent avec des camarades revenus de l'île⁶, et, plus tard, avec Donoso, qui revenait de Russie. Ce nouveau C.C. décida de réorganiser le parti sur la base antérieure, uniquement parce que ce système était plus facile pour les réunions. Ce système d'organisation fut durement combattu par le comité local de Santiago.

Au début de 1929, la répression se déclencha à nouveau : cette fois, tout le C.C. tomba, Rufino Rosas et Macluvio Galdames furent livrés à la police par le membre du C.C. José Santos Zavala. Bascuñán, membre du C.C. et d'autres militants du parti adressèrent de la prison une requête de mise en liberté au chef de la police d'Ibañez dans les termes suivants :

« Demandent leur liberté à M. l'Intendant de la Province :
Les soussignés, prisonniers politiques dans la section des enquêtes, déclarent

che », longtemps lié à Ibañez, avant l'accession de ce dernier au pouvoir. Il fut, en 1933, l'un des fondateurs du parti socialiste chilien.

5. C'est à partir de l'installation à Montevideo d'un « Bureau latino-américain » que l'appareil de l'I.C. commença à contrôler sérieusement et de près les P.C. latino-américains.

6. Il s'agit d'un lieu de déportation, non précisé dans la lettre.

respectueusement au premier fonctionnaire de la province, qu'il y a plus de deux mois que nous sommes détenus ainsi, que, le 3 de ce mois, on nous a notifié que nous serions, la semaine prochaine, relégués avec notre famille à divers endroits du sud du pays, comme Castro, Ancud, Daltahue, etc. ; que nos familles sont réparties dans différentes localités dans la misère la plus absolue puisque nous-mêmes n'avons pu avoir d'activités depuis deux mois que nous ne pouvons travailler ; que cette relégation nous place dans une situation pour le moins critique et dure, puisqu'en arrivant dans ces régions inconnues nous n'aurons aucune ressource et que nous nous y rendrons en plein hiver. Que, compte tenu que nous sommes détenus depuis plus de soixante et dix jours, nous sollicitons de votre bienveillance, en tant que premier fonctionnaire de la province et compte tenu de l'esprit élevé de justice qui vous anime en tant que premier fonctionnaire de la province à l'égard des ouvriers chiliens, que vous daignez ordonner à qui de droit d'annuler l'ordre de relégation prononcé contre nous, étant entendu que nous faisons pour notre part la promesse formelle d'abandonner toute activité politique et sociale à l'avenir et de nous consacrer au travail qui donne sa dignité et élève l'être humain, et au soin de nos familles.

C'est justice

Signé : José R. Bascuñán, Luís Hernández, Fermín Molina, Orlando Salinas, Benito Clavería, Gregorio Neira, Temístocles Avendano et Andrés Álvarez ».

L'original de cette lettre ne fut pas remis à son destinataire, mais à un membre de l'opposition, et elle fut lue au congrès de fondation de la Gauche communiste et reproduite dans le livre *En Defensa de la Revolución*, pp. 131-132, d'après lequel elle est reproduite ici.

Il faut souligner que cet intendant, l'homme à qui cette lettre était adressée, Manuel Salas Rodríguez, était considéré comme l'un des persécuteurs les plus bestiaux des ouvriers.

Ce que nous venons d'exposer démontre le moral révolutionnaire de quelques-uns des militants de ce parti que nous combattions à cette époque.

Le 20 avril 1930 fut constitué un nouveau C.C., de caractère provisoire, avec Higinio Godoy comme secrétaire général et Humilde Figueroa, Manuel Hidalgo, G. Valdès et Humberto Mendoza comme membres. La camarade Humilde Figueroa, qui rejoignit les rangs de la Gauche communiste, est morte infirme des séquelles des nombreux passages à tabac qu'elle dut subir au cours des enquêtes pendant ses nombreuses détentions.

Très vite ce nouveau C.C. se heurta au Bureau Latino-américain qui avait pris l'habitude d'établir des contacts directs avec les organismes de base, en marge de la direction du C.C., essayant ainsi de faire un travail fractionnel et de constituer un appareil au service de sa politique. Comme le C.C. mettait des bâtons dans les roues, le bureau décida d'intervenir, désignant comme délégué avec pleins pouvoirs José Sotelo. Le 30 août, tout le C.C. fut arrêté et on désigna un nouveau C.C. formé de Braulio León Peña, Galo González, José Vega, Carlos Contreras Labarca. Ce

C.C. résidait à Valparaiso et prit bien des initiatives qui ne firent qu'aggraver la crise.

L'ensemble de ces problèmes déterminèrent l'Opposition à aiguïser sa critique de la politique suivie par la direction du parti, et cette dernière répondit en mettant à l'écart nombre de militants, essayant ainsi d'empêcher qu'ils continuent à juger ses échecs politiques et organisationnels.

Devant cette manœuvre de la direction, qui ajoutait à son sectarisme le virus du bureaucratisme, un groupe de camarades de l'Opposition, désireux de préserver l'unité du parti sur la base d'un redressement politique, envoyèrent au C.C. la lettre suivante :

« Camarades du C.C.

Les soussignés, militants du parti communiste chassés ou marginalisés du parti par un comité régional qu'ils ne connaissent pas, ont décidé de s'adresser à vous, C.C., pour vous dire que ce comité régional est en train de faire un travail qui n'est pas conforme au plan de recrutement et parce qu'il n'offre aux membres aucune garantie, puisqu'il écarte systématiquement les militants qui font des objections ou discutent les tâches décidées par ce comité régional. Parce qu'ainsi il n'y a plus de noblesse dans la critique et que le « personnalisme » qui déborde est en train de détruire la vitalité du parti. Parce que cette politique détruit la personnalité de ses militants, empêche la libre émission des idées et la critique honorable, crée l'incertitude dans le travail et remplit le parti de gens dociles. Nous estimons que les principes du parti ne nient pas le droit d'émettre des opinions sur son attitude et que c'est seulement avec des militants qui apprécient à sa valeur l'action communiste, consciemment, que les masses peuvent s'élever jusqu'à devenir pratiquement l'avant-garde du prolétariat au lieu d'être une masse grégaire et indifférente.

Pour ces raisons et pour d'autres, nous demandons à ce C.C. :

1. que le C.C. nous considère comme militants actifs du parti.
2. que le C.C. convoque une conférence des organismes de base.
3. que cette réunion plénière se prononce sur les accusations lancées contre des membres du parti.
4. que cette conférence détermine la manière d'élire sa direction.
5. que ne participent à cette conférence que les camarades et les membres du C.C. qui n'ont pas pris part aux difficultés surgies ici.

Sans la moindre intention de déclencher ou de fomenter la discorde qui trouble la bonne marche du P.C. aujourd'hui, où nous ne devons consacrer notre temps qu'au travail, nous demandons à ce C.C. de régler les difficultés le plus vite possible, et, en attendant, nous continuerons avec notre organisation en cellules, le recrutement de militants nouveaux, les cotisations et les rapports directs avec ce C.C.

Nous espérons que les camarades du C.C. examineront en toute sénérité ces remarques formulées par des militants de masse qui agissent en milieu connu, afin que les divergences ne rebondissent pas dans les réunions syndicales et pour que l'action du P.C. soit en réalité plus réelle et plus effective.

Signé : Roberto Pinto, Pablo López, R. Veliz, Everaldo Gómez, Juan Ramirez, Vicente Saavedra, Aquiles Jara, Humilde Figueroa, Lino Palomino, Carlos Acuña, Juan Toledo, Eloy Morales, Alberto Suárez, Ana de González, Humberto

Mendoza, G. Peralta, F. Rodríguez, Osvaldo Moreno, Heriberto González, Luis Pavez, Vicente Cortez et Manuel Díaz ».

Le C.C. ne tint aucun compte de la lettre de ces camarades. Quand arriva la chute d'Ibañez et avant même le retour d'exil des camarades, le C.C. se renforça avec quelques inconditionnels et commença à exclure, non seulement les signataires de cette lettre, mais les camarades bien plus nombreux qui s'en étaient déclarés solidaires. Ainsi la bureaucratie dirigeante répondait-elle aux militants qui réclamaient que le P.C. occupe la place qui lui revenait en tant que parti d'avant-garde dans le processus de la lutte de classes.

Ces méthodes de la pire espèce bureaucratique et dictatoriale du C.C. précipitèrent la rupture, et il ne restait aux membres de l'Opposition d'autre voie que le regroupement politique et organique pour affronter, cette fois à l'échelle nationale, le bureaucratisme de la direction et le fait que le parti était devenu orphelin politique. La rupture consommée, restaient face à face, de façon publique, les deux fractions en lesquelles s'était divisé le parti de Recabarren⁷. Toutes deux conservaient le nom de Parti communiste, section chilienne de la III^e Internationale. [...]

La rupture consommée entre les deux fractions communistes, l'Opposition forma son propre comité central, composé de sept membres, avec Humberto Mendoza comme secrétaire général. Très vite, il s'élargit à quinze membres. On constitua des comités régionaux à Santiago, Aconcagua, Talca, Concepción, Coquimbo et Antofagasta. Des comités locaux à San Antonio, Puente Alto, Tocopilla, Quilpué, San Rosendo, Talagante, El Monte, Naltagua, Peñaflor, Paihuanco, Cautin et Valdivia. L'activité était centrée sur le mouvement des « arrendatarios »⁸ regroupés dans leurs « Liges » et elle s'étendait de Santiago à Viña del Mar et Valparaiso. Elle s'orienta également vers le noyau du bâtiment, où l'on passa à la création des comités de chantiers, organismes d'une très grande combativité qui servirent de base à l'une des organisations les plus fortes qu'ait jamais eue le prolétariat du bâtiment, le *Comité unique du bâtiment*. En ce qui concerne son organisation interne, l'opposition s'orienta vers la création de cellules de quartier et d'entreprise. Pendant le soulèvement de la marine, elle organisa le *Comité révolutionnaire de front unique ouvrier* dont faisaient partie les anarchistes, le Front unique syndical, les Liges d'Arrendatarios, les Dueños de Mejoras, le parti socialiste marxiste, les ouvriers des tramways de San Bernardo et Santiago, les ouvriers papetiers de Puente Alto et autres organisations ouvrières. Ce comité ordonna la saisie des autobus et autos pour le transfert des cama-

7. Luis Emilio Recabarren (1876-1924), fondateur du Partido obrero socialista, puis du P.C., avait également été l'inspirateur de la centrale syndicale F.O.Ch.

8. Les *arrendatarios* sont les fermiers.

rades dans les différents quartiers de la ville et, dans certains cas, des accords furent conclus avec la troupe et une partie des sous-officiers. On publia beaucoup de textes de propagande et on prit des mesures pour s'emparer de locaux, d'entreprises, d'armureries et on jeta les bases de comités révolutionnaires de quartiers. La répression de la part de la bourgeoisie ne se fit pas attendre et entrèrent en action les troupes de l'Armée, les Gardes blancs, les gardes civiques, et les carabiniers, et l'Etat de siège fut décrété.

Dans l'élection présidentielle qui eut lieu après la chute d'Ibañez, l'Opposition présenta la candidature de Manuel Hidalgo, tandis que l'autre fraction présentait celle d'Elias Lafferte, l'un et l'autre obtenant autour de 3000 voix à eux deux.

Puis il y eut l'élection complémentaire au sénat pour les provinces de Tarapaca et Antofagasta et l'Opposition appuya la candidature de Lafferte, démontrant ainsi que sa politique n'était pas sectaire comme celle de la fraction laffertiste.

Le gouvernement de Montero qui avait décrété état de siège et loi martiale, lança, en application de la loi de sûreté intérieure de l'Etat, une offensive décidée contre le niveau de vie des masses, baisse les salaires à trois pesos quotidiens, augmente les impôts indirects, baisse les impôts fonciers directs, maintient la hausse des prix des articles de première nécessité et augmente les tarifs douaniers. Tout cela crée un climat d'agitation dans les baraquements où s'entassent avec leurs familles les ouvriers du salpêtre, agitation qui se transforme en mouvement revendicatif. La riposte du tristement célèbre ministre de l'intérieur Victor Robles consiste à déclencher une campagne officielle contre le communisme et à déchaîner la répression contre les travailleurs révolutionnaires tout en fermant la presse ouvrière.

C'est ainsi que nous arrivons au 4 juin 1932 où Grove effectue un coup d'état et instaure la « République socialiste ».

Le 5 juin, le comité central de l'Opposition communiste se réunit et décide de lancer le manifeste suivant :

« Le comité central du Parti communiste, section chilienne de l'Internationale communiste, à ses organisations, à tous les ouvriers, paysans, soldats et marins, étudiants et techniciens et à ses sympathisants.
Camarades,

En ce moment politique décisif pour l'histoire, le parti communiste (section chilienne de l'I.C.) croit que son attitude ne peut consister seulement en phrases, mais qu'elle doit se traduire en action immédiate et énergique. Il faut agir, et parce qu'il faut agir, il faut lutter dès à présent pour les revendications suivantes :

1. La Junte révolutionnaire⁹ doit armer les travailleurs en reconnaissant leurs comités et en leur fournissant des armes pour former la *Garde révolutionnaire*.

9. Le « gouvernement » de Grove avait pris le titre de « Junte révolutionnaire ».

2. La Junte révolutionnaire doit procéder immédiatement au désarmement effectif des gardes blancs, civiques, réservistes et des pompiers.

3. Formation de comités d'ouvriers et de paysans, comités ouvriers d'usines, de mines, de salpêtriers, des transports, etc. et reconnaissance du contrôle de la production et de la répartition par eux.

4. Remise du contrôle des forces armées aux classes, ce qui se réalisera au moyen d'assemblées de soldats et de marins.

5. Remise des municipalités aux ouvriers et municipalisation du logement avec contrôle des habitants sur alimentation et ravitaillement.

6. Socialisation des moyens de production, à exproprier sans indemnité ni rachat, et remise de la terre à ceux qui la travaillent.

7. Destruction de la Banque industrielle et création de la Banque de l'Etat.

A bas les opportunistes civils et militaires!

Vive le parti communiste unifié (section chilienne de l'I.C.)!

Il faut dire que la Junte révolutionnaire de Grove non seulement n'accepta aucun de ces points, mais moins que les autres l'armement des travailleurs. En bons social-démocrates, les membres de la Junte n'avaient pas confiance dans la classe ouvrière, mais seulement dans l'Armée, laquelle, treize jours plus tard, et cette fois sous la direction de Carlos Davila, ministre de la guerre de Grove, les chassa du gouvernement. Davila lui aussi fit son petit coup d'état au nom du socialisme, et, à travers ce dernier, les forces militaires participèrent pour la cinquième fois à un changement de gouvernement, ce qui n'empêche pas aujourd'hui certains d'affirmer que l'Armée s'est toujours cantonnée dans ses tâches professionnelles¹⁰.

Après son organisation, la Gauche communiste centra son travail sur le Comité unique du bâtiment qui devint l'une des organisations les plus fortes et les plus combatives qu'aient jamais eue les ouvriers de la construction. Les comités de chantiers implantés sur les lieux mêmes de travail furent ses organismes de base, surmontant ainsi, bien que sous une forme transitoire, le système d'organisation par profession et emploi.

Le Comité unique du bâtiment mena à bien une riche expérience, réalisée pour la première fois au Chili et peut-être dans l'Amérique latine, et qui fut la suivante. En 1932, il y avait beaucoup de chômeurs dans le pays. A Santiago, ils n'avaient aucune ressource, surtout dans le bâtiment, à cause de la paralysie des œuvres fiscales. La Sécurité ouvrière, dont l'administrateur était Santiago Labarca, avait besoin de construire la Polyclinique n° 1. Le Comité unique présenta sa proposition et accepta de construire ce bâtiment pour la somme élevée de un peu plus de trois millions de pesos de l'époque. La Sécurité ouvrière fournissait les maté-

10. H. Valenzuela écrivait ce texte en 1972, à l'époque du gouvernement d'unité populaire où des voix s'élevaient pour célébrer la tradition « légaliste » de l'armée chilienne et même affirmer qu'elle ignorait la tradition des *pronunciamientos*.

riaux et l'aide technique. L'embauche du personnel, les normes de travail et les salaires étaient de la responsabilité exclusive du Comité unique du bâtiment, c'est-à-dire des ouvriers organisés dans ses rangs. On établit trois tours, de six heures chacun, pour donner du travail au plus grand nombre possible d'ouvriers et un salaire minimum de huit pesos par jour à un moment où les instituteurs en gagnaient quatre. Chaque équipe, à son tour, élisait librement et démocratiquement son « contremaître » c'est-à-dire le camarade jugé le plus apte du point de vue professionnel. On constitua le comité de chantier correspondant, son secrétaire général étant, dans un premier temps, Carlos Videla, et ensuite l'auteur de ces lignes. Chaque équipe élisait un délégué, lesquels œuvraient avec la direction du comité de chantier pour la solution de tous les problèmes. Chaque contremaître devait informer le secrétaire général des progrès du travail réalisé et, si ceux-ci étaient faibles, en donner les raisons. Lorsque la direction, avec le corps des délégués, ne pouvait résoudre un problème, elle convoquait une assemblée générale pour le résoudre conformément à la volonté exprimée par la majorité. Tout le monde travaillait sur ce chantier. J'y ai travaillé dans les excavations pour les fondations et ensuite comme journalier. Il y avait aussi des étudiants en médecine : Magallanes Díaz Treviño¹¹ travaillait comme aide-charpentier.

Ainsi l'organisation ouvrière écarta les entreprises et les ouvriers construisirent sous sa direction ; de plus, comme je l'ai indiqué, ils engageaient le personnel, fixaient les tours et les horaires, les salaires et contrôlaient la présence. La paie était effectuée le samedi par le trésorier de la Sécurité ouvrière et il le faisait en fonction de la présence contrôlée par le comité de chantier. [...]

Il y eut naturellement bien des difficultés. Très vite, a commencé un sabotage organisé à partir des couches dirigeantes de la Sécurité ouvrière. On avait intérêt à ce que nous échouions dans cette première tentative, pour que nous ne puissions pas servir d'exemple à la classe ouvrière. On commençait à manquer de matériaux, on modifiait les plans derrière notre dos et on exigeait ensuite de démolir ce qui avait été construit pour reconstruire conformément à ces modifications soudaines. Tout cela donnait lieu à des conflits sérieux entre l'organisation ouvrière et la direction technique de la S.O.

Le comité de chantier de la Polyclinique n° 1 s'est rendu célèbre. Il n'y avait pas de mouvement ouvrier qui ne puisse compter sur notre solidarité combattante. Naturellement le comité de chantier tirait des milliers et des milliers de tracts appelant les ouvriers à lutter ensemble pour leurs revendications communes, comme la journée de travail de six

11. Entré plus tard au P.S., il sera suppléant de M. Grove dans la campagne présidentielle de 1939.

heures et la rotation pour résorber le chômage. La presse de droite accusait alors Santiago Labarca de faire de la Polyclinique un bastion communiste. C'est d'elle que sortaient la majorité des camarades qui affrontaient les armes à la main dans les rues les fameuses milices républicaines et les hordes fascistes de Jorge González von Marés. Je ne peux pas résister au désir de raconter l'anecdote suivante: au cours d'une des nombreuses descentes de police à la Polyclinique, nous fûmes conduits en prison pour enquête et, au cours des interrogatoires, les agents exhibèrent un carnet portant la mention « T.A.C. » — ce qui voulait dire « Tour des Charpentiers », mais dont ces messieurs les enquêteurs pensaient que cela pouvait signifier « Troupes d'assaut communistes », de quoi ils ne démordaient pas, exigeant que je leur donne l'adresse de tous les hommes inscrits sur le cahier. Je leur expliquai qu'il y en avait un autre qui s'appelait Tour B des charpentiers, T.B.C. et que, si l'on appliquait leur critère, tous ceux qui y figuraient devaient être tuberculeux puisque T.B.C. est la forme sous laquelle on indique cette maladie. Ce fut en vain.

Sabotage et poursuites nous contraignirent à aggraver la situation en recourant à la grève. Nous perdîmes, malgré notre combativité, et avec elle nous perdîmes notre travail car la direction de la Sécurité profita des circonstances pour faire annuler le contrat.

Par ailleurs, la Gauche communiste fonda ce que nous pourrions appeler la *première centrale syndicale paysanne* de caractère national, la Ligue des paysans pauvres, dont le dirigeant indiscutable fut le député ouvrier et membre de la Gauche communiste, le camarade Emilio Zapata Díaz¹². Trois fois par semaine, après mon travail à la Polyclinique, j'allais dans la commune voisine de Barrancas pour organiser les paysans et élaborer avec eux les chartes de revendications que nous établissions domaine par domaine, en même temps que nous organisions les Ligues. J'arrivai à organiser sept domaines et, au moment où nous préparions un mouvement de grève, celui-ci avorta: trois domaines se lancèrent dans la grève sans attendre les autres. Il ne restait plus qu'à nous mettre à la tête de ce mouvement et heureusement je me trouvais dans la localité.

Les paysans qui se mirent en grève appartenaient aux domaines, Lo Prado d'en-haut, Lo Prado d'en-bas et Santa-Corina; la répression ne se fit pas attendre et elle fut brutale. Après le passage à tabac correspondant, infligé par les carabiniers sous les ordres du lieutenant David Valenzuela

12. Emilio Zapata Díaz (né en 1896), membre du P.C., puis de la fraction Hidalgo, peintre en bâtiment, fut l'administrateur du *Boletín*, puis de l'hebdomadaire *Izquierda comunista*, et membre du comité unique de la construction. Député de l'I.C. chilienne en 1932, réélu député du P.S. en 1936, il fut élu au C.C. du P.S. à son 6^e congrès en 1939 comme représentant de la gauche. Exclu en 1940, il devint alors secrétaire adjoint du nouveau Partido socialista de los trabajadores (P.S.T.).

Valdivia, nous fûmes emprisonnés avec un groupe de paysans. En sortant de prison, je retournai à Barrancas, accompagné, cette fois, du camarade Zapata, et, alors que nous étions réunis avec les paysans qui expliquaient leurs problèmes au camarade député, les carabiniers arrivèrent de nouveau sous le commandement du lieutenant De Marras, qui se moquait bien du mandat parlementaire et arrêta et cogna le camarade Zapata. Mais le camarade Zapata se défendit et, pour le garder en prison, il fallut appeler des renforts.

A la Chambre des députés, le camarade Zapata dénonça l'attentat commis contre les paysans et le droit parlementaire et comme il était véhément et violent pour son intervention, il se mit debout ; le président de la Chambre le rappela à l'ordre, le priant de s'asseoir. Sa réponse fut cinglante : « Le prolétariat est toujours debout face à ses bourreaux ! », et, saisissant une galette qu'il portait avec lui (de ce pain noir que les propriétaires de grands domaines donnaient aux paysans), il la lança sur l'écritoire de la présidence sur lequel elle rebondit du fait de sa dureté, et ajouta, se tournant vers les parlementaires latifundistes : « Voilà le pain que vous donnez à vos paysans ! Vous pouvez avec lui fêler les marbres de cette Chambre, mais pas remplir l'estomac de ceux qui n'ont commis d'autre délit que d'augmenter votre richesse ! ». Ainsi parla Emilio Zapata dans la Chambre des députés, en défense de ses frères de classe, les paysans pauvres.

En 1936, le camarade Zapata rejoignit le parti socialiste, acceptant la résolution du congrès national de la Gauche communiste qui avait décidé l'entrée en masse dans ce parti ; de cette date nous nous séparâmes du camarade Zapata, car j'étais en désaccord total avec cette résolution que je n'ai jamais acceptée. [...]

Le mérite de la Gauche communiste fut d'impulser la lutte organisée des secteurs les plus vastes de paysans pauvres et moyens dans une période où les circonstances la rendaient difficile et d'abord parce qu'il n'existait aucune expérience en ce domaine : on commençait à travailler dans un secteur sans aucune tradition de lutte à une échelle relativement grande et dans lequel régnait une sorte de conformisme, produit de la pénétration de l'Eglise avec toutes ses conséquences et la crainte de la répression patronale, ainsi qu'une méfiance naturelle contre tous les éléments venant de l'extérieur vers la campagne pour organiser ses luttes.

L'activité de la Gauche communiste s'étendit également au secteur des usines et des mines, des mers et des ports. Cette organisation fut la seule qui se risqua à affronter dans les rues les Milices républicaines, organisation armée illégale formée en régiments et qui disposait de ses propres avions. La Gauche communiste était informée de toutes ses initiatives, car elle avait à l'intérieur de cette formation armée un groupe de camarades choisis parmi les plus dignes de confiance. Son président

de l'époque, Arturo Alessandri¹³ était orgueilleux de ses milices et voyait en elles sa garde prétorienne. Quand nous apprîmes que les Milices allaient pour la première fois défiler en public, nous nous préparâmes immédiatement à un affrontement, et, bien que celui-ci se fit sous une forme très violente, avec coups de feu, bombes et dynamite, le défilé eut lieu, mais ce fut un désastre. Quelques jours plus tard apparut sur les murs du centre l'inscription « A bas l'Armée! Vivent les Milices! ». Elle était l'œuvre de nos camarades, une initiative tactique destinée à faire réagir les forces armées contre les milices et eut de l'effet.

Cela ne parut pas plaire beaucoup à l'état-major de l'Armée, puisqu'il fit paraître dans la presse un communiqué de protestation. Mais le fait fut qu'Alessandri fut obligé de décréter la dissolution de ses forces de répression.

De même la Gauche communiste se jeta tout entière dans l'affrontement armé contre les forces fascistes commandées par Jorge González von Marés, affrontement qui se produisit dans l'avenue Alameda à l'angle de Castro quand les nazis sortaient de la concentration qu'ils avaient effectuée dans le théâtre Iris un jour d'août 1933. Les forces de la Gauche communiste étaient disposées en groupes de huit hommes : faisaient partie du mien Pablo López, Bernardo Yura, Oscar Weiss, Carlos Morales Salazar, le renégat aujourd'hui Pedro Caceres Corvalán, Nicolás Carvajal et Manuel Contreras Garret.

En cette circonstance, nous nous battîmes tous ensemble, en un seul front, communistes des deux tendances, anarchistes et socialistes. Ce fut un magnifique front unique en action contre le fascisme, avec lequel on ne discute pas, qu'on détruit. Nous eûmes à déplorer la mort du camarade Contreras Garret et la blessure, qui fut finalement mortelle, de notre militant le camarade Nicolás Carvajal. C'était notre second affrontement avec les fascistes : le premier avait eu lieu des jours auparavant à Providencia avec Pedro Monti. C'était sur la base de cette première expérience que nous avions préparé le second qui fut plus violent.

Telle fut l'activité de la Gauche communiste jusqu'au début de 1936 où se tint son dernier congrès national et dans lequel la direction nationale du parti affirma la nécessité pour nous de disparaître en tant qu'organisation afin d'aller tous au parti socialiste. Parmi les raisons politiques de grande importance qui furent données pour soutenir cette proposition, il y eut l'argument selon lequel le P.S. était comme un grand navire, avec suffisamment d'hommes d'équipage, mais manquant d'une bonne direction. Nous autres, militants de la Ligue communiste, du fait de notre plus grande capacité théorique et politique, étions appelés, selon nos dirigeants, à devenir les timoniers de la grande barque du P.S.

13. Arturo Alessandri Palma (1868-1950), chef de l'Alliance libérale, avait été élu président en 1920, déposé en 1924, rappelé, puis renvoyé en 1925. Il fut à nouveau président de 1932 à

Un secteur important du comité régional de Santiago prit position contre cette ligne subjectiviste et opportuniste du C.C. C'est en vain que nous allégâmes que la maçonnerie qui contrôlait le P.S. avait un appareil bien monté et qu'elle n'allait pas permettre que les théoriciens de la Gauche communiste prennent la direction de ce parti et que les arguments du C.C. ne tenaient pas, face à cette réalité concrète. Il fut difficile pour nous de découvrir le véritable jeu du C.C. et de ses partisans, et surtout de comprendre quel était le véritable fond politique de la question : il apparaissait que le C.C. de la Gauche communiste se réunissait souvent avec le C.C. du P.S., que ces réunions se tenaient dans le local du quotidien *La Opinión*, sur Alameda, entre Serrano et l'église San Francisco. Les deux C.C. continuaient à nourrir l'espérance d'un nouveau coup d'Etat, car ils supposaient que Grove comptait encore assez de sympathies au sein des forces armées pour lancer une nouvelle tentative. Les théoriciens de la Gauche communiste pensaient que, si le coup d'Etat avait lieu et l'emportait, le plus probable était que certains d'entre eux occuperaient des fonctions importantes ; ils oubliaient ainsi ce petit problème qui s'appelle *la Révolution*.

A une écrasante majorité, le congrès décida de dissoudre l'organisation et de passer avec armes et bagages au parti socialiste, où les nouveaux venus furent reçus en grand appareil, parce que cette initiative renforçait le P.S. et le mettait en bien meilleure posture pour affronter le stalinisme dans leur compétition réformiste à tous deux. L'opposition dirigée par le comité régional ne reconnut pas cette décision et rompit complètement avec ceux qui avaient pratiqué l'entrisme dans le P.S.¹⁴.

Ce fut sous le gouvernement de Front populaire dirigé par Juan Antonio Ríos¹⁵ que l'aventurisme capitulard et opportuniste des ex-dirigeants de la Gauche communiste se manifesta avec éclat. Humberto Mendoza, ancien secrétaire général de la Gauche communiste, fut ministre de l'agriculture et Manuel Hidalgo partit comme ambassadeur au Mexique. Ainsi nos vieux camarades tombèrent-ils dans la collaboration de classe, détruisant au passage l'unique organisation qui progressait en tant qu'alternative révolutionnaire à cette époque et qui continuait le combat d'idées permanent contre le stalinisme. La capitulation des anciens dirigeants de la Gauche communiste fut si totale que, quand César Godoy Urrutia rompit sur la gauche avec la franc-maçonnerie et la bureaucratie du P.S., Mendoza et compagnie, au lieu d'appuyer Godoy et de sortir avec lui, en donnant vie au parti socialiste des travailleurs¹⁶,

1938 et père de Jorge Alessandri.

14. Il s'agit du comité régional de Santiago, dirigé par Enrique Sepúlveda.

15. Juan Antonio Ríos succéda à Pedro Aguirre Cerda en février 1941, et il est clair que Valenzuela fait ici allusion à des événements qui se sont déroulés avant 1939.

16. Le P.S.T. naquit officiellement le 1^{er} mai 1940.

préfèrent appuyer la bureaucratie maçonnique et réformiste du P.S. — à l'exception de quelques individualités comme Emilio Zapata, Carlos Videla et quelques autres. Il est bien probable que, s'ils étaient sortis avec César Godoy, traité à cette époque de « trotskyste » par les staliniens, ce dernier n'aurait pas rejoint le stalinisme.

Le courant oppositionnel hostile à la liquidation de la Gauche communiste, dirigé par le comité régional de Santiago, sera désormais celui qui tiendra entre ses mains les meilleures traditions de la Gauche communiste, continuant son combat [...] Il donna naissance au Parti ouvrier révolutionnaire, fondé en septembre 1936.

Olivia Gall

La revue *Clave* : outil politique de Trotsky

La revue mensuelle *Clave* a été publiée à Mexico en deux « époques » du vivant de Trotsky : neuf numéros d'octobre 1938 à juin 1939 et neuf autres entre septembre 1939 et mai 1940. Entre les deux, un événement capital : le début de la seconde guerre mondiale.

Clave n'est pas l'organe d'une formation politique. Elle paraît au moment où la conférence de la IV^e Internationale vient de décider la dissolution de sa section mexicaine, la Liga comunista internacionalista. Mais elle ne dissimule pas ses couleurs : autour de Trotsky — dont la correspondance atteste qu'il assurait la direction et l'animation politique — participent de façon régulière à la rédaction des hommes connus comme des militants trotskystes, Diego Rivera, Octavio Fernández, l'Espagnol Munis, le Français Jean van Heijenoort, et des proches comme l'écrivain José Ferrel et l'avocat Adolfo Zamora.

Ce sont là les collaborateurs réguliers ; on recense en outre quelques vingt-cinq collaborateurs épisodiques : militants de la IV^e Internationale comme les Américains Stanley Curtiss et Novack, le Péruvien Velázquez, les Argentins Justo et Mateo Fossa, mais aussi des hommes qu'on ne saurait classer comme des « sympathisants », même si ce sont parfois de véritables amis, l'écrivain français André Breton, le peintre mexicain Juan O'Gorman, le professeur et journaliste Francisco Zamora, l'écrivain argentin du Chili Enrique Espinoza, ou encore les dirigeants du P.S.O.P. français, Daniel Guérin et Marceau Pivert.

L'équipe rédactionnelle, en dépit du format réduit de la revue et de ses moyens financiers, de toute évidence limités, est donc assez intéressante, et riche autant que variée. Les sommaires constituent d'ailleurs en eux-mêmes des innovations sans précédent puisqu'ils annoncent des études portant non seulement sur les pays inconnus des Latino-Américains, mais aussi sur des questions entièrement neuves comme la psychanalyse et l'intelligentsia.

Pourtant, *Clave* vaut surtout par la signature de la « plume » essentielle, celle sur qui repose l'édifice tout entier, celle de celui que Lénine, trente-cinq ans plus tôt, avait précisément surnommé « La Plume » (Péro). Pour les deux « époques » étudiées, nous avons évalué à 38 % du total des pages imprimées de *Clave* celles qui constituent la contribution de Trotsky et que nous avons repérées grâce au témoignage de ses collaborateurs ou par ses archives. Tout n'est pas signé : nombre d'articles de lui paraissent sans autre signature que celle de la revue, voire de son initiale « C », sous la signature d'un collaborateur ou tout simplement sans signature. Mais la place prépondérante de Trotsky dans la rédaction, le rôle qu'il joue au niveau de la conception comme de l'élaboration de la revue la marquent d'une empreinte indélébile : *Clave* porte la marque de Trotsky. Sans lui, elle n'aurait jamais atteint le niveau qui fut le sien, surmonté les difficultés financières qui lui imposèrent une suspension de trois mois. La meilleure preuve du caractère décisif de la présence de Trotsky pour *Clave* se trouve dans le fait que, Trotsky mort, la revue n'a pu continuer et a disparu définitivement après un timide essai de résurrection en 1941.

Le contexte

Nous ne voulons pas ici reprendre ce qui est bien connu et a été amplement expliqué, notamment dans les *Œuvres*, à savoir la situation internationale et le début, sur une très grande échelle, de la tentative de Staline d'exterminer toute opposition, à commencer par Trotsky, à travers les procès de Moscou et la répression contre-révolutionnaire, en Espagne notamment.

Ce qui nous intéresse ici est évidemment le contexte mexicain au premier chef. Car l'asile de Trotsky a été accordé par le gouvernement du général Cárdenas, président depuis 1934, engagé dans une politique que Trotsky a parfaitement comprise et analysée. Il écrivait à ce sujet :

« Dans les pays industriellement arriérés, le capital étranger joue un rôle décisif. D'où la faiblesse relative de la bourgeoisie « nationale ». Cela donne lieu à des conditions spéciales du pouvoir de l'Etat. Le gouvernement hésite entre le Capital étranger et le Capital domestique, entre la faible bourgeoisie nationale et un prolétariat relativement puissant. Cela donne au gouvernement un caractère bonapartiste « sui generis », un trait distinctif. Il s'élève en quelque sorte au-dessus des classes. En réalité, il ne peut gouverner qu'en se faisant l'agent du Capital étranger et en enchaînant le prolétariat sous une dictature policière ou en manœuvrant le prolétariat et en acceptant de lui faire des concessions, obtenant ainsi la possibilité d'une certaine indépendance vis-à-vis des capitalistes étrangers ».

Le gouvernement de Cárdenas est un « bonapartisme sui generis » qui a choisi de faire des concessions au prolétariat tout en le manœuvrant et le contrôlant, afin de s'assurer les mains libres pour imposer, malgré l'impérialisme américain, un développement économique capitaliste échappant

au contrôle direct de ce dernier. L'époque cardeniste est ainsi marquée d'une double contradiction, la montée fantastique du mouvement ouvrier mexicain, la première de fait, avec la multiplication de soulèvements paysans et d'autre part, l'intégration du mouvement ouvrier et du mouvement paysan, soigneusement séparés l'un de l'autre, dans le parti officiel et dans l'Etat. Face à la mobilisation ouvrière et paysanne — elle-même, suite directe de la révolution du début du siècle — la bourgeoisie mexicaine avait choisi la seule façon qu'elle avait de promouvoir le développement économique à travers ce qu'elle appelait « la politique de masses » et qu'on appellera aussi à l'époque « la conciliation de classes », deux formules désignant en réalité deux faces d'une seule et même politique.

Dans ce cadre, le droit d'asile accordé à Trotsky et, après lui, à des dizaines de milliers de réfugiés politiques, ne doit pas être interprété comme s'il s'agissait d'une ruse de politicien. L'octroi du droit d'asile à Trotsky relève de la même politique démocratique de principe que le refus d'appliquer le blocus des armes à l'Espagne républicaine: Cárdenas croyait aux vertus de la démocratie, de ses principes et à la valeur d'un droit démocratique comme celui-ci. Il ne négligeait pas le sens de défi que sa décision revêtait vis-à-vis des Etats-Unis, dont la presse, dans son ensemble, hurla à la mort contre l'arrivée de Trotsky sur les terres voisines. Peut-être accessoirement apprécia-t-il les conséquences politiques de sa décision qui allait obliger les communistes mexicains à ne pas apparaître comme les meilleurs cardenistes de tout le pays. Mais nous pensons que c'est au niveau des principes, répétons-le, qu'il prit sa décision.

L'originalité de la situation mexicaine résida dans le fait que le chef de la centrale syndicale totalement intégrée, le « lieutenant ouvrier » de Cárdenas chargé de contrôler les travailleurs pour le compte de la politique de la bourgeoisie, Vicente Lombardo Toledano, secrétaire général de la C.T.M., se dressa de toute sa force contre la décision du général-président sur le droit d'asile et se mit intégralement, sur ce plan, au service de la politique extérieure de l'Union soviétique, sans pour autant s'identifier, bien au contraire, au P.C. mexicain qu'il écarta pratiquement de toute responsabilité importante dans la classe ouvrière mexicaine...

L'autre originalité de la situation mexicaine tient à l'histoire propre de la section mexicaine de la IV^e Internationale. Celle-ci, qui était loin de constituer encore un « parti de masses » mais qui comptait une influence non négligeable dans certains secteurs ouvriers et surtout l'adhésion du très populaire et très connu Diego Rivera, a littéralement éclaté du fait des problèmes posés par la venue de Trotsky et sa résidence dans le pays. Il ne s'est pas écoulé en effet plus de quelques mois depuis l'arrivée de Trotsky dans la « Maison bleue » que ce dernier, par une lettre à Diego Rivera, fait connaître son intention de rompre tout contact avec la section mexicaine, celle-ci, sous l'influence de son dirigeant Luciano Galicia,

ayant publié un tract dans lequel elle rejette totalement sur le gouvernement Cárdenas la responsabilité de la « vie chère » et appelle contre lui à l'« action directe ». Trotsky considère qu'une politique aussi sommairement « gauchiste » ne peut que contribuer à isoler les trotskystes et, même s'ils ne l'inspirent pas, fournir aux staliniens des arguments puissants contre son droit d'asile. En retour, Galicia et d'autres vont l'accuser de vouloir subordonner les intérêts historiques de l'avant-garde mexicaine à sa propre sécurité et de chercher à placer le mouvement ouvrier tout entier à la remorque de Cárdenas pour consolider son asile... Avec la décision de la conférence mondiale de la IV^e Internationale, en septembre 1938, de dissoudre la section mexicaine et de ne reconnaître dans ce pays aucune organisation, la nécessité d'une revue théorique et politique s'impose, dans laquelle Trotsky tenterait de s'expliquer sur les problèmes fondamentaux de l'heure — ce qui de toute évidence constituait son unique moyen de protection.

Clave et les problèmes théoriques-politiques

Relevons d'abord que le titre de la revue ne relève pas du hasard. Symbole, son, image, il doit permettre à qui le voit ou l'entend de saisir la signification de l'entreprise. En castillan, le mot « clave » n'a pas le sens double, propre et figuré qu'ont « key » en anglais ou « clef » en français : l'Espagnol ou le Mexicain ouvrent les portes avec des « clefs » — « llaves » — et résolvent les problèmes théoriques avec des « clefs » — qui sont des « claves ». La clef que Trotsky prétendait, en cette fin des années trente, donner à l'Amérique latine ou plutôt à une avant-garde en Amérique latine, était celle de l'interprétation et de la transformation du monde, le marxisme dont il était convaincu de la supériorité en tant que méthode pour la victoire de la révolution mondiale.

Nous avons tenté une quantification des questions abordées afin de cerner l'importance attribuée à chacune dans le corps total de la revue et obtenu le tableau suivant :

	pages
— Pacte germano-russe, guerre mondiale	268
— Mexique	198
— U.R.S.S. et III ^e Internationale	193
— IV ^e Internationale en général	168
— Amérique latine	141
— Espagne	96
— Théorie marxiste et pratique politique	89
— Finlande	54
— France	52
— Art et révolution	45
— Orient	36

— Front populaire, front unique, etc.	35
— Etats-Unis	19
— Défaitisme révolutionnaire	14
— Tchécoslovaquie	11
— <i>Clave</i>	10
— II ^e Internationale	10
— Question nationale	8
— Terrorisme	3

On est immédiatement frappé de la place extrêmement importante accordée dans les colonnes de *Clave* aux problèmes proprement mexicains, alors que l'on sait combien Trotsky était désireux de ne pas donner prise aux accusations d'ingérence dans la politique mexicaine. En fait, Trotsky ne signe pas plus de 8% des lignes consacrées au Mexique, dans *Clave*, et il s'agit de déclarations « forcées » ou « inévitables », comme il avait choisi de titrer sa première polémique contre Lombardo Toledano. L'homme qui écrit dans la revue sur les questions mexicaines, c'est avant tout Octavio Fernández, ce jeune instituteur qui s'est dressé contre la ligne de Galicia et est resté auprès de Trotsky avec toute sa famille, à la fois amis et gardes. Le lecteur de la collection de *Clave*, aujourd'hui, constate que l'analyse d'Octavio Fernández sur la révolution mexicaine et le régime cardeniste ne cesse de s'approfondir et de se préciser de contribution en contribution : de toute évidence, le jeune militant est en contact permanent avec Trotsky dans un débat ininterrompu à ce sujet. Et l'on peut imaginer, sous la plume d'Octavio Fernández, cette réflexion et cette progression de Trotsky dans la compréhension du pays qui lui a donné asile et que ses habitants d'aujourd'hui définissent encore souvent comme « incompréhensible », — « psychodélique » disait André Breton.

Et, au fur et à mesure que se précise dans ces articles l'analyse qui prendra forme dans les *Thèses sur la Révolution mexicaine*, se précise la nouvelle catégorie de régime bonapartiste, découverte par Trotsky, à l'époque du capitalisme en déclin, dans le régime politique d'un Etat bourgeois de pays semi-colonial où l'inégalité du développement et la soumission à l'impérialisme a créé une bourgeoisie faible et un prolétariat relativement fort, le « bonapartisme *sui generis* ».

Dans ce cadre théorique, *Clave* s'efforce de répondre aux deux principales questions qui se posent à l'observateur de la politique mexicaine à la fin des années trente. Pourquoi Lombardo Toledano, chef de la C.T.M., et le parti communiste mexicain, qui se proclament tous deux « alliés et amis de Staline » et sont, de fait, au Mexique, les agents de sa politique de Front populaire, corollaire de l'alliance de l'U.R.S.S. avec « les démocraties », sont-ils concurrents sur le plan des organisations ? Pourquoi, en outre, au sein de la C.T.M., Lombardo Toledano s'est-il allié à la bureaucratie syndicale réactionnaire, contre le P.C.M. dont il

s'efforce de gommer l'influence, alors qu'il préconise et défend la même politique ?

La réponse de *Clave* à la première question est nette et sans ambiguïté :

« La base matérielle de la politique conservatrice stalinienne se trouve en Russie, la base matérielle de la politique conservatrice de Lombardo se trouve dans les couches sociales mexicaines intercalées entre la bourgeoisie et le prolétariat [...] La fusion entre Lombardo et le P.C.M. était impossible puisqu'il aurait fallu pour cela que le premier rompe les intérêts qui le lient à la bourgeoisie mexicaine pour les échanger contre ceux de la bureaucratie soviétique ».

Résumant la signification historique du « lombardisme », une historienne mexicaine contemporaine, Madame Lourdes Quintanilla Obregón, écrit :

« L'Etat mexicain favorisait l'organisation et s'appuyait sur elle pour balayer tous les obstacles qui s'opposaient à la modernisation du système capitaliste. Dans cette situation, le pouvoir public obtint les plus grands avantages et le mouvement ouvrier fut réduit à obtenir de meilleures conditions de négociation avec son allié principal, à travers une bureaucratie syndicale toujours plus efficace et autoritaire.

Le pouvoir de la classe ouvrière organisée servit à appuyer l'Etat « démocratique » qui impulsait d'en-haut l'organisation et à renforcer sa bureaucratie syndicale. Dans ces conditions, les intérêts concrets des travailleurs disparurent en tant que tels et les organisations devinrent superflues. Bref, il s'agissait d'une méthode pour les adapter aux méthodes du capitalisme ».

Dans l'application de cette politique, Lombardo Toledano revendiqua le monopole et refusa toute concurrence, ne tolérant pas la moindre velléité d'indépendance de la part du P.C.M., et ce dernier, loin de chercher à le concurrencer ou à le déborder, se subordonna totalement à lui, comme vint l'exiger l'envoyé spécial du Kremlin, l'Américain Earl Browder venu dicter l'adoption de ce qu'il appelait la politique d'« unité à tout prix ». L'opération était largement bénéficiaire pour Moscou. Tout en livrant à la bourgeoisie mexicaine et à ses « lieutenants ouvriers » le minuscule parti mexicain, d'ailleurs à ses yeux infesté de « sectarisme », Staline obtenait, dès 1935, lors du séjour à Moscou de Lombardo, l'appui inconditionnel de ce dernier à sa campagne mondiale contre Trotsky : sur un tel terrain, la conquête — l'achat ? — de ce tout puissant dirigeant syndical, mettait entre les mains du G.P.U., chef d'orchestre de la campagne, un instrument incomparablement plus efficace que le minuscule parti-secte encore empêtré dans ses formules de « troisième période ».

Sur ce plan, les explications de *Clave* furent lumineuses, démontrant de mille et une façons le théorème fondamental que Trotsky avait énoncé, après que Lombardo Toledano eût entraîné le congrès de la C.T.M. à dénoncer « le trotskysme contre-révolutionnaire », affirmant qu'en agissant ainsi :

« M. Toledano n'agissait pas en tant que représentant de la politique intérieure du Mexique, mais en tant qu'agent de la politique extérieure du G.P.U. ! »

En guise de bilan

Nous n'irons pas plus loin dans notre analyse pour ne pas répéter ce qui est connu par ailleurs. *Clave* publie les meilleurs articles de Trotsky sur la fin de la guerre d'Espagne comme sur l'approche de la guerre, puis sur la guerre elle-même. De même que, dans sa première période, elle avait publié les remarquables thèses de Diego Rivera sur les problèmes indigènes au Mexique, puis celles de Fernández sur la révolution mexicaine, de même, dans sa « deuxième période », elle reproduit les articles essentiels de la polémique ouverte dans le Socialist Workers Party américain sur la nature de l'U.R.S.S. — publiés dans *Défense du Marxisme* — et ceux que Trotsky donne à la presse américaine sur le caractère de la guerre.

Il n'y a pas seulement Trotsky. Un article de Breño sur l'A.P.R.A. dans le numéro 1 de septembre 1939 est un plaidoyer passionné, un cri contre la guerre, contre l'entreprise de l'A.P.R.A., qui cherche à faire accepter la guerre mondiale aux travailleurs. Et Trotsky fait écho : « Nous ne voulons ni leur paix ni leur guerre : faisons notre guerre à nous contre eux pour les empêcher de détruire tout ce que l'homme a construit jusqu'à présent ! »... Le même dialogue, en réponses alternées, se produit lors de la discussion sur l'Etat russe et la bureaucratie où les contributions philosophiques de Gerland [van Heijenoort] viennent étayer les démonstrations politiques de Trotsky.

C'est dans *Clave* également que paraît l'article, qui, selon nous, est de loin le meilleur de *Clave* et nous semble-t-il, la contribution la plus importante de Trotsky à cette revue, « D'une égratignure au danger de gangrène », polémique sur un ton de respect et de camaraderie conduite contre Max Shachtman, leader de la minorité du S.W.P., brillante démonstration de la méthode marxiste pour l'analyse des formes du développement de l'Etat soviétique comme mouvement historique réel, par conséquent contradictoire et dialectique.

Une dernière remarque pour souhaiter qu'il se trouve un jour un éditeur hispano-américain pour décider la republication de ce précieux document que constitue la collection de *Clave*, la seule revue, au fond, à laquelle Trotsky se soit consacré pendant presque deux ans, et qui, telle qu'elle est, apparaît à bien des égards comme le véritable point de départ de la réflexion scientifique sur l'Amérique latine en ce siècle.

Octavio Fernández Vilchis

Comment fut obtenu le droit d'asile pour Trotsky au Mexique¹

A l'été 1936, le bureau politique de la Section mexicaine de la Ligue communiste internationale reçut une communication confidentielle du Secrétariat international de la L.C.I. (organisme autour duquel se constitua en 1938 la IV^e Internationale), communication dans laquelle on lisait entre les lignes plus ou moins ceci : « Il faut voir ce que serait le climat du Mexique pour L.D. ». La section mexicaine répondit immédiatement en plaçant dans son programme et son agitation le mot d'ordre de « Droit d'asile pour Léon Trotsky au Mexique ».

Au meeting de commémoration du 7 novembre de cette même année, deux énormes portraits de Lénine et de Trotsky, dessinés par Diego Rivera et terminés par les ouvriers peintres du Syndicat unique de la construction, présidèrent la séance, dont le mot d'ordre d'asile pour Trotsky fut l'un des thèmes centraux.

Les trotskystes mexicains ne pensaient néanmoins pas un instant qu'il existait des possibilités, d'abord que Trotsky ait besoin de venir dans leur pays, si éloigné de l'Europe, et ensuite que, dans le cas où se présenterait

1. Cet article a paru pour la première fois dans *La Prensa* du 20 avril 1956, sous la signature d'Octavio Fernández V. et le titre « Comó se Obtuvó el Derecho de Asilo para Trotsky en México ». Ainsi qu'il nous l'a fait remarquer en nous confiant son texte, les personnes mentionnées pour leur rôle dans cette affaire en général ou dans tel ou tel épisode de ce récit (le général Cárdenas, ancien Président de la République, le général Múgica, Antonio Hidalgo, le général Beteta, Diego Rivera et Frida Kahlo, le licencié Jurado, Juan R. de la Cruz, le général Eduardo Hay, Anita Brenner, Sixto, chauffeur et Flores, collaborateur de Rivera, Agustín Arroyo Ch., chef de cabinet du Président, David Urzúa, du syndicat de la construction, Manuel García et Genaro Gómez de la Casa del Pueblo), encore vivantes en 1956, n'ont fait ni démenti, ni mise au point, ni déclaration et ont donc accepté tacitement de témoigner de l'exactitude de la version de l'affaire présentée dans son article par Octavio Fernández. Cette mise au point est inédite en français. Toutes les notes sont de la rédaction des *Cahiers Léon Trotsky*.

une telle éventualité, le gouvernement du général Lázaro Cárdenas lui donnerait asile. Le mot d'ordre n'était ainsi qu'une partie seulement du travail quotidien de la section dans sa lutte contre le stalinisme.

Dernier espoir de salut pour Trotsky

Brusquement, comme un rayon de mauvais augure, à midi le 21 novembre, celui qui se disait alors le trotskyste Diego Rivera, entré à la section mexicaine en septembre 1936, reçut de New York un télégramme très urgent dans lequel sa camarade A[nita] B[renner]², sur instructions du S.I., lui demandait immédiatement, comme question de vie ou de mort, de répondre si le gouvernement du Mexique permettrait que « le Vieux Barbiches » vienne se soigner.

Les procès de Moscou continuaient leur marche à toute vapeur. Après Zinoviev et Kamenev, tombaient, les uns après les autres, les vieux bolcheviks révolutionnaires, camarades de Lénine, face aux pelotons de Staline, et ce dernier réclamait au gouvernement « socialiste » de Norvège qu'il soit livré au G.P.U. pour corriger « la grande erreur » de 1928, quand on l'avait expulsé d'U.R.S.S. au lieu de le fusiller. La maison de Trotsky en Norvège avait été attaquée quelques semaines auparavant, il était pratiquement prisonnier et à la disposition du G.P.U. Aucun gouvernement de la planète ne voulait lui donner asile. Le Mexique se trouvait être le dernier et unique espoir de salut pour le camarade de Lénine, dirigeant de la révolution d'Octobre, qui se consacrait fiévreusement à la construction de la IV^e Internationale.

Il fallait sauver Trotsky et empêcher qu'il soit livré à Staline: du coup, la responsabilité qui retombait sur les hommes du trotskysme mexicain était énorme.

Il y eut dans le bâtiment en construction de l'Hôpital militaire, au Rancho del Charro, une réunion immédiate du B.P. qui décida tout de suite d'envoyer une délégation, formée de Diego Rivera et Octavio Fernández³, pour rencontrer le président Cárdenas qui se trouvait alors

2. Anita Brenner (1905-1974), ancienne étudiante en anthropologie à l'université de Columbia, connaissait très bien le Mexique, où son père avait un ranch. Devenue spécialiste de l'art mexicain, elle était également journaliste et avait notamment interviewé Trotsky en 1933. Liée à Muste et à l'American Workers Party, elle était devenue sympathisante du mouvement trotskyste américain et collaborait épisodiquement à sa presse sous le pseudonyme de Jean Mendez. Octavio Fernández nous a confirmé que c'était bien elle que désignaient les initiales A.B.

3. Le célèbre peintre Diego Rivera (1886-1957), qui avait été membre du C.C. du P.C. mexicain qu'il avait quitté en 1929, avait sympathisé avec l'opposition de droite par son ami américain Bertram Wolfe, puis avait rejoint les trotskystes mexicains après des discussions étalées sur un an. Il était membre du bureau politique de la Ligue communiste internationaliste. Octavio Fernández Vilchis (né en 1914) avait commencé à militer avec l'opposition de gauche alors qu'il était encore élève-instituteur en 1932. Il était depuis cette époque le prin-

dans La Laguna en train de répartir les terres entre les paysans. Elle devait lui demander l'asile pour Trotsky au Mexique; personne, à l'exception des membres du B.P., ne devait connaître ni la mission de cette délégation, ni son existence et son départ vers le Nord. Si cela se savait, toute la puissance du G.P.U. se déchaînerait pour mobiliser ses assassins et ses marionnettes, créant une situation qui réduirait à moins que zéro les chances de succès de la délégation. Le secret le plus absolu était nécessaire. On allait jouer une carte décisive contre le pouvoir mondial de Staline.

Intervention du général Francisco J. Múgica ⁴

Dans l'après-midi, les délégués furent reçus par le général Francisco J. Múgica, alors secrétaire aux communications, à qui ils exposèrent la situation, faisant appel à lui, en tant que révolutionnaire, pour qu'il appuie les démarches qu'ils allaient entreprendre. Sa réponse consista à rédiger tout de suite et sans hésitation une lettre de sa main au général Cárdenas, président de la République, dans laquelle, après avoir annoncé que Rivera voulait le voir pour traiter la question de quelques peintures murales dans son village natal, il lui disait qu'il allait aussi lui présenter une demande que lui, Múgica, faisait sienne et dont il espérait qu'il y répondrait favorablement.

Cette lettre devait servir de moyen d'introduction auprès du Président et constituait une intervention décisive. Par ce geste, le général Múgica rendit possible toute une série d'événements d'une importance mondiale.

A Torreón pour rencontrer le général Cárdenas

Une poignée de mains au général Múgica, et les délégués, le même jour, un peu avant minuit, partaient dans une automobile qui appartenait à Diego et dans laquelle voyageaient, outre les deux délégués, le chauffeur et le collaborateur de Rivera. Pour tout bagage, les délégués n'avaient eu

cipal organisateur de la section mexicaine dont les effectifs, qui n'avaient auparavant jamais dépassé la douzaine de membres, venaient d'atteindre la centaine. C'est lui l'auteur de l'article, dans lequel il parle de lui à la troisième personne, par souci de discrétion.

4. Francisco J. Múgica (1884-1954), petit-fils d'esclave, métis d'indien, fils d'institutrice rurale, s'était lancé d'abord dans le journalisme. Pendant la guerre civile, il prit l'initiative de diviser les grands domaines entre les paysans qui les travaillaient. Général en 1914, il se révéla comme un grand orateur à la Constituante de 1917 où il présida la commission de la Constitution. Peu apprécié des grands propriétaires et des pétroliers, il sortit de son demi-oubli en 1933 où Cárdenas en fit l'intendant général de l'armée, puis en 1935 son ministre. Ancien membre du P.C. mexicain à ses débuts, admirateur de toujours de Trotsky, il avait versé à Fernández une forte contribution financière pour le lancement en 1935 de la revue *Octubre*.

le temps que d'emporter quelques mouchoirs, des pardessus et des automatiques; même leur famille savait seulement qu'ils « allaient faire une affaire importante ».

Incontestablement le G.P.U. était en train de s'orienter vers la possibilité mexicaine. Peu avant le départ de Fernández, un mystérieux allemand, du nom d'Eiffel⁵, se présenta à son domicile avec une lettre des Etats-Unis l'introduisant comme « un camarade ». Une année plus tard, il se démasqua comme agent provocateur du G.P.U.⁶ Mais alors il n'eut la possibilité de ne rien apprendre, ni du voyage, ni de l'existence de la délégation. Ainsi, pour l'instant, on prenait sur le G.P.U. une avance décisive.

On fit le voyage à toute allure. Dans la voiture, avec les délégués et leur espoir de sauver Trotsky, voyageait aussi l'angoisse mortelle de celui qui sait qu'il va livrer une bataille dont l'enjeu est la mort ou la vie, où il sait qu'il n'a que peu de chances de vaincre, mais qu'il doit lutter jusqu'au bout. Pachuca dépassée, en pleine montagne, Rivera, emmitoufflé dans son manteau, ronflait, pendant que la neige, qui empêchait de voir à plus de deux mètres, obligeait l'auto à rouler lentement, en contraste avec l'anxiété d'arriver à Torreón. La fatigue de la journée, la tension nerveuse et l'énergante monotonie de ce voyage à l'aveuglette qui créait le risque d'une chute brutale dans le vide, l'emportèrent à la fin. Le matin réveilla les délégués un peu avant Tamazunchale, où ils déjeunèrent en vitesse dans un restaurant de routiers pour n'être pas aperçus dans des restaurants plus fréquentés. Et de nouveau, la fièvre de la vitesse: l'auto rugissait à 120 à l'heure, le bétail qui paissait au bord de la route, la traversait de temps en temps et faisait de cette course une folie suicidaire, mais il fallait arriver le plus vite possible.

Le soir, ils mangèrent à Ciudad Victoria et on repartit tout de suite pour Monterrey, mais, avant d'y arriver, il y eut une panne d'essence, alors qu'on apercevait les lumières de la ville et il fallut attendre que le chauffeur en ait trouvé. Finalement, dans cette ville, quelques heures de sommeil et un bain permirent aux voyageurs de se reposer un peu.

Le lendemain, très tôt, de nouveau dans l'auto pour déjeuner de

5. Paul Kirchhoff, dit *Eiffel* (1900-1972), avait été militant du parti allemand, puis de l'opposition de gauche, et avait émigré en 1933 en Irlande puis aux Etats-Unis. Il avait été solidaire de Bauer, adversaire de l'entrée dans les partis socialistes, et, aux Etats-Unis, était lié à la tendance de gauche l'Oehler. Il venait au Mexique parce que c'était pour lui, qui était ethnologue, un bon terrain d'étude. Il n'avait rien de mystérieux, mais on comprend la réaction de Fernández à son apparition dans ces circonstances. Il avait prévenu par une lettre, envoyée de Monterey le 21, qui n'était pas encore arrivée, qu'il s'établissait au Mexique et souhaitait militer dans la section mexicaine.

6. Moins d'un an plus tard, Eiffel participait à une scission gauchiste de la section mexicaine et accusait Trotsky de capituler devant la bourgeoisie mexicaine pour assurer son asile. L'accusation lancée contre lui à l'époque par Rivera et Fernández d'appartenir au G.P.U. ne semble pas avoir eu de fondements et elle provoqua bien des indignations.

chevreaux fumés à Saltillo, et en route pour Torreón. Alors qu'on traversait le désert, là-bas au loin, un convoi qui semblait être le Train Olive allait vers le Nord — et si c'était bien ça, c'était la catastrophe — augmenta l'anxiété des délégués, éperonna encore leur fièvre de vitesse. La gravité des circonstances qui obligeaient à gagner du temps, coûte que coûte, rendait nécessaire cette hâte, mais les conducteurs qui se relayaient au volant et qui ignoraient et la destination et l'objet même du voyage, manifestaient par leur comportement un sourd mécontentement. On interrogeait tous les gens qu'on rencontrait : « Où est le général Cárdenas ? Est-il encore à Torreón ? Que sait-on de son départ prochain pour la sierra ? » Mais ils ne pouvaient pas nous éclairer avec certitude ; tout ce qu'ils savaient, c'était que le général visitait la région et que, d'un moment à l'autre, il allait partir pour Sierra Tarahumara et que si cela se produisait, cela voulait dire que les délégués risquaient de ne pas le rencontrer pendant des jours et peut-être des semaines. Et que, dans ce cas, on serait obligés de le suivre dans toute la sierra. Et si on n'obtenait pas une réponse rapide à la demande qu'on venait formuler, cela signifiait probablement la perte irréparable de Trotsky.

A quoi s'engageait la section mexicaine

Diego Rivera allait présenter la demande à Cárdenas en son nom propre et l'autre délégué représentait officiellement la section mexicaine avec plein pouvoir pour résoudre n'importe quelle question. En décidant d'envoyer la délégation, le B.P. avait étudié cette question : si le Président posait des conditions, lesquelles étaient acceptables ? On avait proposé et adopté une résolution : « Le camarade Trotsky a pour le mouvement révolutionnaire international une valeur incalculable. Il faut donc avant tout le sauver en assurant son asile au Mexique. Le général Cárdenas n'est pas homme capable d'imposer des conditions contraires à l'honneur révolutionnaire de notre groupe. La section mexicaine de la L.C.I. acceptera ses conditions. Au cas où elles seraient incompatibles avec la position révolutionnaire du trotskysme, le groupe mexicain se dissoudra, mais, avant tout, il faut sauver le camarade Trotsky ».

Heureusement, quand les délégués arrivèrent à Torreón, Cárdenas y était encore ; ils n'avaient plus qu'à attendre quelques heures le retour du Train Olive. Des centaines de personnes attendaient le convoi présidentiel, espérant être reçues, et parmi elles, des journalistes, des hommes politiques, des personnes de toutes catégories, depuis d'humbles paysans jusqu'à des gouverneurs, des députés et des sénateurs.

Le Président les recevra-t-il ?

Le problème était : quand seraient-ils reçus par le Président ? Mais la lettre du général Múgica fit des miracles. Le Mexique allait à toute vapeur à gauche et, dans le cabinet présidentiel, les interventions du général Múgica étaient décisives : sa lettre ouvrit tout de suite les portes. Peu après l'arrivée du Président, les deux délégués furent introduits dans l'antichambre du bureau officiel et on leur dit qu'ils allaient être reçus immédiatement. Et comme cette priorité sur des hommes politiques et des fonctionnaires était inhabituelle, elle provoqua chez eux une certaine curiosité. Pendant les brèves minutes d'attente, l'aide-de-camp du Président, Beteta ⁷ faisait des caricatures de Rivera. Les journalistes et hommes politiques présents essayaient habilement de s'informer de l'objet de l'entrevue avec le Président, mais les délégués les laissèrent dans une ignorance totale.

Rivera et son compagnon décidèrent que le peintre passerait le premier pour rencontrer Cárdenas, ce qu'il fit quand il fut appelé au bout de quelques minutes par l'aide-de-camp du Président. Passèrent alors, une à une, désespérément, mortellement lentes, quatre ou cinq minutes. Puis Rivera revint, disant que le Président avait déjà la pétition, mais que, pour donner sa réponse, il demandait la présence du représentant de la section mexicaine. Dès qu'ils furent introduits dans le bureau présidentiel, le général Cárdenas, sans préambule et laconiquement, leur dit à peu près ce qui suit : « M. Trotsky peut venir au Mexique. Le gouvernement que je représente lui accordera l'asile de réfugié politique... en raison des circonstances qui mettent sa vie en danger, comme vous me l'assurez. On lui donnera toutes les garanties nécessaires... il ne sera pas prisonnier » (le Président pensait sans aucun doute à l'attitude du gouvernement « socialiste » norvégien qui avait interné Trotsky et lui interdisait toute communication). Le représentant de la section mexicaine interrogea : « Votre gouvernement, Monsieur le Président, demande-t-il un engagement ou impose-t-il des conditions spéciales ? » Le général Cárdenas répondit : « Mon gouvernement agit en totale indépendance ; M. Trotsky est un révolutionnaire mondialement connu. Sa vie est en danger, donc nous lui donnons asile au Mexique. Nous ne vous demandons aucune promesse d'aucune sorte, du fait que M. Trotsky saura se comporter comme un réfugié politique... La seule chose qu'on exige, c'est que les trotskystes mexicains, à son arrivée, s'abstiennent d'organiser des manifestations qui pourraient provoquer des heurts avec des éléments hostiles à M. Trotsky. Vous devez retourner à México où le secrétaire des Relations extérieures a déjà reçu des instructions pour les démarches à entreprendre en vue de la venue au Mexique de M. Trotsky ».

7. Ramón Beteta (1901-1965), professeur d'économie présidait alors la Commission de réforme agraire de La Laguna.

Ce que le Mexique apprit ensuite

Ainsi commença la dernière étape de la vie de Trotsky qui devait se terminer ce fatal 21 août 1940. De ces événements, le Mexique ne sut que ce que disait un communiqué laconique à la radio qui annonça aux dernières heures de la soirée : « Diego Rivera et une personne inconnue qui l'accompagnait ont été reçus par le général Cárdenas à bord du train présidentiel. Il n'a pas été possible d'apprendre l'objet de cette entrevue ».

Loin du train présidentiel, au beau milieu de la joie qui les emportait, Rivera dit à son compagnon : « Je ne crois pas que Trotsky arrive à venir au Mexique. Demain on mettra des obstacles qui l'empêcheront. Je suis capable d'aller à New York à genoux si la décision du président devient une réalité ».

Retour à México et lutte pour le visa

Et il s'en est fallu de peu, de très peu, que la prédiction de Rivera se réalise. La décision du Président à Torreón n'était que le début d'une lutte victorieuse contre les agents du G.P.U. qui se lancèrent à l'attaque dès qu'ils apprirent l'acceptation présidentielle. Et une autre fois vers l'auto pour le retour à toute allure, sans visiter un seul site de Torreón, devant la perplexité et le mécontentement du chauffeur et du collaborateur de Rivera, puisqu'on ne s'arrêta que pour manger dans un café de la place de cette ville. Ensuite, México, pour régler la question du visa avec les fonctionnaires concernés.

Dès son retour, la délégation rencontra le secrétaire aux relations extérieures⁸ qui lui répondit, de façon lente et terrible, à peu près ceci : « Je ne suis pas d'accord pour que M. Trotsky vienne dans ce pays... Tant que je serai secrétaire aux relations extérieures, on ne lui donnera pas le visa ». Agissait-il de façon indépendante ou était-il manipulé par le G.P.U. ? C'était comme si, d'un seul coup, un rayon avait sectionné toutes les possibilités de sauver Trotsky, car il était évident que le Président ne provoquerait pas une crise ministérielle en renvoyant son secrétaire aux relations extérieures, seulement pour imposer l'octroi à Trotsky du visa.

Les délégués eurent une fois de plus recours au général Múgica, la seule force capable de lutter avec des chances de succès dans cette affaire. « Général, vous êtes le seul à pouvoir influencer le Président et empêcher le secrétaire des relations extérieures de flanquer par terre cette décision. Vous comprenez bien qu'il s'agit d'un fait d'une importance historique ».

8. Le secrétaire aux relations extérieures, nous dirions le ministre des affaires étrangères, était un homme de droite, le général Eduardo Hay (1877-1941).

Et, de nouveau, ils reçurent du général Múgica une réponse rapide et ferme : « Je me charge de cette affaire ; mais, avant tout, personne ne doit rien savoir de la décision du Président ; la moindre petite chose qui filtrerait, et l'affaire serait terminée ». Et, de ce jour, commença une lutte sourde sur la question de l'octroi du visa, lutte dont les péripéties se déroulaient dans l'ombre et dont les deux émissaires ne connaissaient que la moitié : d'un côté, le général Múgica, de l'autre, le secrétaire aux relations extérieures, porte-parole symbolique des forces de la réaction stalinienne qui luttait pour détruire Trotsky.

Les jours passèrent et le visa n'était pas accordé. Au contraire, au grand désespoir de Rivera et de son camarade, obligés d'assister passivement au déroulement du conflit, apparaissaient des faits alarmants, symptomatiques de la besogne d'intrigues qui s'ourdissait aux relations extérieures et qui alliaient dans un front unique le ministre de droite et les laquais mexicains de Staline. Tout d'un coup, la presse de México publia un communiqué de M. le licencié Vicente Lombardo Toledano⁹ dans lequel, au nom de la C.T.M., ce dernier déclara qu'il circulait des rumeurs selon lesquelles Trotsky prétendait établir au Mexique « le quartier-général du fascisme » et les travailleurs devaient être vigilants à cet égard. C'était le début de l'offensive de Staline. Comme, de notre côté, nous avions gardé le silence le plus absolu, la source d'information de Lombardo Toledano ne pouvait être que le secrétaire aux relations extérieures lui-même.

Après ce communiqué, il fallait s'attendre à des actes de provocation des staliniens, y compris des attentats et des assassinats tendant à démontrer au général Cárdenas que la venue de Trotsky au Mexique ne pourrait que provoquer agitation, scandales et désordre. Les staliniens, par ces actions, obligeraient le Président à révoquer sa décision de donner asile à Trotsky. Le général Múgica comprenait la gravité de la situation. Il nous suggéra alors : « Il est urgent que vous retourniez à Torreón voir le général Cárdenas. Si vous pouvez avoir un appui d'organisations ouvrières, c'est mieux ; mais il vous faut partir tout de suite ».

C'est dans ces circonstances que le même jour, le 7 décembre 1936¹⁰

9. Vicente *Lombardo Toledano* (1893-1968) avait fait de brillantes études de droit et de philosophie et enseigné l'une et l'autre à l'université de México tout en faisant une carrière syndicale qu'il avait commencée dans la C.R.O.M. aux côtés du dirigeant conservateur Luis N. Morones. Il avait évolué vers la gauche pendant les années 30, prenant même contact avec les trotskystes et envisageant une visite à Trotsky en Norvège. Mais il avait au lieu de cela séjourné à Moscou à l'été 1935 et en était revenu acquis au moins à la politique extérieure de l'U.R.S.S. et à ses exigences générales. Il avait fondé en 1936 la centrale syndicale C.T.M. dont il était le « grand dirigeant » et qui était l'un des appuis du régime de Cárdenas. Il mena avec constance le jeu des staliniens dans la campagne de haine contre Trotsky dès son arrivée au Mexique et créa plus que tout autre les conditions politiques de l'assassinat.

10. L'article paru dans *La Prensa* porte ici la date du 17 décembre, ce qui est impossible, puisque l'annonce publique de l'octroi du visa fut faite le 9.

le B.P. de la section mexicaine décida d'envoyer à Torreón une autre délégation; mais cette fois, outre le représentant trotskyste, il devait y avoir des délégués ouvriers qui demanderaient au Président le visa pour Trotsky. On en informa les dirigeants du Syndicat unique de la construction (affiliée à la C.T.M. lombardiste) et ceux de la Confédération ouvrière paysanne Casa del Pueblo. On constitua alors une délégation avec le secrétaire général du S.U.T.C., Juan R. de la Cruz et David Urzúa, de l'exécutif de ce même syndicat, deux éléments de la Casa del Pueblo, Manuel García et Jenaro Gómez jr et l'avocat de l'époque du S.T.U.C., le licencié Bernabé Jurado en tant que conseiller technique. Le responsable de la délégation était encore Fernández.

Le voyage commença à minuit le jour même, dans les mêmes conditions de discrétion et de rapidité que le précédent. Ce n'était pas une répétition, puisque Rivera restait à México pour garder un contact direct avec le général Múgica. Pendant le voyage, il y eut de sérieuses difficultés, qu'on réussit à surmonter, mais, surtout, on arriva à dissimuler l'existence de la délégation et tout ce qui aurait pu compromettre sa réussite.

A Monterey, on n'avait plus d'argent et, très tôt, le matin du 9 décembre 11, on se décida à appeler Rivera au téléphone. On attendait la communication quand les vendeurs de journaux locaux commencèrent à lancer la nouvelle sensationnelle du jour: «Le secrétaire aux Relations extérieures a rendu public un communiqué annonçant l'octroi à Trotsky du droit d'asile au Mexique». La joie de la délégation était délirante. Staline et son G.P.U. avaient été pratiquement mis en déroute. Trotsky ne serait pas livré pour être abattu par un peloton d'exécution après un procès falsifié. Une fois de plus, Trotsky échappait à la mort.

On décida de continuer jusqu'à Torreón pour que les délégués qui y allaient en tant que représentants d'organisations syndicales puissent exprimer au Président la gratitude des travailleurs et l'espoir qu'aucune manœuvre ne lui ferait révoquer sa décision concernant le visa.

A Torreón, le Président ne reçut pas personnellement la délégation. M. Agustín Arroyo Ch., qui le fit en son nom, montra aux délégués des centaines de protestations que le parti communiste, le comité national de la C.T.M., Lombardo Toledano et autres agents nationaux et étrangers de Staline, dans le monde entier, adressaient à la Présidence, exigeant le refus de l'asile à Trotsky et menaçant de manifester. Mais Arroyo Ch. montra aussi la pluie de félicitations d'organisations ouvrières et d'intellectuels qui, par télégramme ou par câble, arrivaient du pays ou des régions les plus éloignées du monde. Le Mexique était devenu l'exception sur la planète. Trotsky n'était plus sans visa et la décision de le lui donner, prise

11. C'est évidemment du 9 décembre qu'il s'agit comme le démontre la fin de la phrase ci-dessus.

par le général Cárdenas, contrairement à l'attitude des gouvernements du monde entier, devenait un événement de résonance mondiale.

Préparation de l'arrivée de Trotsky

Trotsky fut embarqué de force sur un pétrolier norvégien, et pendant quelque temps après son départ, nous ignorions nous-mêmes où on le conduisait. En U.R.S.S., pour le livrer au G.P.U. ? Il venait au Mexique ? A la fin, après de longs jours d'attente, un radiogramme en provenance du bateau annonça qu'il faisait route vers le Mexique, mais qu'il ignorait le port dans lequel on le ferait débarquer. Plus tard, des messages sans fil informèrent les autorités que Tampico serait l'endroit choisi et enfin Trotsky arriva, le matin du 9 janvier 1937, aux rivages mexicains. Shachtman, du parti américain de la IV^e Internationale, Frida Kahlo, la femme de Rivera, et Novack ¹² le secrétaire du comité pour l'enquête Trotsky, de New York, l'accueillirent au port.

Dans l'obscurité froide d'un petit matin de janvier, Diego Rivera et les trois autres membres du B.P. de la section mexicaine sortirent silencieusement de la clinique du Docteur Marín dans laquelle le premier avait été hospitalisé pendant quelques jours. Un événement d'une énorme importance les étreignait d'émotion : quelques heures plus tard, Trotsky allait arriver à bord du train de Laredo. De la clinique au Restaurant Principal pour manger et rencontrer des agents spéciaux du secrétariat de l'intérieur, des communications et de la police qui déjà surveillaient et qui devaient les accompagner pour la réception de Trotsky. Ils quittèrent le restaurant et, après s'être assurés de n'être pas suivis par des journalistes, partirent à vive allure en auto. Dans les rues plus loin, à des emplacements convenus d'avance, des camionnettes de la police et quelques autos avec des amis choisis, parmi lesquels des ouvriers de la Casa del Pueblo et du Syndicat unique de la construction, les rejoignirent.

Toujours dans la nuit, les autos filèrent loin de la ville jusqu'à la gare ferroviaire de Lechería où Trotsky devait descendre. Là, Frida Kahlo, Shachtman et Antonio Hidalgo B. ¹³ rejoignirent le cortège. Entretemps, des groupes de trotskystes mexicains étaient mobilisés à des emplacements

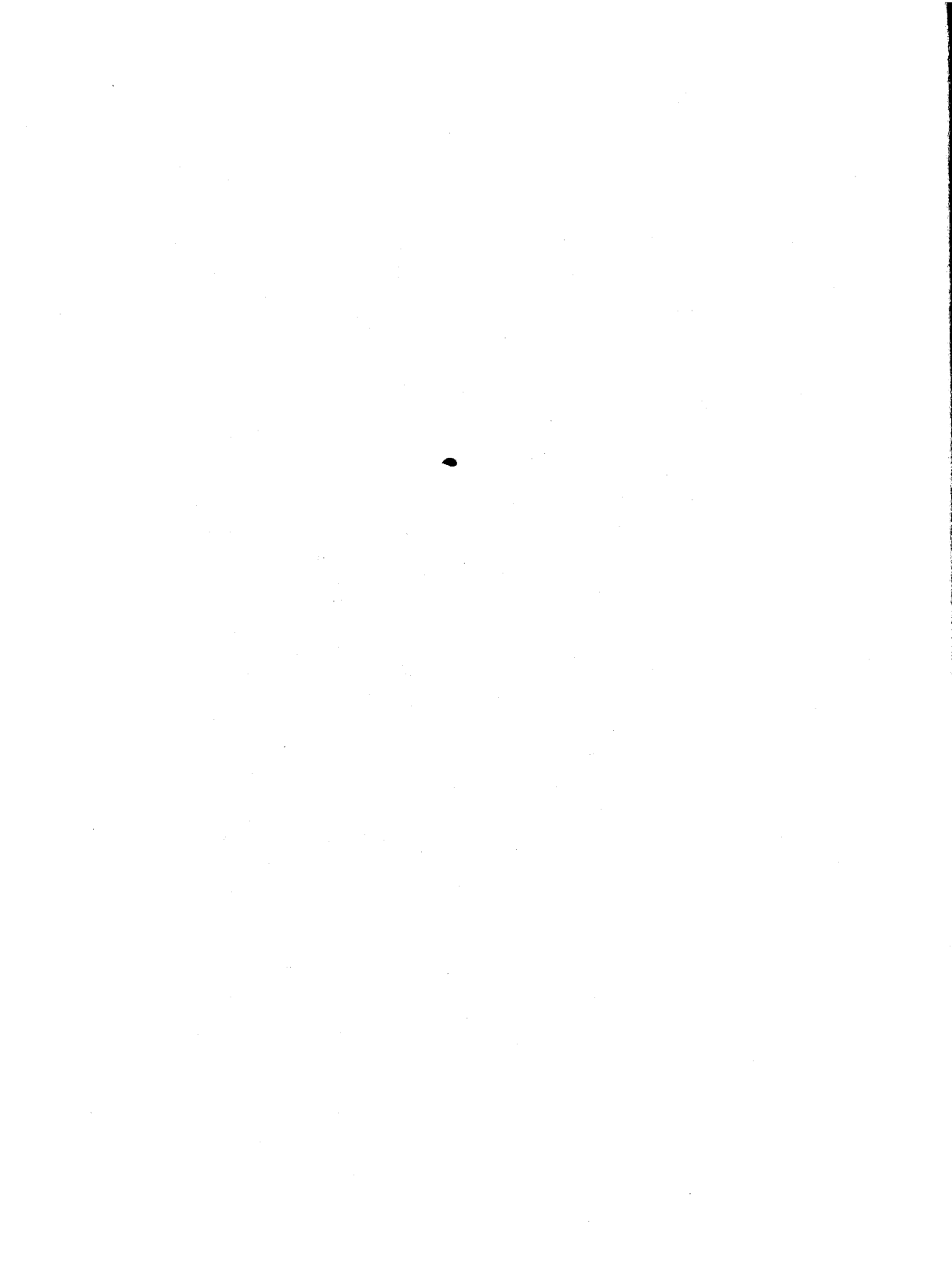
12. Frida *Kahlo de Rivera* (1910-1954), elle-même peintre exceptionnelle, était la compagne de Diego et c'est dans sa maison bleue de Coyoacán que les Trotsky allaient demeurer. Max *Shachtman* (1903-1972), un des fondateurs de l'Opposition de gauche aux Etats-Unis était alors un des dirigeants de la fraction trotskyste dans le parti socialiste. George *Novack* (né en 1905) était depuis novembre 1936 le secrétaire du comité de défense de Trotsky ; il était trotskyste depuis 1933.

13. Antonio *Hidalgo B.* (1892-1963), ancien combattant de la révolution mexicaine était un haut fonctionnaire, proche collaborateur du général Múgica qui le chargea de la liaison avec Trotsky avec qui il noua de solides liens d'amitié.

stratégiques, prêts à une intervention urgente. A la maison de Rivera, à San Angel Inn, divers travailleurs faisaient acte de présence, afin de créer l'impression que c'était là que viendrait Trotsky. A la gare centrale de Buenavista, on attendait impatiemment. Des groupes importants se seraient, qui attendaient l'arrivée du révolutionnaire international. Parmi eux se trouvaient en grand nombre des ouvriers et des ouvrières, avec des bouquets de fleurs mais aussi, sans aucun doute, les provocateurs staliniens.

A l'arrivée à la gare de Lechería, il fallut cacher les autos, pour qu'elles ne soient pas vues de la légion de reporters qui parcouraient en auto l'itinéraire du chemin de fer en essayant de découvrir le lieu de destination du cortège. Et, une fois de plus, l'attente, qui semblait interminable, accrue par le retard du convoi. Les heures passaient et il n'apparaissait pas ; les esprits obsédés et excités élaboraient des élucubrations. A la fin, une colonne de fumée dans le lointain et le convoi entrait dans la gare, les têtes des passagers curieux apparaissant aux fenêtres et un essaim de reporters et de gens apparus, comme par magie, sautant sur les marche-pieds du dernier wagon du convoi, les éclairs des appareils photographiques et Trotsky descendant du wagon avec sa barbiche blanche, ses yeux étonnés derrière ses lunettes, avec son pantalon de golf, un porte-documents sous le bras, et souriant. Natalia, petite, silencieuse, pleine d'un étonnement sans limite de se voir au milieu de camarades et d'amis. Loin, très loin de la prison norvégienne et des internements à Prinkipo, Alma-Ata et autres lieux, entourés de poitrines, de bras et de volontés disposés à donner leur vie pour les leurs. Trotsky et Natalia saluaient les amis. Tout ça, ce sont des souvenirs de quelques moments de confusion émotionnelle, déjà voilés par le temps, et cependant vécus.

De Lechería à Coyocán, par des chemins de traverse, le cortège n'a pas mis longtemps. Le long du trajet, sur tous les visages, de la curiosité au passage de ce rapide convoi. Au passage devant l'énorme bâtiment en construction de l'Hôpital militaire, dans le Rancho del Charro, quelques coups de klaxon ont indiqué aux centaines d'ouvriers de la construction qui travaillaient là, tous amis de la IV^e Internationale, que c'était Trotsky qui arrivait. Et lui a peut-être pu apercevoir les poings levés qui lui souhaitaient la bienvenue.



Mateo Fossa

Comment j'ai rencontré Trotsky¹

Je suis né à Buenos Aires en 1896 dans la rue Montevideo entre l'avenue Alvear et l'avenue Quintana. (...) C'est dans ce quartier que j'ai grandi, puis je suis allé à l'école (...) je suis allé jusqu'à la septième et je suis parti.

Ensuite, je suis allé travailler. J'ai été apprenti sculpteur (...) puis je suis entré comme chaudronnier chez mon oncle (...) et enfin j'ai travaillé comme graveur (...)

C'était en octobre 1914, et j'ai tout de suite adhéré au syndicat des graveurs et sculpteurs sur bois. Le secrétaire était un Asturien, homme combattif. Il fut mon maître et j'ai appris de lui: il s'appelait Luis Fernández. Ce camarade Fernández était un gars un peu plus âgé que moi: il était responsable et m'a pris comme adjoint, comme secrétaire. Je sortais du travail et j'allais l'aider à tout ce qu'il fallait faire. Et je me suis fait à côté de lui, c'est la vérité.

On a vécu bien des épisodes, de beaux épisodes. Par exemple, lors de la guerre de 14, j'ai adhéré aux jeunesses socialistes. Nous étions de gauche et nous étions pour la neutralité. Nos dirigeants, Justo et Repetto et tout ça étaient pour les Alliés: nous avons tenu un congrès et la jeunesse renâclait et ils faisaient pression pour que le parti se prononce en faveur des Alliés. Nous avons gagné la majorité pour la neutralité, mais après ils nous ont roulés et nous ont tous bernés: le comité exécutif s'est réuni et la souveraineté du congrès a été renvoyée aux calendes grecques.

C'est à partir de ce moment que s'est constitué le parti socialiste

1. Extraits de « Mateo Fossa, el Argentino que estuvo con Trotsky » (M.F., l'Argentin qui était avec T.). *La Opinión*, de Buenos Aires, 9 janvier 1972.

2. Juan B. Justo (1865-1928), médecin, fut le premier traducteur en castillan de *Das Kapital* de Marx et fonda en 1893 le parti socialiste. Il ne faut pas le confondre avec le général Agustín P. Justo, père de Liborio Justo (1876-1943).

international qui est devenu plus tard le parti communiste 3 au moment de la révolution russe. Il y avait Codovilla 4 il y avait Penelón, et aussi cet ingénieur, Ortiz, qui a été ensuite doyen de l'Université du Sud (il venait nous faire des conférences le soir, et je me souviens qu'il lui arrivait de nous endormir). Il y avait Alberto Palcos qui, je crois, est passé à droite 5

Palcos et Pechini sortaient une revue qui s'appelait *Documentos del Progreso*. Ils traduisaient tous les articles de Lénine et de Trotsky. Nous les lisions, bien que nous ne fussions pas supérieurement cultivés ; mais nous avions la jeunesse et ils nous plaisaient. Dans la jeunesse socialiste, nous avions déjà été éduqués par un homme qui allait devenir député, Angel Gímenez, que nous appelions le gros Gímenez (...)

Je suis devenu secrétaire de la Fédération du Bois alors que j'étais très jeune encore. Pas à cause de mes capacités : c'est parce qu'il y avait une rivalité entre les anarchistes et les syndicalistes. Comme ils n'avaient pu s'entendre, ils conclurent une transaction et me désignèrent parce que j'étais du syndicat le plus petit et le moins important, mais aussi parce qu'ils avaient confiance en moi. Et j'ai toujours essayé de ne pas dévier, d'aller tout droit (...)

A cette époque prédominaient les syndicats de métier (...) Nous étions beaucoup de syndicats petits, mais tous très actifs et très combattifs, car ce qui était caractéristique c'est que tous les camarades qui les formaient venaient de l'étranger. Nous n'avions pas encore ici d'industrie formant des ouvriers argentins.

A l'époque, la lutte était entre Bakounine et Marx, une lutte entièrement idéologique. Quand vint la Révolution russe, la III^e Internationale se constitua (...) Comme c'était un fait historique énorme, l'influence de la révolution russe prédomina dans le mouvement ouvrier : les documents, les thèses de l'Internationale nous arrivaient.

Puis il y eut une division dans le parti communiste. Nous avons constitué le parti communiste ouvrier en 26 ou 27 6 Nous avons fait scission parce que nous soutenions que le parti prenait une position réformiste, pas aussi combative que nous l'aurions voulu. Il y avait des divergences et elles sont restées : voilà cinquante ans que nous avons commencé à nous combattre et nous continuons 7(...)

3. C'est en janvier 1918 que le P.S.I. s'était constitué et en 1920 qu'il avait pris le nom de P.C.A.

4. Victorio Codovilla (1894-1970), militant du P.S. italien, émigra en Argentine en 1912 et fut membre du C.C. du P.C. de ce pays de 1921 à sa mort. Il était au Mexique au moment où se préparait l'assassinat de Trotsky.

5. Palcos, avec Koiffmann, avait dirigé en 1928/1929, la scission « frontiste » de ceux qui préconisaient le front unique, puis la réunification organique par opposition au sectarisme de la « troisième période ».

6. En 1926.

7. Les déclarations de Mateo Fossa datent de 1972, il fait évidemment allusion à ses

La Ligue anti-impérialiste se forme et on me nomme secrétaire aux relations extérieures (...) J'ai reçu une lettre d'un gars qui s'appelait Mella 8 c'était un cubain, un gars très actif qui me disait: « Camarade Fossa, nous voulons les faits que vous avez sur le contrôle par les Anglais de la viande en Argentine ». Après, on l'a tué, ce gars. Il en était venu toute une série de ces gars, parce que ces faits révolutionnaires répandaient l'euphorie, soulevaient les courages. Ils venaient de Bolivie, du Brésil, tous étaient sympathisants de la révolution russe, anti-impérialistes.

Nous avons formé un groupe distinct de la Ligue anti-impérialiste qu'on appelait le groupe des « chispistes » parce que nous sortions un journal qui s'appelait *La Chispa* 9 et le P.C. était de son côté, avec un groupe anti-impérialiste, mais moins combatif que le nôtre. Avec notre organisation combative, nous leur barrions la route, comme on dit. Ils voulaient détruire notre organisation parce que nous, à force de travail, nous avions acquis une grande force d'attraction, à force de travail et de combativité. Ils vinrent à deux cents d'un coup pour adhérer à la Ligue avant l'assemblée et nous faire barrage à nous, mais nous leur dîmes: « Non, camarades, ici c'est l'assemblée de la Ligue, il faut six mois d'ancienneté pour avoir le droit de voter ». Ils sont venus quand même et ont essayé de voter de force, avec des maillets et des marteaux.

Il y eut des blessés par coups de pots de fleur, mais pas par balles, non. On tira en l'air et la police arriva et arrêta 80 personnes (...) A leur tête il y avait l'un des frères Ghioldi 10 Orestes (...)

De Moscou, les organismes internationaux envoyaient des lettres ouvertes. Et je me souviens qu'en 1930, nous étions en prison. Uriburu 11 nous avait incarcérés tous et nous, prisonniers, nous espérions que ces lettres allaient nous arriver, nous déchiqetions le jambon et il nous arrivait d'y trouver une lettre ouverte, écrite sur du papier de soie. Là-dedans, nous faisons la révolution, nous l'avions, elle était là — et aujourd'hui nous l'attendons encore, toujours pleins d'espoir et en combattant. C'est ça qui est beau (...)

Moi on m'appelait le trotskyste. J'avais de la sympathie. Je ne sais pas pourquoi, mais j'avais de la sympathie pour Trotsky, parce qu'il me semblait qu'il avait raison. Et je l'ai connu.

Le mouvement ouvrier m'avait envoyé comme délégué à un congrès qui devait se tenir à México pour la constitution de la Confédération

différends avec les staliniens.

8. C'est bien de Julio Antonio Mella qu'il s'agit (cf. n. 20 p. 19)

9. *La Chispa* était l'organe du P.C.O.

10. Il existe dans le mouvement argentin plusieurs frères Ghioldi, dont le plus connu est Rodolfo.

11. Le général José Fransisco *Uriburu* (1868-1932) avait dirigé en décembre le coup d'état qui avait chassé le président Hipólito *Irigoyen* (1850-1933).

latino-américaine des travailleurs 12 A l'époque, j'étais secrétaire du syndicat du bois. A vrai dire, je ne voulais pas y aller, parce que je vivais avec ma mère et qu'elle allait rester seule, puisque j'étais l'unique fils célibataire qui vivait avec elle. Alors je dis à un certain Angel Delgado — qui ensuite fut secrétaire de Quijano : « Ecoute, pas de problème, au dernier moment, je renonce et c'est toi qui y va ! ». Quand les gens du collectif et les deux ou trois qui donnaient l'argent l'apprirent, ils sont venus me voir et m'ont dit : « Ou vous, ou personne », et alors, tiens, et alors, il n'y avait plus rien à faire.

Je me souviens que Liacho 13 un gars qui travaillait à *La Razón*, me dit : « Allez, vas-y ! » et je lui dis « Et comment, puisque je n'ai rien ? ». Le soir même, il vendait le pardessus de son vieux, nous allions à l'aéroport, achetions le billet et je partais au Mexique. Il y avait dans l'avion un camarade uruguayen, qui s'appelait Aguayo et qui était secrétaire des travailleurs maritimes. (...)

Quand nous sommes arrivés, il y avait une coterie entre les communistes et les bureaucrates du mouvement ouvrier ; ils avaient dit aux Mexicains que si j'entrais, eux s'en iraient. J'apportais les créances des syndicats que je représentais : j'entre, je donne mes créances et quand j'ai été entré, ils ne savaient plus que faire pour me faire sortir de la salle. Alors ils me disent : « Vous êtes le camarade Fossa ? ». Je dis oui. « On vous demande au téléphone ». Je sors, ils ferment la porte, installent un garde qui m'empêche de passer. Ils m'ont fait d'autres saloperies, surtout les staliniens : ils m'ont menacé. A cette époque, je n'étais pas vieux comme à présent, en outre, j'étais agile et je me suis bien défendu. Je ne m'en suis pas fait. J'ai parlé avec les enseignants et nous avons fait une réunion dans l'Arena de México. Nous avons parlé et dénoncé toutes ces cochonneries, toutes ces manœuvres. Alors sont venus me voir quelques sauveurs uruguayens : « Comment, avec les antécédents que j'avais, je me laissais manipuler par des gens de cette espèce ? » Et je leur ai dit : « Vous avez essayé de me faire toutes sortes de manœuvres, de cochonneries, et maintenant vous voulez me sauver ? Vous êtes des canailles, foutez-moi le camp ! » (...) L'argent du retour, c'est Cárdenas qui me l'a donné : il m'a bien traité, je me souviens que je marchais en sandales parce que ces

12. Ce congrès se tint du 6 au 8 septembre 1938 à México : l'organisation reposait avant tout sur la C.T.M. de Lombardo Toledano qui allait devenir le principal dirigeant de la C.T.L.

13. Nous avons peu d'informations sur Carlos Liacho. Il était lié à Raurich, participa à l'unification des deux L.C.A. de 1935 et publia *Transición* à Buenos Aires. En 1937, il prit la tête du courant « entriste » et se retrouva au sein du Partido socialista obrero où il édita en 1937 un bulletin intitulé *Frente proletario*, et en 1938 un numéro de la revue *Marxismo*. Selon Robert Alexander, il était le principal dirigeant des « entristes » lors de leur conférence de Cordoba en 1938. Il avait représenté les « entristes » à la conférence d'unification du 7 novembre 1937... mais sa trace se perd ensuite.

canailles m'avaient mené à l'hôtel, puis m'avaient annoncé, après, qu'ils ne le paieraient pas. Alors Cárdenas m'a payé l'hôtel, une paire de chaussures et le voyage de retour, parce que j'étais complètement râclé.

C'est pendant ces jours que, dans une librairie de la rue Donceles, le libraire me dit qu'il avait reçu 400 pesos de la maison d'édition *Claridad* pour *La Révolution trahie* de Trotsky. Je lui ai dit que je pouvais parler avec le secrétaire. Je parlai avec lui et nous convînmes de nous rencontrer : une porte vitrée, il passait en voiture et m'embarquait. C'est ainsi que j'allai voir Trotsky.

J'ai parlé à trois reprises avec lui. Nous avons toujours parlé en castillan, la première fois avec quelque difficulté, mais assez bien la seconde fois et la troisième, il me parlait bien. Avec moi, Trotsky s'est comporté de manière... il m'a traité comme un camarade. Il m'a posé plusieurs questions, donné des conseils que j'ai encore présents aujourd'hui. Il me disait : « Voyez, camarade, il ne s'agit pas pour vous de combattre pour Trotsky, vous êtes en Argentine, vous avez toute une série de problèmes révolutionnaires, il faut s'en occuper, essayer de les résoudre du mieux possible. Et pas parler de Trotsky. Résoudre les problèmes du pays, les problèmes révolutionnaires », me dit-il.

Je lui dis : « Voyez-vous, camarade, ça me met en colère, parce que, chez les trotskystes de mon pays, il y a pas mal de branleurs de cafés ». Il a demandé au secrétaire qui était là ce que ça voulait dire, et l'autre lui a expliqué en français : « Quand ils sont dans un café, ils sont très révolutionnaires, mais quand il faut être là où il faut, ils n'y sont pas » 14 Il m'a dit : « Vous avez raison ».

J'ai parlé avec lui et j'en suis sorti convaincu qu'il me fallait adhérer à la IV^e Internationale 15 Je lui ai donc demandé directement à lui mon adhésion. Cet homme me donnait une impression de sincérité et de propreté.

J'ai pas mal parlé avec lui, de divers problèmes, la guerre, la situation au Brésil, les syndicats argentins. Mais ce serait un peu long de tout raconter. En outre, la mémoire me manque. J'aimerais être plus clair pour bien expliquer. Le vieux Trotsky m'a donné une grosse impression d'intelligence, de voir les problèmes, de les cerner et de les analyser.

Il me dit : « Les syndicats ouvriers, par leur composition, ont toutes les tendances. Ils ne peuvent pas être une fraction sectaire, qui exclue : les stalinien, les trotskystes, tous sont dans le syndicat ouvrier. On ne peut pas exclure, le syndicat est comme une école primaire fondamentale », me

14. C'était van Heijenoort dont on peut relever qu'il n'a pas traduit à Trotsky l'expression un peu crue pour l'époque employée par Mateo Fossa.

15. Le procès-verbal d'une entrevue entre Trotsky et Mateo Fossa ainsi que la lettre où ce dernier demandait son adhésion à la IV^e Internationale ont été publiés dans *Clave* n° 2 de novembre 1938.

dit-il. Il me demanda d'essayer de ne pas exclure (...) Quand je lui dis que j'avais une mauvaise opinion de quelques camarades d'ici, il me répondit : « Non, camarade, il faut les voir dans l'action. Voir comment ils se comportent, s'ils sont conséquents ; si ce sont de véritables révolutionnaires ; alors celui qui ne correspond pas, qui n'est pas à la hauteur, qui n'est pas révolutionnaire, il sera exclu. Mais nous ne pouvons pas maintenant nous offrir ce luxe, nous sommes peu, quatre ou cinq, la peau et les os ! ».

Quand je suis revenu du Mexique, le parti socialiste ouvrier 16 s'était déjà à moitié dissous. C'était la scission. On m'avait déjà rayé du P.C., ou, plutôt, j'en étais parti : c'était en 1926, quand nous avons formé le parti communiste ouvrier. Le parti socialiste ouvrier, c'était dans les années 30. J'ai milité aussi dans des groupes trotskystes : divers groupes trotskystes venaient : « Peux-tu nous donner un coup de main ? », et je leur donnais un coup de main.

J'ai beaucoup travaillé avec Liborio Justo 17 le fils du président 18 Liborio était un camarade très travailleur mais on disait qu'il retournerait vers l'ordure. Je lui disais : « Il y a une montagne de problèmes en Amérique latine, dans notre pays et vous, avec les capacités qui sont les vôtres, les ressources que vous avez, vous pourriez nous donner un bon coup de main pour clarifier les problèmes et laisser de côté les luttes internes qui ne mènent à rien. La polémique de Trotsky, c'est une polémique de niveau supérieur. Ne mettons pas notre misère sur le même plan que cette polémique-là, camarade ! »

Il était trotskyste, admirateur de Trotsky. Puis ce gars a pris peur, il s'est mis à voir la main du stalinisme s'étendant dans toute l'Europe, il a cru que le P.C. allait agir contre lui. Je lui disais : « Voyons, camarade, vous êtes le fils du Président Justo, avant qu'ils vous touchent, vous, ils devront en toucher bien d'autres d'entre nous, n'avez donc pas peur ! » Mais il avait peur et finit par partir. Aujourd'hui, il écrit, défend l'Indien contre le gaucho, des choses historiques. Il semble qu'il est devenu à moitié rosista (...)

Moi je ne suis pas devenu péroniste. Vous savez pourquoi ? Pour une seule raison : j'avais promis au vieux Trotsky de me faire trotskyste et de lutter pour le trotskysme. Quand est arrivé le péronisme, c'est ce que je faisais, combattant et tenant ma promesse. Mon frère est devenu péroniste et a été député de La Plata 19. Moi, je n'ai pas voulu entrer :

16. La majorité du parti socialiste ouvrier, issu d'une scission à gauche du P.S., devait finalement rejoindre le P.C.

17. Cf. note 32 page 25.

18. Agustín P. Justo, général, fut président de la République de 1932 à 1938.

19. Il s'agit de son frère Manuel Fossa, élu député en 1946 sous les couleurs du Partido Laborista qui soutenait Perón.

Reyes 20 et les autres sont venus me chercher, mais j'ai refusé et je suis resté fidèle.

20. Cipriano Reyes, secrétaire du puissant syndicat des frigorifiques joua un rôle capital dans la mobilisation des syndicats ouvriers autour de Perón et fut secrétaire du Partido Laborista jusqu'à sa suppression en 1946. Il s'opposa alors vigoureusement à la création du parti péroniste. En 1948, il refusa un portefeuille ministériel et fut arrêté et condamné à la prison pour un complot fabriqué de toutes pièces par l'accusation.

Construire la IV^e Internationale en Amérique latine

(Interview de Fúlvio Abramo par Pierre Broué et Victor Leonardi, São Paulo, le 22 avril 1979)

Je suis né dans une famille marquée par la diversité de ses origines. Ma mère était la fille d'un anarchiste italien venu au Brésil dans les années 90, un formidable combattant. Mon père était un aristocrate du sud italien, riche, très cultivé, tolérant, qui s'est toujours bien entendu avec son beau-père. J'ai fait mes études dans une école italienne, l'Institut Dante Alighieri, et mon premier acte de rébellion a eu lieu quand Mussolini a changé le programme de l'enseignement en Italie, et, par voie de conséquence, à l'Institut également. J'ai quitté l'école avant d'avoir terminé: mon père était ruiné et j'ai dû commencer à gagner ma vie en 1926: j'avais 17 ans.

J'ai commencé par ces éléments parce qu'il faut souligner l'importance de ces émigrés d'après 1870. Beaucoup de nouveaux venus étaient en fait des réfugiés politiques, d'Allemagne, d'Italie, d'Espagne, de France (des Communards) et il y avait parmi eux beaucoup d'intellectuels. Longtemps, ils ont été rejetés. Des groupes d'Italiens ou d'Espagnols formaient de petits groupes syndicaux. Mais tout a changé brutalement avec la grève générale brésilienne de 1917, le principal événement social du début du siècle: le choc a été si grand que le petit mouvement ouvrier italo-espagnol est devenu d'un coup brésilien. A partir de 1917, Pimenta ¹ domine le mouvement ouvrier du pays, avec un noyau militant qui s'est constitué en 1917. J'en ai des souvenirs précis: le comité de grève se réunissait chez mon père qu'on ne pouvait soupçonner, en tant que directeur de banque, de protéger les meneurs. Je me souviens que, parmi les anars de ce comité de grève, il y en avait un qui aimait s'attarder avec mon père à des discussions sur la littérature latine et grecque.

Quand le parti communiste a été fondé en 1922, mon frère Livio ² y

1. Sur João da Costa Pimenta, cf. note 17 page 18.

2. Livio Abramo (né en 1903), dessinateur et graveur célèbre, est aujourd'hui fixé à Asunción, au Paraguay.

est tout naturellement entré. Il avait alors 19 ans, et il était dans le mouvement depuis 1917. Dans le parti, il a été la première victime de la chasse aux trotskystes. C'est un graveur très connu. En 1930, la direction du parti lui a demandé de faire une illustration représentant l'oncle Sam et Trotsky en laisse. Il a refusé et on l'a exclu. Pour ma part, j'avais refusé auparavant d'entrer au P.C. et j'avais préféré adhérer au parti socialiste qu'avait fondé un « tenente »³. En 1929, quand j'ai appris qu'il se constituait une Opposition de gauche du P.C., j'ai pris contact avec eux. J'ai rencontré Mário Pedrosa, Livio Xavier, Aristides Lobo⁴, et ils m'ont dit de rester au P.S. et d'y constituer une fraction de l'Opposition de gauche. Ce que j'ai fait avec ma sœur Lelia et un professeur aveugle. On est restés au P.S. tant qu'il a existé, luttant sur deux fronts, contre le courant prostalinien et contre les socialistes proprement dits, dont les idées étaient très vagues. Ils ignoraient Marx, et moi je l'avais lu à l'école, sous l'influence de mon professeur Picarolo, de l'Institut Dante Alighieri.

Nous n'étions pas nombreux à l'Opposition de gauche en 1930. Je me souviens, à São Paulo, de Mário, Livio, Victor de Acevedo⁵, et, à Rio, de Díaz Pequeño, professeur de latin. Et puis il y avait João Pimenta. De 1930 à 1933, l'Opposition de gauche a connu un grand développement. Les éléments les plus importants avaient jeté les bases du mouvement, l'avaient structuré : c'étaient Mário Pedrosa, Livio Xavier, Aristides Lobo, et João Pimenta. Moi, j'étais secrétaire à la propagande depuis le début, et j'utilisais la protection légale du P.S. pour prendre contact avec les groupes ouvriers qui fourmillaient. Nous avons constitué des groupes ouvriers. Notre bastion, c'était l'union des travailleurs de l'imprimerie, présidée par Pimenta, avec Medeiros aussi. L'U.T.G. — c'était son nom — était la source d'inspiration de tout le mouvement, le porte-parole du trotskysme. Nous avions aussi un groupe important chez les métallos de Sao Caetano. C'est nous qui avons dirigé la grève des métallos de Sao Caetano en 1931, complètement oubliée aujourd'hui car l'afflux de travailleurs ruraux a brisé la continuité, anéanti la mémoire collective. Nous avions des groupes solides dans l'industrie chimique, à São Paulo et dans l'ABC, chez les cheminots, un à Rio avec Antunes⁶ — un magnifique orateur, alors qu'il était bègue — et un autre à São Paulo...

Quand Pedrosa est venu de Rio à São Paulo en 1930, sa connaissance de l'allemand nous a permis de prendre contact avec d'autres émigrés, notamment des Hongrois réfugiés au Brésil après la chute de Béla Kun. Le plus important d'entre eux était Rodolfo Laus⁷. Ils avaient combattu

3. « Tenente » (lieutenant) désigne un officier démocrate comme Prestes dans les années vingt.

4. Sur Pedrosa et Xavier, cf. note 17 et 18 page 11, sur Lobo note 23 page 21.

5. Sur V. de Acevedo, cf. note 23, page 21.

6. Il s'agit vraisemblablement de Gastao Valentim Antunes qui fut au début des années 30 vice-président du syndicat des cheminots à Rio de Janeiro.

7. Rodolfo Laus (1886-1965).

dans l'Armée rouge, servi dans le train blindé de Trotsky pendant toute la durée de la guerre civile. Je connais bien son histoire, extraordinaire, car j'ai épousé sa fille. Il avait été fait prisonnier par les Russes en 1916, il s'est évadé, avec d'autres, d'Ekaterinoslav et en 1917 a rallié les bolcheviks. Il s'est battu en Sibérie, à Irkoutsk, à Omsk, puis a été pris par les Japonais près de la frontière chinoise. De là, il a été expédié en Europe et il est parti pour le Brésil avec une agence d'immigration de Trieste. Il avait été maçon, mais avait appris en Italie le travail sur les coupoles d'églises. Au Brésil, plus tard, il a restauré une dizaine de cathédrales. C'était un ouvrier unique sur le marché. Sa femme militait aussi à l'U.T.G. Il est mort, il y a quelques années, très amer, à cause de la Hongrie (en 1956), et parce que les militants hongrois qu'ils connaissaient rompaient avec le mouvement ouvrier à cause du stalinisme. Il y en avait un autre, Macek, un cordonnier, gagné aussi par Pedrosa, très cultivé, qui avait sur ses camarades une grande influence. Il a rompu en 1933. C'est aujourd'hui un riche industriel.

Je me souviens aussi d'un militant allemand dont j'ai oublié le nom, un métallo. Il a été arrêté en 1937 et emprisonné à Santos, une prison terrible. Il était en cellule avec un malade mental : quand ce dernier apercevait une religieuse dans le couvent d'en face, il tentait d'étrangler notre camarade. C'est dans des cellules de ce genre que la police mettait les gens dont elle voulait se débarrasser, les prisonniers à faire tuer. Mais cet homme s'est battu avec le fou et l'a tué. Alors le gouvernement brésilien l'a livré à l'Allemagne qui le réclamait pour l'exécuter. Nous avons réussi à prévenir les dockers du Havre, ils ont fait grève, et il a été libéré au Havre. Il vit à Paris.

Et puis il y avait un groupe italien, avec Petraccone, Rosini et beaucoup de militants autour d'eux, très actifs, très vivants. Dans nos activités générales, chacun d'entre nous avait le lien avec un « groupe de langue » différent. Le groupe italien était très complexe. Il comprenait pour partie de vrais trotskystes, comme Rosini et des socialistes de gauche, par exemple Petraccone, un professeur de grec qui a fondé une maison d'éditions, a édité nos livres et nous a fait vivre. Par exemple, Livio Xavier a traduit pour lui Hegel et Kant, et moi Feuerbach ! C'est à l'initiative de Rosini qu'a été publié, à partir de 1933, *O Homen Livre*, qui a été un des plus importants instruments de la lutte contre le fascisme. Rosini était un vieux communiste, il avait été en prison avec Gramsci et c'est lui qui a fait connaître Gramsci au Brésil. Il avait été professeur de philosophie, dans le Sud. Puis il avait émigré en France et, de là, au Brésil. Il était à l'Opposition de gauche en 1932. En 1935, il a été déporté en Italie, mais il a réussi à s'évader à Barcelone ; il a combattu au début de la guerre civile et a été blessé. Selon ce que nous avons su, il s'est lié avec une infirmière qui l'a donné au G.P.U. et il a été enlevé et exécuté 8

8. Les archives de la police romaine indiquent que Rosini serait revenu au Brésil en 1938

Il y avait d'autres personnages, de vraies figures du mouvement italien dont il faudrait parler. Par exemple, Gabriele Ristori, un intellectuel venu à la fin du XIX^e, qui avait été un organisateur des mutuelles, notamment la Liga Lombarda, qui avait 50000 adhérents dans la région de São Paulo. Ristori a été arrêté et déporté par Vargas. Lui aussi a tenté de s'évader à Barcelone, la dernière escale avant Gênes, mais il est tombé sur un autre bateau et s'est fracturé les membres et la cage thoracique. On l'a soigné et guéri. Il est revenu au Brésil en 1945, puis reparti... Il y avait aussi le comte Francesco Frola, un helléniste, qui avait été sénateur. Il n'était pas trotskyste, mais socialiste: c'était le plus grand orateur que j'aie jamais connu. Il parlait en italien et tout le monde le comprenait.

J'ai un souvenir très vivant de ces deux hommes en 1934, à l'époque des pourparlers pour la formation du Front antifasciste à São Paulo. Les staliniens m'avaient attaqué violemment et m'avaient chassé de la salle. Ristori et Frola ont pris la parole, l'un après l'autre, rappelé l'existence de la division en Italie et en Allemagne, et ont dressé tout le monde contre la politique de division des staliniens. C'est ainsi que, pour la première fois, a été réalisé un front unique entre trotskystes et staliniens.

Nous nous sommes beaucoup développés, moins que ne le croyaient nos ennemis, mais quand même pas mal. A São Paulo en 1933, nous étions 200 militants, mais un journal parlait de 25000. Mais, réellement, c'est nous qui étions l'avant-garde, pas les staliniens. Pourtant, nous n'étions pas reconnus comme direction par le prolétariat pauliste. Pour ces ruraux de la veille, la seule « transformation de classe », c'était l'ascension individuelle, pour laquelle aucune révolution sociale n'était nécessaire. Cette masse récemment venue de la campagne n'avait ni instruction ni culture, aucune formation politique. Nous parlions une langue qu'elle ne pouvait pas comprendre. C'était, bien entendu, notre faute, mais nous ne savions pas comment leur parler, ils étaient tellement différents de nous, d'origine étrangère, européenne, pour la plupart.

Nous avons conscience de ces problèmes, difficiles, et de bien d'autres difficultés. Pedrosa, l'homme qui avait appris aux Brésiliens l'existence d'une Opposition de gauche dans les P.C., a bientôt été amené à se poser une autre question, celle de la base que devait prendre notre mouvement au Brésil: Rio de Janeiro ou São Paulo? Je me souviens que Livio disait dans une réunion qu'il se souvenait d'une lettre de Lénine au C.C. de Pétrograd, disant que l'ambiance décadente de la capitale ne permettait pas le développement d'une direction révolutionnaire conséquente et préconisant son transfert à Moscou. Livio et Lobo faisaient une

et aurait dès lors milité dans le P.C.B. Loin d'infirmier l'interprétation donnée par Fúlvio Abramo, elles la renforcent, car on sait l'utilisation que faisait le G.P.U. des passeports de ses victimes ou de ses dupes. Or le Rosini de la police romaine après 1938 ne reparait plus là où le Rosini d'avant était connu.

analogie, considéraient que Rio ne donnait pas l'ambiance pour une direction révolutionnaire et qu'il fallait transférer la direction à São Paulo, centre du mouvement prolétarien et de la conscience capitaliste. Or la direction installée à São Paulo a connu des obstacles inattendus, notamment la résistance des dirigeants syndicaux, à l'exception de Pimenta, Medeiros et Mario di Pou.

Pendant la période 30-33, notre tâche était l'opposition à l'intérieur du P.C. pour le redresser, pour l'obliger à abandonner sa politique de division. Cette tâche absorbait tout notre temps, toutes nos forces. Même dans les syndicats, on ne faisait que discuter de la situation internationale et on négligeait les problèmes concrets et immédiats. A mon avis, on a perdu beaucoup de temps parce qu'on ne pouvait pas redresser le P.C.B. Quand la L.C.I. a été créée, c'était ma position qui l'emportait : on était tous convaincus qu'il fallait un nouveau parti. Pourtant, même après la naissance de la L.C.I., on a continué comme avant, comme une opposition. C'est une des raisons de la lenteur de notre développement avec, bien sûr, la calomnie stalinienne nous présentant comme un petit groupe de traîtres.

Pourtant, en 1933, en partie sous l'influence de Rosini, qui était arrivé récemment, nous avons résolu d'étudier le processus de la montée du fascisme au Brésil, de façon indépendante du P.C. J'insiste sur ce point : cette vision claire sur la montée du fascisme s'est faite sous la double impulsion de Rosini et de son expérience et de Livio Xavier qui reste à mes yeux le meilleur, le plus intelligent et le plus conscient des militants de l'Opposition de gauche. Sur la proposition de Rosini, nous avons entrepris la publication d'un journal légal qui n'était que, purement et simplement, *antifasciste*. Ainsi naquit *O Homen Livre* qui a joué un rôle très important, venant renforcer notre propre activité et la dure expérience des staliniens et des anars devant la violence des intégralistes et leurs progrès rapides. *O Homen Livre* a lancé le mot d'ordre de front unique général de toutes les organisations ouvrières, politiques, syndicales, culturelles, contre les fascistes. J'ai été personnellement chargé de prendre contact avec le P.C. pour leur proposer le front unique, l'action commune. Le secrétaire régional était à l'époque Herminio Saccheta. Il a accepté la discussion. Nous nous sommes rencontrés trois fois avant d'aller à une réunion plus large, parce qu'il croyait à ses mensonges et voulait rassembler ses « organisations de masse » : femmes, secours rouge, avocats, etc., et leur donner une voix à chacune. Au terme de ces discussions, on décide d'une réunion générale où la Ligue a décidé d'envoyer un seul délégué, moi.

Cette réunion s'est tenue dans une maison à Quirino de Andrade, où je me suis retrouvé avec tous les staliniens : Eneida, écrivain de Rio, émissaire du comité central, Saccheta, du comité régional de São Paulo, et quinze personnes représentant un groupe chacune. C'était donc dix-huit

voix contre une ! La discussion a été terrible, car ils avaient décidé de donner trois minutes à chacun. J'ai entendu les dix-huit parler trois minutes chacun ! Pourtant, on est tombés d'accord fondamentalement sur le principe. Je ne crois pas les avoir convaincus, ils l'étaient, ils voulaient le front unique, mais voulaient se vendre cher. On a décidé que le P.C.B. lancerait un appel à toutes les organisations. Nous, nous étions chargés du contact avec les anars, ce que facilitait la personnalité et les liens de Pimenta dans ce milieu. Il y a eu aussi un jeune militant stalinien du Livre — Leite — qui a réussi à convaincre les ouvriers de sa corporation : il est devenu trotskyste plus tard. Dans l'ensemble, on a eu beaucoup d'écho.

Quand on a eu obtenu tous ces accords de syndicats, on a tenu la première réunion importante, au siège des syndicats des travailleurs du commerce, dont j'étais membre et ma sœur Lelia secrétaire. 111 organisations s'étaient fait représenter, parmi lesquelles 60 syndicats, représentés par leur direction et 30 représentants de minorités syndicales, le reste étant des partis et des groupes, et quelques militaires. A ce propos, il faut rappeler qu'au Brésil, le « prestisme » constitue une composante originale du mouvement communiste. Trois fidèles de Luis Carlos Prestes, trois « tenentes », l'amiral Hermolino Cascardo, le lieutenant-colonel Roberto Sisson⁹ et le colonel Luciano Krebs, représentant les trois armes, étaient présents. A cette réunion, je me suis comporté en vrai bolchevik : j'ai pris d'autorité la présidence. On a mis au secrétariat un militant du P.C., et deux représentants syndicaux, un chrétien et un anarchiste. Une vraie tribune de front unique. Et on a approuvé un projet de manifeste que j'avais rédigé et qu'on a décidé de tirer à un million d'exemplaires. On s'est également réparti les liaisons : c'était moi qui étais chargé de la liaison avec les trois militaires.

C'est immédiatement après que les Intégralistes ont annoncé leur intention de mettre sur pied une manifestation gigantesque avec concentration en uniforme sur la Praça de Sé, « conquête de la rue » et marche au pouvoir¹⁰. La coordination du front unique a décidé de s'y opposer par la force. Ce fut un moment capital de notre histoire, celle de l'Opposition,

10. Alors lieutenant de vaisseau, H. Cascardo avait dirigé une mutinerie sur un navire de guerre, débarqué en Uruguay et rejoint la colonne de Prestes dans le Rio Grande do Sur. En 1945, Cascardo fut président et Sisson secrétaire général de l'Alliance nationale de Libération (A.L.N.)

9. Mário Pedrosa nous a précisé que l'objectif des dirigeants intégralistes était vraisemblablement de s'emparer des locaux de la Fédération régionale des syndicats de São Paulo qui se trouvaient dans le bâtiment Santa Helena, à côté de la cathédrale, en face duquel arrivaient les rangs fascistes. Le 7 octobre, les groupes anarchistes occupaient le toit et c'est de là qu'ils ripostèrent à la mitrailleuse des intégralistes.

celle du Brésil aussi. Le C.C. s'est réuni et Pedrosa a proposé la lutte frontale du front unique contre les Intégralistes, ce qui était le but même de notre travail politique, puisque nous avions assimilé les leçons italienne et allemande. Lobo, Raquel de Queiros, Victor de Azevedo s'y sont opposés, parlant d'« aventure suicide » et ont rédigé un document interne contre notre position : le C.C. s'est pratiquement dissous ce jour-là et ne s'est jamais recomposé par la suite. S'étaient prononcés pour : Livio Xavier, Mário Pedrosa, Medeiros, Pimenta, Aristarco Negrini et moi. Contre : Lobo, Azevedo, Raquel de Queiros, qui ont entraîné plusieurs groupes de sympathisants comme Macedo du *Diario de São Paulo*. Dans les jours qui ont suivi et ont précédé la manifestation, la direction s'est réduite à deux personnes, Mário, agissant au nom du C.C. et moi, comme organisateur. Apparemment, au P.C., on était aussi divisés que chez nous. Alors j'ai pris contact avec les militaires, et, avec leurs collaborateurs, nous avons mis sur pied un plan logistique de la lutte armée.

Les Intégralistes sont venus par l'avenue Garibaldi, se sont rassemblés sur les escaliers de la Cathédrale et ont occupé une partie de la place. Je dirigeais la lutte du côté droit de la place, le P.C. contrôlait en face et à gauche. J'ai ouvert le meeting à côté de la cathédrale en montant sur un piédestal sous la vue de 5000 fascistes en uniforme. Devant moi, il y avait les militants de la L.C.I., ma femme, ma sœur et mon père, les 8 hongrois et des anars, qui étaient venus me protéger, parce que les staliniens avaient dit : « On tirera sur Abramo ». J'ai commencé à parler, avant le premier orateur fasciste. Alors ils ont ouvert le feu à la mitrailleuse, devant la cathédrale. Pedrosa a été blessé, un militant J.C. a été tué. Alors a commencé une bataille rangée qui a duré entre 2 heures et demi et 3 heures. Je ne veux pas raconter le détail qui a paru dans la presse, notamment lors de mon procès. Ce qui est important, c'est que nous avons brisé là l'entreprise des Intégralistes. Notre politique était juste. Pourtant, cela n'aurait pas suffi : l'expérience militaire des trotskystes hongrois et des officiers prestistes explique que nous ayons réussi techniquement notre entreprise.

Je voudrais souligner ce qui a trait à l'évolution de notre organisation et à sa crise à partir de cette bataille rangée. Les camarades qui sont restés avec Lobo et Azevedo nous traitaient d'aventuriers, nous ont assimilés aux staliniens et à leur politiques de « grèves-suicide ». En fait, c'est l'inverse qui est vrai : nous avons rassemblé pour la lutte, à l'opposé de ce qui avait été la politique stalinienne de division. Mais la crise, la scission (le départ de Lobo et autres) ont, sinon brisé, du moins gravement affaibli notre mouvement, et notamment nous a coupés de nombreux éléments avec lesquels les partants avaient été nos intermédiaires. Le découragement né de cette scission au lendemain d'une bataille et d'une victoire exaltantes ont provoqué une baisse de l'activité, des départs aussi.

Pourtant, notre combat, l'événement d'Octobre et le rôle que nous y

avons joué ont atteint profondément la base du P.C. et surtout la J.C. N'oublions pas que nous avons eu affaire à Saccheta. En 1935, quand il y a eu la tentative de soulèvement de Prestes, il était secrétaire de la J.C. ; il y a eu dans cette organisation une vive opposition et surtout des critiques contre l'aventurisme de Prestes et la politique syndicale. Saccheta a mené cette critique jusqu'au bout et il a entraîné avec lui la J.C. et une partie des communistes de São Paulo. Fin 1936, il a pris la décision de rejoindre la Ligue communiste.

À la fin de 1935, tous les dirigeants trotskystes ont été arrêtés, sauf Mário Pedrosa qui a d'extrême justesse échappé à la police et qui a pu quitter le Brésil 11. Je suis resté en prison de 1935 à 1937. J'étais avec Medeiros et Pimenta. Medeiros était très malade. Pendant une semaine nous avons en vain réclamé des soins pour lui. Il est mort sans avoir été soigné. Nous avons exigé une autopsie et un constat qu'il était mort sans avoir été soigné. La police a refusé. Alors nous avons refusé de lui rendre le corps de notre camarade que nous avons gardé avec nous dans notre cellule. Il y a eu de longues discussions de chaque côté de la grille entre le délégué de la police, un nommé Tripoli, et moi ; elles ont duré de 8 heures à 15 heures. Finalement la police nous a donné 1/4 d'heure pour rendre le mort avant assaut. Nous avons refusé. Alors ils ont encerclé l'immeuble, l'ancienne usine Maria Zélia, dont l'étage supérieur était la prison, divisée en 7 boxes, où se trouvaient 100 prisonniers dans chacun. Ceux de notre box nous approuvaient. A partir de 15h.15, la police a balancé des grenades lacrymogènes et tiré aussi quelques coups de feu. Jusqu'à 19 heures, puis ils nous ont littéralement noyés sous les lances à incendie. Enfin, à 19 heures, ils ont lancé « l'assaut » : nous n'étions évidemment pas en mesure de résister, alors ils nous ont fait faire le « corridor polonais », traverser toute la prison entre une double haie de policiers, sous les coups de crosse. C'est la façon dont nous avons été solidaires de l'ouvrier révolutionnaire Medeiros, mort en prison.

J'ai été libéré en août 1937. Mello et Lobo l'avaient été avant moi. J'ai cherché le contact. En vain ; tout le monde était dispersé, caché ou arrêté. J'ai pu communiquer avec Hilcar Leite en prison à Rio et il m'a dit que notre libération était, selon lui, une mesure démagogique. Il allait y avoir des élections. Deux candidats s'étaient déclarés, José Américo, l'homme de Vargas, et Armando Sales de Oliveira, l'homme de la bourgeoisie pauliste. Il était gouverneur de São Paulo et a compris qu'il ne devait pas, en tant que candidat, laisser toute la gauche en prison. Je pensais qu'il fallait être naïf pour s'imaginer que Vargas allait quitter le pouvoir de lui-même. En fait, il en avait pour longtemps encore et j'ai décidé de quitter le Brésil.

11. Mário Pedrosa est resté un certain temps dans la clandestinité au Brésil, réorganisant en 1936 les restes de la ligue qui prendront le nom de parti ouvrier léniniste (P.O.L.). Il est arrivé en Europe en 1938.

Je suis parti pour la Bolivie en 1937, donc, avec un autre camarade, Fernando Bortolotti, et deux communistes de Rio qui avaient rompu en prison avec le P.C., Marino Bomilcar Besouchet et sa femme Inès. Je ne parlerai pas du voyage au Brésil, mais seulement de la Bolivie. A notre arrivée à Puerto-Suárez, 40 jours de prison. Le commandant de la garnison était un homme de gauche, le lieutenant-colonel Maquilan, exilé à titre de sanction ! Il nous a dit que la police brésilienne avait essayé deux fois de nous kidnapper ; mais les Boliviens nous laissaient entrer. On nous a menés en avion à San José de Chiquito et là, on nous a donné un char à bœufs avec la place pour trois personnes. J'ai tout fait à pied parce qu'Inès était malade, Marino tuberculeux et Fernando s'est cassé le pied. On a fait 750 kilomètres en 25 jours, jusqu'à Santa Cruz de la Sierra. Sur le trajet on n'a rencontré qu'un seul village et deux forts dont l'un contenait six cadavres de militaires et l'autre quatre agonisants : les Indiens Inaygua venaient de passer : ce n'est pas facile de construire la IV^e Internationale en Amérique du Sud ! On vivait de chasse et de pêche. Le gibier ne manquait pas. Nous avions emporté alcool, sel et balles de fusil. On a passé notre première année à Santa Cruz. C'est une ville sans notion du temps où il y a huit chauffeurs de camion qui assurent la liaison avec le monde. J'ai connu quelques jeunes. Ma première activité politique a été la proposition de créer une école d'agriculture à niveau universitaire dans la ville. Je l'ai créée et j'en suis devenu le directeur. Quelques mois après on inaugurait une Université Gabriel René Moreno et je disais un peu autour de moi que j'étais vaguement marxiste. Puis j'ai connu, parmi les étudiants, un garçon qui venait du Chili et avait vécu à La Paz avec Tristan Marof et José Aguirre Gainsborg 12 Il m'a parlé de leur groupe, paralysé, devenu inactif. Puis est arrivé un deuxième étudiant, venant lui aussi du Chili, Walter Asbun. Lui était en correspondance avec des gens de la IV^e en Amérique du Nord : ils venaient de se former en Socialist Workers Party (S.W.P.). Il avait un copain commerçant à Santa Cruz, qui était riche, et avait un cousin du nom de Juan Lechin 13 Asbun a convoqué le cousin, qui connaissait un jeune homme fort intelligent, qui s'appelait Guillermo Lora et qui étudiait à La Paz 14 Nous étions de nouveau repartis.

A Santa Cruz nous avons été aidés par le député local qui se disait socialiste de gauche et avait fait ses études en Argentine et en Uruguay. Il était très combatif et, après nous avoir rejoints, a fait de bonnes interventions au Parlement contre l'exploitation dans les mines. La police l'a

12. Gustavo A. Navarro, dit *Tristan Marof* (né en 1908), d'une riche famille, était devenu un des dirigeants du P.O.R. et commençait déjà avec le pouvoir un jeu ambigu. Sur Aguirre, cf. note 14, page 17.

13. Il s'agit du futur dirigeant du syndicat des mineurs, sénateur, président de la C.O.B. jusqu'au coup d'Etat de 1980.

14. Sur Asbun et Lora, cf. note 15, page 17.

assassiné, et a jeté son cadavre dans un ravin. Je n'arrive pas à retrouver son nom. Après sa mort, le groupe de Santa Cruz a rejoint l'organisation internationale. Je n'en étais pas membre parce que j'étais étranger, j'étais donc clandestin. En même temps, j'étais directeur de l'école d'agriculture, professeur de botanique et d'entomologie agricole à la faculté d'agronomie ! Mais j'avais la liaison avec La Paz, et Lechin, Asbun et Lora furent les organisateurs. Asbun n'apparaissait pas, mais il finançait. On a vite progressé, on avait une base à Oruro, Challapata, Polobamba, Potosi, Tupiza. Ce sont nos camarades qui organisaient le syndicat des Mineurs — des combattants formidables, d'une énergie indomptable, toujours en train de prendre les armes, héroïques... Je me souviens qu'en 1941, je suis allé à Lima prendre contact avec des nord-américains, et qu'en 1942, Pedrosa est venu à La Paz et m'a fait venir, avec Asbun. En 1942 aussi, on m'a demandé d'écrire un texte pour une plate-forme de politique agraire qui devait servir pour des discussions avec Haya de la Torre¹⁵ à Montevideo.

Tout ça s'est terminé en 1946 avec mon expulsion de Bolivie par le gouvernement Villaroel. Aujourd'hui la gauche le tient pour un héros : il avait une conception anti-impérialiste claire et ouverte, voulait réaliser le rêve des bourgeoisies nationales, défendre leur propre territoire de chasse. Son ministre de l'agriculture, Nogales, m'a dit : « Je suis fasciste, je hais la gauche, je te conseille de renoncer à tous tes postes ». J'ai compris, j'ai démissionné, mais je suis resté. Le chef de la police m'a convoqué et m'a dit que je devais être arrêté et jeté dans le lac Titicaca en cours de « transfert » à La Paz. Il me conseillait de partir. C'est ce que j'ai fait, avec ma femme et mon fils de trois ans, en camion : 300 kilomètres dans l'autre sens, jusqu'aux premiers rails du chemin de fer Bolivie-Brésil en construction. Là, on est parti dans l'unique wagon du train, mais on a été rappelés par télégramme : un colonel voulait prendre le train et on l'a attendu. A Cólumba, on m'a tout volé, mes livres de botanique, les documents politiques qui y étaient cachés, mes mémoires.

De retour au Brésil, j'ai trouvé Saccheta¹⁶, devenu entretemps leader de la IV^e Internationale : il ne tenait pas à ce que je reprenne de l'activité. Pour ma part, j'avais évolué. Je commençais à penser que le trotskysme est justifié historiquement, mais, après avoir connu de près la situation concrète des masses ouvrières et paysannes, je pensais qu'il était fondamental d'organiser un mouvement de masses en épousant de plus près les conditions de vie et de conscience des masses. Avec d'autres vieux trotskystes, nous sommes entrés au P.S. et nous avons lutté contre la droite.

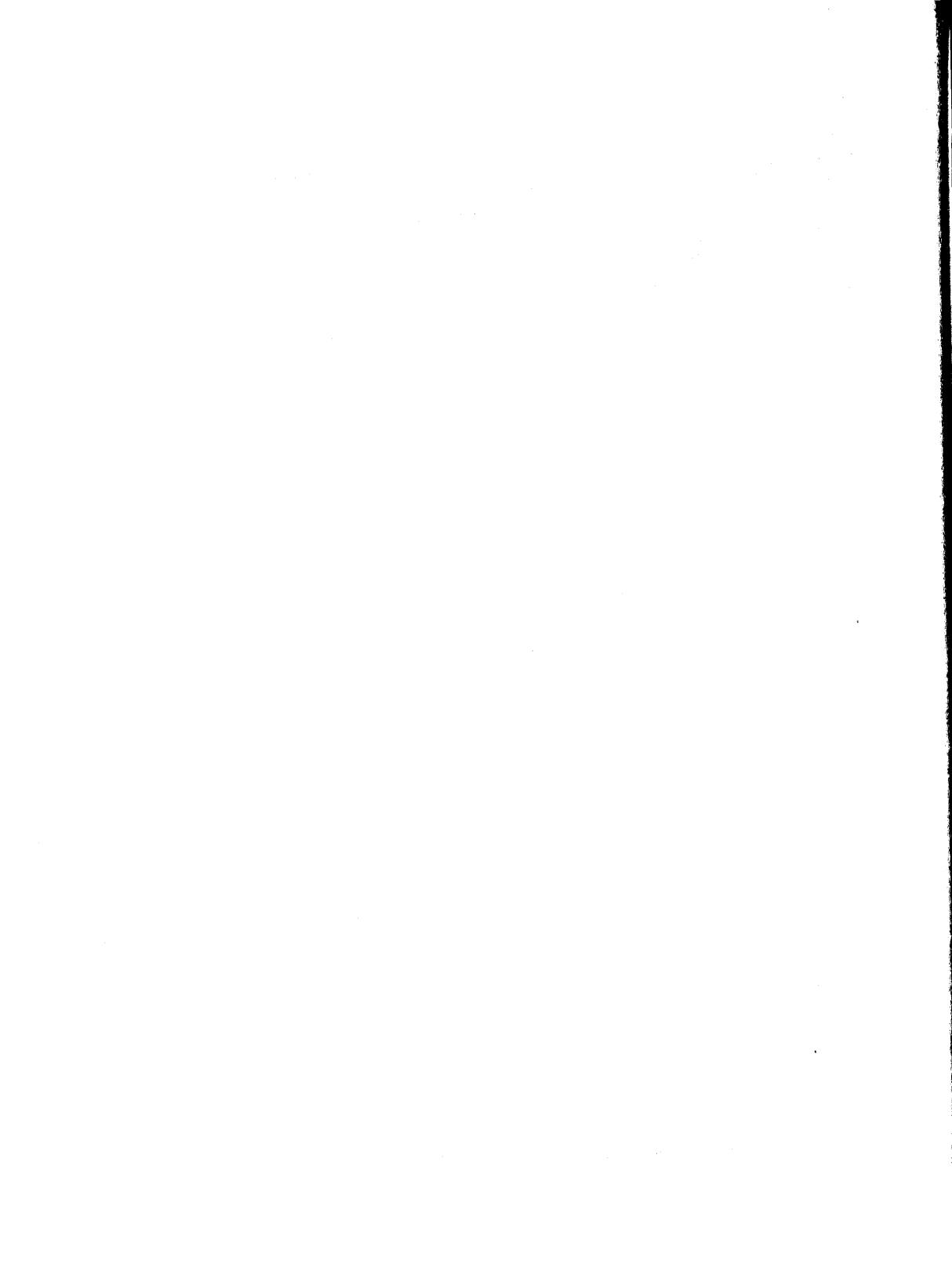
15. Victor Raúl Haya de la Torre (1895-1980) avait fondé en 1924 l'alliance populaire révolutionnaire américaine (A.P.R.A.) et était connu comme le principal exposant du courant « apriste ». Il avait été candidat aux élections présidentielles péruviennes en 1931.

16. Sur Saccheta, cf. note 19, page 19.

Nous l'aurions battue, mais il y a eu le coup d'Etat de 63 et nous avons tous été arrêtés. En 1973, j'ai réussi dans un numéro de *Folha socialista* à dénoncer les tortures. J'ai été arrêté, mais finalement libéré, sur l'intervention d'officiers avec qui j'avais collaboré pour des traductions techniques et une biographie de Santos-Dumont 17.

Il y a des années que j'attendais une visite et les questions que vous me posez. Voilà ce que j'avais à dire. J'espère que ce sera utile.

17. Alberto *Santos-Dumont* (1873-1932), avait fait ses études en France mais était évidemment, en tant que pionnier de l'aviation, une figure très populaire au Brésil.



DOCUMENTS

Trois lettres de Trotsky à la section mexicaine

Les trois lettres ci-dessous ont été adressées à la section mexicaine par Trotsky. La première a été publiée en langue castillane dans le périodique IVa Internacional de février 1937 et reproduite en traduction anglaise dans les Writings 1936-1937. Les deux autres sont inédites; elles sont déposées avec les archives de la section mexicaine dans la collection satellite Octavio Fernández de la Houghton Library que nous remercions pour la permission donnée ici de les reproduire.

**

4 février 1937

Chers amis,

Après avoir voulu le faire à plusieurs reprises, je veux vous exprimer dans cette lettre quelques idées que j'ai déjà formulées au cours de conversations privées et personnelles.

Vous appartenez à une organisation politique qui se déclare solidaire des idées que je représente. Vous me manifestez votre solidarité par des gestes d'attention et d'amitié personnels. Il est inutile de dire que je vous suis profondément reconnaissant de ces sentiments purement humains de votre part et, heureusement, de la part de nombreux autres citoyens et citoyennes de ce pays généreux et hospitalier.

Bien des amis nouveaux voudraient me consulter sur diverses questions de doctrine et de politique. Je dois répéter avec la plus grande énergie ce que j'ai déjà dit le premier jour de mon arrivée à Tampico: je veux éviter tout, absolument tout ce qui pourrait donner à mes ennemis un prétexte pour dire que je me mêle, de près ou de loin, aux affaires intérieures de ce pays. Votre organisation existait avant mon arrivée. Elle continuera de même à exister maintenant. Je ne puis assumer la moindre responsabilité pour vos activités.

Vous m'avez dit, chers amis, que vous compreniez bien la situation et que vous étiez d'accord avec moi là-dessus. Néanmoins je veux le répéter publiquement afin d'éviter tout malentendu possible. Nos relations demeureront personnelles et amicales, mais elles ne seront pas politiques.

Avec mes salutations les plus chaleureuses.

L. Trotsky.

**

12 juin 1937

Cher ami,

Vous savez que je n'interviens pas dans la politique mexicaine en général ni dans l'action de la L.C.I. (section mexicaine) en particulier, mais certaines manifestations de la Ligue, qui affirme sa solidarité avec le « trotskysme » m'obligent à exprimer par votre intermédiaire mon opinion avec la plus grande clarté.

Que signifie « action directe » ? Contre la vie chère, « grèves, sabotage, boycottage, contre les affameurs du peuple » ?

C'est la première fois dans ma vie que j'entends que le sabotage est une méthode de la lutte ouvrière. Le sabotage de la production ou des transports ne signifie pas la baisse des prix, mais la hausse. Les faussaires staliniens accusent les trotskystes de sabotage. Nous autres, nous repoussons cette accusation avec indignation. Mais cette proclamation de la Ligue peut être et sera interprétée comme la confirmation des calomnies et des falsifications staliniennes.

Que signifie dans ce cas l'« action directe », sans définir son contenu politique ? Cette formule du vocabulaire anarcho-syndicaliste peut être et sera interprétée par nos adversaires comme une incitation à des actes terroristes.

L'appel est antimarxiste, faux et aventuriste. Mais pas seulement : pour cette politique fautive, les auteurs de l'appel ont choisi une forme qui paraît spécialement créée pour servir les plans staliniens.

Je me réserve le droit de condamner totalement et radicalement cette politique légère et criminelle. Je suis certain que vous serez de la même opinion que moi.

Avec mes meilleurs saluts amicaux.

L. Trotsky.

**

14 avril 1939

Chers camarades,

J'ai reçu votre lettre amicale et je m'empresse d'y répondre.

Vous rappelez fort bien que, dans les premières semaines de mon

séjour au Mexique, j'ai déclaré que je ne pouvais prendre part à l'activité politique de la section mexicaine de la IV^e Internationale et qu'en conséquence je ne pouvais porter la moindre responsabilité spécifique pour elle, à l'exception cependant naturellement de la solidarité entre nous qui repose sur le programme de la IV^e Internationale.

Il serait donc absurde, pour quiconque, de vouloir participer ou s'abstenir de participer à la campagne présidentielle du point de vue de mon asile. Les deux choses n'ont rien de commun. Vous êtes entièrement libres de votre activité, comme je suis, moi, libre de toute responsabilité pour cette activité.

Au cours de mon séjour de plus de deux années au Mexique, quelques misérables ont essayé d'expliquer mes idées, telles que je les exprime dans la presse, par ma relation particulière avec le gouvernement du Mexique. Je suis certain que vous comprenez, sans qu'il soit besoin pour moi d'aucun commentaire, la stupidité et l'ignominie de semblables interprétations. Si j'avais eu tendance, ou si j'avais été capable, d'adapter mes idées à mon intérêt personnel, je n'aurais pas été obligé de demander asile au Mexique. Ma sincère gratitude pour le président Cárdenas et son gouvernement ne peuvent dans la moindre mesure influencer sur mes idées et mon action politique.

Saluts de la plus grande camaraderie.

L. Trotsky.

Discours du député Zapata au parlement chilien (24 avril 1933)

A ce moment lourd de choix décisifs pour la classe ouvrière, je viens en tant que représentant de la Izquierda comunista présenter le point de vue des masses ouvrières sur la proposition de loi.

Pour nous, communistes, cette tentative de donner au gouvernement des pouvoirs extraordinaires n'est pas une surprise. Nous savons que la classe dirigeante en a besoin pour empêcher les ouvriers de protester au moment où le nœud dans lequel ils sont pris se resserre de plus en plus. Nous savons qu'elle en a besoin pour mieux juguler le mécontentement des ouvriers au moment où on frappe les salaires et où le chômage augmente. Vous avez besoin de cette loi pour renforcer les forces existantes de répression de classe.

Qui cautionne la mesure projetée, aux clauses de laquelle nous ne ferons pas l'honneur d'une analyse détaillée ?

Les mêmes partis bourgeois qui ont jusqu'à présent servi au Chili toutes les dictatures. Ils crient très fort aujourd'hui pour louer la démocratie. Mais ce sont les mêmes bandes qui ont livré les sources nationales de richesse naturelle, nos industries et le contrôle des institutions fiscales du pays aux puissances impérialistes. Les mêmes éléments qui ont toujours joué avec la misère des masses chiliennes sont en train aujourd'hui de proposer une loi donnant des pouvoirs extraordinaires au gouvernement en place.

Allons-nous nous laisser abuser par les prétextes qu'ils cherchent pour justifier cette mesure ? Son objectif incontestable implique plus de souffrance pour les ouvriers. Grâce à cette loi, vous espérez étouffer toutes les protestations contre les crimes qui ont été et sont toujours perpétrés par les fractions bourgeoises et petites bourgeoises représentées ici.

Vous êtes responsables des excès et des crimes perpétrés par les

* *The Militant*, 1^{er} juillet 1933.

diverses administrations qui ont accablé le pays et...

(Le député Urrutia (interrompant): C'étaient des gouvernements de facto. L'honorable député devrait faire preuve de plus de prudence quand il lance des accusations.)

Les conservateurs ont joué un rôle important dans les actions de ces gouvernements. Allez-vous nier que les riches représentants de ce parti ont organisé les quelques conspirations qui ont récemment ravagé le pays? Des millions de pesos ont été volés dans le Trésor national. Cet argent, on l'utilise maintenant pour consolider l'existence de votre infâme Garde blanche.

(Tumulte dans la salle: plusieurs députés parlent en même temps)

Je peux vous prouver, messieurs, que le commandant en chef de cette Garde blanche qui est la vôtre, oui, M. Eulogio Sanchez Errasuriz, lui-même, est l'un de ceux qui ont fait de si riches moissons sous les récents gouvernements de dictature! J'affirme qu'il a volé au Trésor une somme de l'ordre de cent millions de pesos.

(Tumulte. Plusieurs députés parlent en même temps. Député Urrutia: l'honorable député peut-il prouver ce qu'il vient de dire? Député Pereira: l'honorable député n'agit pas de façon morale. Dr Urrutia: c'est lâche de discuter ici de quelqu'un qui n'appartient pas à cette assemblée. C'est un acte de lâcheté.)

Du calme, messieurs. Calmez-vous, défenseurs de la Garde blanche! Je parle ici en tant que représentant du prolétariat révolutionnaire. Si l'histoire, dans les démocraties bourgeoises, ne donne pas aux communistes de majorité parlementaire, c'est parce que, comme l'a dit notre camarade Trotsky, «l'histoire n'a pas transformé les nations en clubs votant solennellement dans la révolution sociale».

Le parlement démocratique ne peut pas représenter, pas même approcher le rapport des forces à l'œuvre dans la société. En tant qu'instrument de domination de classe aux mains de la bourgeoisie, il continuera à approuver les actes de répression auxquels la bourgeoisie recourt pour défendre son pouvoir. Ce n'est que lorsque le prolétariat aura pris dans ses mains le pouvoir, les écoles, la presse, l'armée, qu'on mettra fin à la comédie de la démocratie bourgeoise, avec ses contradictions, ses faux partis d'opposition servant de bornes lumineuses, et tout le schéma de la démagogie constitutionnelle.

Aussi n'ai-je que peu de confiance dans l'opposition purement formelle et aux belles façons que certains secteurs de la bourgeoisie ont manifestées ici à ces mesures. Le temps viendra où nous verrons les mêmes tribunes populaires applaudir le massacre des communistes.

Mais, comme l'a si bien dit au Sénat mon camarade Hidalgo protestant contre l'expulsion d'instituteurs, nous, communistes, nous n'attendrons pas les bras croisés comme les chrétiens dans le cirque. Nous serons prêts, les poings fermés, certains que l'avenir nous appartient.

La répression violente qui se prépare contre nous, c'est par la violence qu'y répondront les ouvriers qui, serrant les rangs de la révolution prolétarienne, sauront mettre la force et la violence au service de la société.

Car la bourgeoisie ne peut plus continuer à être le guide de la destinée humaine. Sous sa direction, l'humanité dégénère et pourrit. C'est maintenant le tour du prolétariat de prendre en mains les rênes du pouvoir afin de rendre possibles les progrès de la civilisation à travers la perspective historique d'une organisation socialiste de la production détruisant sans pitié tous les obstacles sur sa route.

Parlant de la démocratie, Trotsky, un des dirigeants les plus aimés du prolétariat mondial, a dit : « Il n'y a aucun espoir de s'emparer du pouvoir pacifiquement tant que la bourgeoisie conserve les instruments de sa domination. Triplement fou est l'espoir d'arriver au pouvoir par la voie qu'indique la bourgeoisie elle-même et qu'elle fortifie pour elle, celle de la démocratie parlementaire ».

Mais cela ne veut pas dire du tout que nous, communistes, négligeons les occasions que nous offre la bourgeoisie elle-même pour utiliser la tribune nationale au nom du prolétariat révolutionnaire. « Il faut livrer bataille à la bourgeoisie sur son propre terrain de la démocratie, arrachant ainsi aux masses l'illusion que les partis bourgeois peuvent régler les problèmes de la démocratie ».

Dans la mesure où les contradictions fondamentales du système capitaliste s'aggravent, la bourgeoisie abandonnera toute démagogie libérale et recourra ouvertement au gouvernement par la force, espérant ainsi retarder un peu plus l'écroulement de toute la structure sociale. Tous les gouvernements, tous les systèmes proches de leur chute, ont recours à des mesures brutales pour retarder cette chute. Cependant, ni la répression ni les massacres n'empêcheront le prolétariat de remplir sa mission révolutionnaire.

Poussé en avant par l'histoire, le prolétariat devra balayer les formes dépassées de la société bourgeoise afin de créer sur ses ruines une société sans classes, sans exploités ni exploités. C'est à travers la dictature du prolétariat qu'il construira la société socialiste. Un début a déjà été réalisé en Union soviétique.

Le panorama social est de plus en plus clair tous les jours ; partout, sur tous les continents, à travers guerres, dictatures et comédies diplomatiques, la société capitaliste est en train de crouler. En tant que soldats de l'armée révolutionnaire, nous, membres communistes du parlement, refusons de dissimuler nos idées et continuerons de les clamer très haut et de les défendre — aujourd'hui à la tribune de ce parlement, demain peut-être dans vos prisons, exil ou en face des mitrailleuses de cette Garde blanche, dont le gouvernement et la majorité de ce parlement reconnaissent et même justifient l'existence — dans quel dessein ? Dans le dessein si cyniquement révélé par le fameux mot d'ordre de recrutement de la Garde : « Descendre la canaille ! ».

Proposition de programme de la Ligue communiste pour l'alliance ouvrière au Brésil* (8 août 1934)

L'alliance des Gauches est virtuellement constituée: en font partie l'alliance des syndicats, la Ligue communiste internationaliste (trotskystes) et le parti socialiste, cependant que le parti communiste a été également convoqué.

[...] Nous donnons ci-dessous le programme qu'a publié hier la Ligue communiste justifiant auprès des masses laborieuses son entrée dans l'alliance des gauches.

1. Revendications politiques démocratiques

1) Extension du droit de vote aux étrangers, soldats, marins et analphabètes.

2) Éligibilité de tout électeur sans aucune restriction; mandat législatif annuel.

3) Liberté illimitée de pensée, de locomotion, de réunion, d'association et de grève; garantie du caractère effectif de ces libertés et de l'indépendance des syndicats.

4) Représentation politique spéciale des travailleurs au service militaire.

5) Interdiction des lock-outs, droit de se syndiquer pour les fonctionnaires publics, révocation de la loi sur les expulsions d'étrangers.

6) Éligibilité des travailleurs comme juges dans les tribunaux du travail; éligibilité et révocabilité à tout instant de tous les fonctionnaires.

7) Réorganisation des jurys sur des bases véritablement populaires, avec extension de leur compétence pour juger les crimes administratifs et politiques.

* *A Platéia*, 28 août 1934, reproduit dans Edgard Carone, *A Segunda República*, pp. 408-412.

8) Milice ouvrière avec fonctions de police urbaine, sans préjudice des salaires habituels des ouvriers licenciés à cette fin.

9) Suppression de la police secrète et de toute organisation spéciale de police politique.

10) Réforme du régime pénitentiaire conforme à une orientation plus libérale et destruction des organismes qui, comme le Cabinet des enquêtes de São Paulo ou la Police centrale de Rio sont spécialisées dans la répression du mouvement ouvrier; interdiction des prisons dans les îles ou les lieux insalubres.

11) Milice populaire antifasciste.

12) Séparation absolue et effective de la religion et de l'Etat.

13) Séparation absolue et effective de l'école et de la religion; contre l'enseignement religieux dans les écoles;

14) Enseignement gratuit et laïque à tous les niveaux, école unique, enseignement primaire et professionnel obligatoire pour les enfants des deux sexes, alimentation, nourriture et fournitures scolaires payées par l'Etat;

15) Institution du divorce par simple demande d'un des deux conjoints et gratuité absolue du mariage civil;

16) Légalisation de toutes les organisations révolutionnaires du prolétariat;

17) Reconnaissance de l'U.R.S.S.

2. Revendications économiques immédiates

18) Révision de toute la législation du travail en vigueur avec extension aux salariés agricoles et, comme conditions assurant son exécution, contrôlée par les syndicats ouvriers et institution de conseils ouvriers d'entreprise.

19) Limitation de la journée de travail de tous les salariés à 7 heures sur 24.

20) Repos hebdomadaire légal de 24 heures payé par les patrons pour les ouvriers salariés des deux sexes dans toutes les branches de l'économie;

21) Journée de quatre à six heures dans les industries dangereuses et insalubres;

22) Interdiction absolue des heures supplémentaires de travail;

23) Interdiction du travail nocturne (de 20 à 6 heures) dans toutes les branches de l'économie sauf celles où le travail de nuit est absolument nécessaire pour des motifs techniques approuvés par les organisations ouvrières et à la condition cependant que le travail de nuit n'excède pas quatre heures chaque fois;

24) Interdiction aux patrons de faire travailler des enfants d'âge sco-

laire (jusqu'à 16 ans), limitation de la journée de travail des jeunes de 16 à 20 ans à quatre heures, et interdiction pour eux du travail de nuit ou dans des industries insalubres.

25) Interdiction du travail des femmes dans les industries où le travail est insalubre pour l'organisme féminin; interdiction du travail de nuit des femmes; congé avec salaire intégral aux femmes huit semaines avant et huit semaines après l'accouchement, traitement médical et médicaments gratuits;

26) Création dans toutes les usines, fabriques ou entreprises qui emploient le travail féminin de crèches et de locaux appropriés pour l'allaitement.

27) Toute ouvrière, pendant la période de l'allaitement, doit disposer au moins d'une demi-heure de liberté toutes les trois heures et six heures de travail par jour seulement.

28) Assurance sociale complète des ouvriers: a) pour tout le travail salarié, b) contre toute sorte d'invalidité, infirmité, accident, vieillesse, maladie professionnelle, veuvage et mort des parents, chômage, etc. c) administration entièrement autonome par les assurés eux-mêmes et dans leur intérêt de toutes les institutions de prévoyance sociale, d) paiement des dépenses d'assistance par les capitalistes, e) soins médicaux et médicaments gratuits, les services respectifs étant dirigés par des conseils autonomes (élus par les ouvriers) des caisses d'assistance.

29) Extension à tous les ouvriers, d'industrie et agricoles, en cas de licenciement sans cause justifiée, d'une indemnisation correspondant à six mois de salaire;

30) Législation sanitaire visant à l'amélioration des conditions d'hygiène du travail et de défense de la vie et de la santé des ouvriers et travailleurs ruraux dans toutes les entreprises employant de la main d'œuvre salariée, ce service sanitaire devant être exercé par une inspection élue par les ouvriers;

31) Législation sur les maisons ouvrières s'assurant de l'état sanitaire des locaux d'habitation par des inspections ouvrières constituées par voie d'élection, la question de l'habitat ouvrier cependant ne peut être réglée que par l'abolition de la propriété privée du sol et la construction de maisons hygiéniques et à bon marché.

32) Institution de bourses de travail pour aider les chômeurs; ces bourses doivent être des institutions prolétariennes de classe (et non reposer sur une représentation paritaire des ouvriers et des patrons) et être étroitement liées aux syndicats et aux autres organisations ouvrières et recevoir leurs subsides des administrations locales d'Etat.

33) Augmentation générale des salaires selon les grilles présentées par les syndicats ouvriers; institution du salaire minimum sur la base d'une échelle mobile établie par les organisations syndicales.

Application intégrale et généralisation de la loi sur les congés et des

autres lois de protection du travail avec amendes progressives et peines de prison pour ceux qui les enfreindraient;

3. Revendications économiques générales et au bénéfice des masses paysannes

35) Révocation des hypothèques et autres charges pesant sur la petite propriété rurale.

36) Abolition de tous les impôts indirects (sur les objets de consommation de première nécessité).

37) Limitation du droit de succession par l'impôt sur les successions.

38) Nationalisation des chemins de fer, des compagnies de transport, des mines, des compagnies d'assurances et de toutes les banques du pays, lesquelles doivent être fusionnées en banque centrale unique; arrêt du paiement de la dette extérieure.

39) Impôt progressif et proportionnel sur le revenu et utilisation de son produit en emprunts pour améliorer effectivement la situation de la classe laborieuse de la ville comme de la campagne;

40) Organisation du crédit par l'Etat pour aider les petits producteurs; organisation de grandes fazendas-modèles gérées par les syndicats d'ouvriers agricoles.

41) Interdiction du monopole des ventes et établissements commerciaux à l'intérieur des propriétés rurales;

42) Liberté pour les travailleurs ruraux d'habiter loin de la fazenda; abolition du privilège féodal de fermeture des portes par le propriétaire de la fazenda ou autres établissements ruraux.

Cuba : crise de direction et courant liquidateur 1932-1935

Le texte qui suit est un extrait d'un rapport adressé au secrétariat international de la L.C.I. par sa section cubaine, le Partido Bolchevique-Leninista (P.B.L.) en date du 20 mars 1935 et qui est signé par son secrétaire général G. Capablanca. Il se trouve sous la forme d'une traduction anglaise adressée à Trotsky dans les papiers d'exil, 14052, et est reproduit ici avec l'autorisation de la Houghton Library.

Nous l'avons choisi parce qu'il donne une analyse intéressante de la composition de l'Opposition cubaine lors de sa constitution, ainsi que du courant liquidateur qui a entraîné la majorité de l'opposition vers le parti nationaliste « putschiste » de la Joven Cuba. Précisons que « G. Capablanca » est vraisemblablement un pseudonyme et que nous ignorons l'identité réelle du militant qui l'employait.

G. Capablanca

[...] L'Opposition communiste a été organisée en août 1932. Un objectif commun immédiat nourrissait tous les courants d'opposition : la lutte contre les méthodes de la direction du parti communiste. Le courant de l'Opposition était loin d'être homogène et n'était certainement pas un mouvement de masse. A l'époque, l'organisation terroriste ABC¹ était à son apogée et ses méthodes et sa tactique comme sa forme d'organisation montraient clairement son caractère petit-bourgeois : les groupes qui soutenaient l'ABC demeuraient les spectateurs passifs des activités de la

1. L'ABC était une organisation nationaliste anti-Machado qui s'était constituée clandestinement en octobre 1931 en trois « niveaux d'organisation », très compartimentés, désignés par ces trois lettres de l'alphabet. Elle eut un énorme succès initial dans la petite-bourgeoisie cubaine, tant par son programme que la force qu'on lui attribua.

« section d'action » qui frappait de temps en temps quelque fonctionnaire odieux ou un personnage de la dictature. D'un autre côté, l'Union nationaliste, dont le développement avait été parallèle de la dictature Machado, avec un caractère petit-bourgeois dans ses débuts, se révélait maintenant comme une agence de l'impérialisme avec des dirigeants mercenaires incapables dont les masses se détournaient. Quant au parti communiste, son sectarisme et l'étroitesse de sa tactique le conservaient dans un état de stagnation et en marge des événements. Son organisation de défense ouvrière avait d'autre part considérablement grandi surtout à La Havane au point que cela inquiétait beaucoup la direction du P.C., qui objectait à ce que des membres de l'A.P.R.A. y adhèrent et prenait des mesures pour limiter son appareil.

Organiquement, l'Opposition devint le point de rassemblement de différents groupes qui firent cause commune dans la lutte contre la bureaucratie dirigeante qui préparait des actions à venir. Parmi ses facteurs, on peut relever en passant le courant spontané né de la lutte populaire contre la dictature féroce (de Machado), un courant qui traversait l'organisation de secours et pénétrait même les rangs limités du P.C. La spontanéité de ce courant se heurta aux directives de la bureaucratie. Le sentiment de désespoir de la jeunesse devint évident, surtout parmi les étudiants, en réaction à la dictature sanglante. Il y avait aussi le malaise des vieux éléments syndicalistes et pseudo-communistes et il faut indiquer aussi que très peu de militants ouvriers des fractions du P.C. ont rejoint alors l'Opposition communiste. C'était le cas au moins dans la région de La Havane, et c'est surtout d'elle que nous parlons, surtout du fait qu'il n'y avait que peu d'organisation syndicale à l'intérieur du pays à cette époque ou parce que les machadistes-réformistes avaient de l'influence en province. Cela a contribué au malaise de ce courant syndicaliste « économiste » que le P.C. rejetait. Une tentative de notre part pour réhabiliter ce courant n'aurait pu être que dangereuse. En outre, nous ne pouvions pas éviter l'entrée d'autres courants malsains, ouvertement droitiers et opportunistes, comme certains courants apristes, les manœuvres embrouillées de Sandalio Junco, etc.

Les forces qui étaient à l'origine à la disposition de l'Opposition communiste étaient : l'organisation de secours², l'Ala Izquierda Estudiantil³ et la Fédération ouvrière de La Havane, bien que cette dernière fût limitée à un petit nombre de petits syndicats, survivants de la

2. Il s'agit probablement de la section cubaine du Secours rouge international.

3. L'Ala Izquierda Estudiantil (Aile étudiante révolutionnaire) avait été constituée en prison au début de 1931 par les anciens dirigeants du Directoire étudiant qui reprochaient à cette dernière organisation d'être hostile au dictateur Machado, mais pas anti-impérialiste. Ces jeunes dirigeants avaient très vite évolué vers le marxisme, malgré l'obstacle que constituait la politique du P.C.

croisade anti-ouvrière du régime Machado. C'est sur cette base organique que s'est produite la différenciation à l'intérieur de l'opposition. La nette prise de position de l'Internationale communiste condamnant le mouvement d'opposition posait la question de son avenir. Il n'y avait que deux voies : l'opposition intransigeante au stalinisme ou la capitulation devant lui.

La tendance à la capitulation était la plus forte dans la Ala Izquierdista Estudiantil. A l'exception de la section de Matanzas, d'une partie de la section de Santiago de Cuba et d'une toute petite minorité à l'institut secondaire de La Havane, la plus grande partie de l'organisation y compris la section de l'université passa sous l'influence stalinienne. Les dirigeants qui avaient le plus de prestige parmi les étudiants de gauche jouaient le rôle essentiel dans cette évolution qui ne pouvait influencer défavorablement l'Opposition communiste.

Dans le cas de la fraction d'opposition dans l'organisation de secours et à la Fédération ouvrière de La Havane, c'était le contraire qui était vrai et la tendance était à la scission. Mais ce mouvement scissionniste était quelque peu compliqué et mérite notre attention. Dans l'organisation de secours, la tendance à la scission suivait deux cours, l'un vers la petite bourgeoisie, l'autre vers le prolétariat. La première était dirigée par les apripistes qui étaient incapables de diriger un mouvement qu'ils avaient eux-mêmes commencé ; la seconde, sous l'influence de l'Opposition communiste, se joignait aux luttes syndicales de la Fédération ouvrière de La Havane.

La Fédération ouvrière de La Havane était elle-même une organisation « duelle », opposée à la Confédération nationale des ouvriers cubains (la C.N.O.C., contrôlée par le P.C.) et servait en même temps de centre de ralliement à tous les courants syndicalistes qui combattaient la « ligne » du P.C. Nous avons ainsi un tableau complet des divers courants à l'intérieur du camp de l'Opposition. Et cette situation continua jusqu'à la constitution du Parti bolchevique-léniniste. A cette époque, l'orientation vers l'Opposition de gauche internationale apparut à l'initiative d'un petit groupe à l'intérieur de l'Opposition communiste. Le camarade A. Gómez Villar⁴ était le plus éminent représentant de ce groupe et de cette tendance [...]

Nous pouvons tirer de tout cela l'importante conclusion que le mouvement oppositionnel a été commencé sans direction expérimentée, capable d'analyser et de résoudre les problèmes politiques auxquels il était confronté.

Cette absence de facteurs subjectifs commença tout de suite à produire des effets négatifs en particulier à travers la désaffection et la capitulation de groupes entiers, le développement de situations confuses et une tactique et une orientation de moins en moins claires. La proclama-

4. Il est vraisemblable — selon une interprétation personnelle — que « Gómez Villar » désigne ici le dirigeant García Villareal.

tion du cours vers l'Opposition de gauche internationale constitua momentanément un obstacle à une désintégration déjà commencée et proclamée, en conséquence une conjoncture favorable dans ce camp contradictoire de l'Opposition — une conjoncture cependant où les responsabilités étaient énormes pour le petit groupe qui levait dans l'organisation le drapeau du bolchevisme international.

Nous sommes maintenant obligés d'aboutir à des conclusions nouvelles : la direction du groupe, en adhérant au bolchevisme, ne savait pas comment surmonter les courants hétérogènes de l'opposition. Nous en déduisons que c'est essentiellement dû à ce que la direction fut incapable d'évaluer correctement le contenu politique de ces courants. Le syndicalisme traditionnel, par exemple, alourdi par le sectarisme anarchiste et « apolitique », libéré de la pression du centrisme stalinien, mais ne subissant pas réellement l'influence du groupe dirigeant, put développer ses activités d'une façon qui nuit énormément à l'avenir du nouveau parti.

Nous disons que la direction de l'Opposition communiste et, plus tard, du P.B.L., fut très faible face aux courants traditionnels que nous venons de citer et d'analyser comme des courants non bolcheviques et que cette faiblesse permit à ces courants de s'annexer les éléments les plus proches du bolchevisme.

Le syndicalisme atteignit son apogée sous l'hégémonie de la petite bourgeoisie à l'époque où cette dernière détint le pouvoir pendant la période (du gouvernement) Grau San Martín. Puis vint l'étape du déclin sous le joug de la réaction grandissante. Ces oscillations se reflétèrent fortement dans le P.B.L., et c'est là l'indice d'une profonde crise dans ce parti.

Comment sortir de cette crise ? Nous avons déjà dans notre critique d'un manque de vision claire de la situation, d'une identification entre les différentes forces en mouvement, de l'indication précise du cours à suivre, indiqué notre évaluation de la période où fut levé le drapeau de l'Opposition de gauche internationale. Nous croyons cette évaluation valable pour la période actuelle et pour les événements nouveaux qui peuvent être mis à l'ordre du jour.

Dans le domaine de l'analyse théorique, une des premières questions que nous devons traiter est la théorie de la « voie extérieure ». Cette théorie a produit sur le parti des effets désastreux, bien qu'aucun camarade ne l'ait formellement défendue jusqu'au bout. Il s'agit d'un courant larvé dont nous croyons qu'il résulte de l'incapacité de la direction et des erreurs passées, aussi bien de l'Opposition communiste que du P.B.L.

Nous affirmons que l'objectif central de ce courant est à l'opposé de ce qu'une analyse juste des deux années et demi d'existence de l'opposition et du parti montrerait. Au lieu de souligner les erreurs et l'incapacité de la direction, le parti *en tant que tel* et *en soi* est désigné comme la cause des erreurs et des échecs. D'où la proclamation d'une « voie externe » hors

du parti *en tant que tel*, et la subordination du parti à cette *voie externe* comme l'unique moyen de « créer » la IV^e Internationale à Cuba.

Une chose est claire, ce sont les éléments exclus auparavant du parti et ceux qui, à notre façon ou autrement, se tiennent hors du contrôle du parti qui donne vie à ce concept de « voie externe ». Nous répétons que les conditions pour ce cours anti-parti n'ont pas été exposées formellement. Mais en gros, on fait des références à la création d'un « bloc anti-impérialiste » ou d'un « bloc centriste » avec la dissolution du parti dedans, l'entrée du parti dans *Joven Cuba* etc. Nous ne nous arrêtons pas pour analyser les courants en faveur de l'« anti-impérialisme » ou du « centrisme » qui n'ont encore aucune base organique — car personne n'est capable d'entrer dans de tels blocs. Nous n'examinerons pas non plus en détail les conditions de « caudillisme » qui prévalent dans *Joven Cuba*, et nous ne répondrons pas non plus à la question de savoir si les camarades qui mettent en avant le concept de « voie externe » croient que le nouveau « bloc » est susceptible de gagner beaucoup des « centristes » placés aujourd'hui sous les drapeaux de *Joven Cuba* ou du parti révolutionnaire cubain. Nous croyons que c'est seulement par une juste politique du parti basée sur les tâches du front unique que ces deux dernières organisations peuvent être orientées dans la bonne voie.

Les conditions existent-elles pour le développement du parti ouvrier sur la base du front unique? Nous disons que oui. Une seule est nécessaire: *la direction*. On ne peut réaliser cette condition qu'en reconnaissant sincèrement les erreurs antérieures, sur la base d'une auto-critique honnête sur la politique suivie. L'autre facteur est celui qui peut offrir la direction internationale — et le bolchevisme international.

Notre attitude vis-à-vis de la situation qui s'est créée repose sur la nécessité d'une discussion ouverte des problèmes posés. Nous croyons que, comme en 1932, il est aujourd'hui nécessaire de distinguer les cours des différents partis. A cet égard, nous faisons particulièrement référence à la position du P.C. qui a adopté récemment le mot d'ordre de « gouvernement populaire révolutionnaire ». Nous croyons que ce mot d'ordre est subordonné à un aventurisme qui trouve son expression concrète dans *Joven Cuba* et, de façon différente, dans le parti révolutionnaire cubain également. Dans ces deux organisations, le « caudillisme » émousse les possibilités révolutionnaires de l'organisation, écrasée par l'idée du nouveau putsch préparé. Pour Guiteras, le chef de *Joven Cuba*, le problème de base est un problème technique — militaire — qui peut se régler à partir des sources de connaissance de Curzio Malaparte⁵. Etre prêts face à un tel putsch est notre tâche vitale si nous voulons éviter au prolétariat une défaite plus grave encore et toute préparation sera inutile si on

5. Le journaliste Kurt Suckert, dit Curzio Malaparte (1898-1957), avait écrit en 1931 son célèbre livre *Technique du Coup d'Etat*.

n'adopte pas une politique satisfaisante. Au contraire, nous abandonnons le prolétariat à la merci du « caudillisme ».

Les partisans du concept de la « voie externe » se placent sur le côté négatif de la situation de 1932-1933. A cette époque, le courant syndicaliste avait largement submergé le courant bolchevique, cependant qu'aujourd'hui, avant qu'il y ait eu une réelle réhabilitation révolutionnaire de l'organisation, il cherche à la tourner vers le courant d'un caudillisme petit-bourgeois, c'est-à-dire prépare une aventure tragique.

Il nous faut également nous référer à d'autres possibilités de développement de la théorie de la « voie externe ». En premier lieu, la critique sévère qui est faite *sotto voce* du parti en tant que force politique et en second lieu la négligence et le sabotage des tâches et problèmes du parti, révèlent une attitude qui a provoqué bien des frictions à l'intérieur du parti lui-même. [...]

Nous croyons que, du fait des erreurs de sa direction que le parti a subies, un nombre considérable de militants révolutionnaires, d'une valeur révolutionnaire authentiquement reconnue, sont restés à la périphérie, sans rejoindre l'organisation, tandis que d'autres de cette catégorie ont été semblablement exclus. On ne peut les enrôler tout de suite et de façon mécanique. La reconnaissance de cette situation nous conduit à considérer qu'il serait peut-être sage de construire une organisation-pont pour ces militants. Mais une telle organisation serait un *facteur externe* dans le sens de la IV^e Internationale par la *voie interne* des fondements posés par le parti et *sur la base* de son existence. Par ailleurs, les liquidateurs soutiennent le concept d'une nouvelle organisation « centriste » sur la base de la dissolution du parti.

Pour conclure, nous nous trouvons actuellement devant une tentative de capitulation devant les chefs petits-bourgeois qui facilitera les politiques aventuristes maintenant à l'ordre du jour sans aucune possibilité de les corriger. Il s'agit de savoir si nous allons ouvertement livrer au réformisme et à la bourgeoisie nos bases syndicales. [...]

Rapport sur l'Amérique latine à la conférence de Mai 1940 *

Nous sommes obligés de limiter notre rapport à des observations générales sur les différentes sections et groupes d'Amérique latine pour les considérations suivantes :

1. L'information à notre disposition a un caractère général limité; nous n'avons pas d'information détaillée sur la force organisationnelle des divers groupes et sections.

2. Le mouvement est dans un processus de formation politique et organisationnelle reflétant le caractère général du mouvement ouvrier latino-américain. De ce fait, nous estimons préférable de nous abstenir, au moins pour le moment, de porter une appréciation politique sur la nature théorique des groupes et sections car ce serait prématuré d'exprimer une opinion précise sur une question aussi importante.

3. La représentation de notre mouvement latino-américain à cette conférence est de nature telle qu'il n'est pas possible de discuter les problèmes politiques et organisationnels de ces pays.

4. Dans nombre de pays, que nous citerons plus loin, deux groupes ou plus adhèrent à la IV^e Internationale avec des divergences politiques et organisationnelles qui n'ont pas encore pris une forme claire. La politique du département latino-américain a été orientée vers leur unification en une organisation unique. Aussi toute remarque précise sur le caractère politique de ces groupes dans ces pays dans les circonstances données pourrait ne pas se révéler positif pour les intérêts supérieurs de la IV^e Internationale. Par conséquent, après cette brève explication, nous commençons le rapport.

* bMRuss 16593, Houghton Library.

Brésil

Le mouvement pour la IV^e Internationale au Brésil est l'un des plus anciens du continent; il a été organisé autour de 1931-32. Depuis sa formation, il a traversé nombre de crises politiques et organisationnelles. Politiquement, c'est l'un des groupes les plus actifs; mais, du fait de son manque d'une direction politique ferme et stable, sa vie politique revêt une forme désorganisée qui se traduit très souvent dans des crises organisationnelles. Le « tournant français » l'a conduite à une désorganisation complète et il a fallu longtemps pour qu'elle se réorganise. A présent, selon les informations dont nous disposons, le groupe brésilien soutient la position de ceux qui ont déserté le S.W.P. Il est constitué sous le nom de parti socialiste révolutionnaire. Selon un rapport du camarade Smith, il a environ 50 membres. Nous n'avons pas avec lui de relations directes, du fait que Lebrun, qui a déserté la IV^e Internationale, a refusé de nous donner son adresse.

Argentine

En Argentine, le mouvement pour la IV^e Internationale est né environ en 1930. A présent, on a trois groupes, appartenant tous les trois à la IV^e Internationale, le Groupe ouvrier révolutionnaire, la Ligue socialiste révolutionnaire (tous deux à Buenos Aires et la Ligue marxiste de Cordoba).

Le groupe ouvrier révolutionnaire a été formé, il n'y a pas très longtemps, par les camarades Fossa et Justo. Il publie un journal intitulé *La Nueva Internacional*. Le camarade Justo a publié un certain nombre de brochures comme *Que veut la IV^e Internationale?*, *La Révolution mondiale et la trahison stalinienne*, *Centrisme, opportunisme et bolchevisme*, *Nos Perspectives Politiques*, etc. Ce groupe a traversé récemment une crise organisationnelle dont nous ignorons encore la nature.

La Ligue socialiste révolutionnaire a également été formée récemment, comme résultat de la fusion entre le groupe *Nueva Etapa* et le groupe *Inicial*. Nous ne connaissons pas la base politique de cette fusion. Ces deux groupes existaient dans les 8 à 9 années précédentes. Vers 1935, ils avaient uni leurs forces dans une organisation unique, mais leur unification n'avait pas duré longtemps. Le nom de leur journal est *Inicial*.

La Ligue marxiste de Cordoba est formée de dix camarades environ. Nous n'avons rien su d'elle depuis longtemps; elle n'a pas d'organe officiel.

Le département latino-américain a essayé d'unifier tous les groupes dans une seule organisation; mais il a jusqu'à maintenant échoué dans ses efforts. Au début, les divergences entre eux avaient un caractère assez secondaire et surtout personnel. Mais il y a maintenant des indications que les divergences sont en train de prendre un caractère politique. Dans

le n° 7 d'*Inicial* est paru un article programmatique sur la nature de la révolution en Argentine, dans lequel on essaie de démontrer qu'elle sera exclusivement socialiste. Récemment, le G.O.R. a écrit au D[épartement] L[atino] A[méricain] une lettre où il demandait à être reconnu comme section argentine de la IV^e. Le département a décidé de prolonger ou de reporter toute décision définitive sur cette question pour étude et observation ultérieure des développements politiques des divers groupes. Le groupe *Inicial* a mis comme condition à une unification avec le G.O.R. l'élimination du camarade Justo. Le D.L.A. lui a envoyé une communication spéciale exprimant son désaveu de cet ultimatum. L'article programmatique d'*Inicial* change dans une certaine mesure cette situation, selon nous. Nous sommes maintenant devant une situation dans laquelle les divergences prennent une forme politique et il sera par conséquent plus facile pour nous de décider qui de ces groupes représente les idées de la IV^e.

Chili

Il y a dans ce pays deux groupes qui adhèrent à la IV^e: Partido Obrero Revolucionario et Grupo Internacionalista Obrero. Il existe également un mouvement nouveau, appelé Partido Socialista Revolucionario, qui a scissionné récemment du parti socialiste et s'est prononcé en faveur de la IV^e.

Le P.O.R. est composé essentiellement de camarades ayant appartenu à l'ex-Izquierda comunista. Il publie périodiquement *Alianza Obrera*. Récemment, sur la question de la guerre, il a tenu plusieurs réunions avec succès à Santiago. Nous ne connaissons pas encore leur position sur la nature de l'Union soviétique. Leur organe public n'indique pas qu'ils aient pris une position contraire à la position officielle de la IV^e Internationale. Nous ne savons rien d'eux depuis plusieurs mois.

Le G.I.O. est aussi un résidu de l'ex-Izquierda comunista. Il n'a pas d'organe public officiel ou régulier, bien qu'il ait publié un certain nombre de bulletins et autres matériaux. Il semble qu'il ait obtenu de bons résultats dans son travail au sein du parti socialiste et de la jeunesse. Si nous nous appuyons sur le rapport du camarade Fermin Olea, qui est membre du P.S.R., le G.I.O. fait partie d'un comité qui essaie d'unifier toutes les forces de la IV^e en une seule organisation.

Nous n'avons pas encore établi de contact formel et officiel avec le R.S.P. Le D.L.A., après avoir entendu le rapport du camarade Firmin Olea, membre du P.S.R., a décidé de leur adresser une communication officielle pour nouer des relations avec le P.S.R. et décidé d'inviter ce dernier à envoyer un délégué fraternel à la conférence.

Au Chili comme en Argentine, la politique du D.L.A. a été axée sur l'unification des groupes en une organisation unique. Il faut remarquer

qu'au Chili les divergences ont depuis le début, une base politique. Le G.I.O. a manifesté une tendance à l'opportunisme sur certaines questions politiques, tandis que le P.O.R. manifestait des tendances en sens inverse : flexibilité insuffisante sur les problèmes de caractère organisationnel pratique. Il est encore difficile de déterminer si ces manifestations politiques et organisationnelles ont une base théorique générale ou si elles ne sont que des expressions isolées dues au processus politique et organisationnel de formation. Jusqu'à présent, nos efforts pour l'unification ont échoué. Le G.I.O. est pour l'unification, mais le P.O.R. est contre. Son argument est qu'il ne veut rien avoir à faire avec des centristes. Il y a peu de temps, le P.O.R. a écrit au D.L.A. une lettre demandant à être reconnu comme section chilienne de la Q.I. et à rompre les relations avec le G.I.O. Nous avons rejeté cette proposition, sur la base de ce qu'il serait faux d'exclure un groupe de révolutionnaires des rangs de la Q.I. sur des manifestations politiques peu claires et mal définies. Nous leur avons conseillé d'adopter une attitude fraternelle au lieu de leur attitude actuelle hostile à l'égard du G.I.O. Nous ignorons encore leur réaction à cette communication.

Uruguay

Notre mouvement en Uruguay est très faible. Actuellement il existe deux groupes tous deux adhérents à la IV^e Internationale. Ces groupes étaient unifiés jusqu'à une date récente dans une organisation unique. Selon nos informations, la scission ne s'est pas produite sur une base politique. Les noms de ces groupes sont : Liga Bolchevique-Leninista et Grupo Obrero Revolucionario. Le G.O.R. publie une revue, qui ne paraît pas très régulièrement, appelée *Contra la Corriente*. Dans son premier numéro, il y avait un éditorial très confus sur la question russo-finnoise. En général, cette revue a un caractère politique médiocre. La Liga Bolchevique-Leninista n'a pas d'organe officiel, mais a publié un certain nombre de manifestes sur le problème de la guerre. Sur la base des informations reçues, ce sont les camarades qui forment le G.O.R. qui sont responsables de la scission. Cette information nous est parvenue par le secrétaire de la L.B.L. Nous n'avons rien reçu du G.O.R. Le D.L.A. a écrit au G.O.R. pour lui demander de l'information.

Bolivie

Le mouvement pour la IV^e Internationale en Bolivie remonte à environ 1934, sous le nom de Partido Obrero Revolucionario. Il fut, dès ses débuts, une organisation confuse. Le résultat est que l'organisation a traversé une série de crises organisationnelles. Un de ses éléments dirigeants, Tristan Marof, un radical petit-bourgeois typique utilisant la phraséologie socialiste, a trahi et déserté le mouvement, bien qu'il se dise

encore partisan de la IV^e Internationale. Il essaie toujours de former un nouveau parti socialiste. Il a collaboré avec la dictature semi-fasciste de Busch, discréditant ainsi notre mouvement en Bolivie. Pour avoir une compréhension meilleure de la signification réelle de la nature de la crise traversée par notre section bolivienne, il faut garder à l'esprit que Tristan Marof est une personne avec un passé révolutionnaire et qui est par conséquent populaire dans certains secteurs des forces anti-impérialistes. Les militants révolutionnaires restés loyaux au socialisme révolutionnaire essaient de réorganiser leurs forces sous le drapeau du Partido Obrero Revolutionario et de la IV^e Internationale. Il y a peu de temps, ils nous ont adressé une lettre officielle demandant leur admission dans les rangs de la IV^e Internationale. Selon le document, élaboré sous forme de thèse, qu'ils nous ont adressé, nous pensons qu'ils sont en général révolutionnaires, mais de façon incomplète à bien des égards. Il est bien naturel que nous prenions en considération le fait que notre mouvement, non seulement en Bolivie, mais aussi dans les autres pays latino-américains, est dans le cours non seulement de son organisation, mais de sa formation politique. Notre section bolivienne n'a pas encore un organe officiel.

Cuba

Le Parti Bolchevique-Léniniste de Cuba est l'une des plus anciennes sections du continent latino-américain : il a été formé vers 1932. Son noyau de base vint à notre mouvement, du parti communiste de Cuba, à la suite d'une scission. Nombre des dirigeants de la première période ont déserté notre mouvement et rejoint les rangs de la petite bourgeoisie. Au début, il avait quelque influence et même des postes de direction dans quelques syndicats, mais, dans les dernières années, comme résultat des conditions générales du pays et de la désertion de quelques-uns de ses dirigeants, les liens avec le mouvement de masse se sont affaiblis, ce qui a provoqué quelques difficultés internes. Selon les dernières informations, notre section cubaine a pris des mesures exceptionnelles pour les résoudre. Elle a mis sur pied un comité exécutif national provisoire, formé des membres anciens du C.E.N. et des militants les plus actifs de la Havane, dont la tâche est d'assurer la préparation d'une conférence nationale. Dans cette tâche, le D.L.A. a aidé la section cubaine en écrivant aux camarades de Santiago de Cuba, qui avaient écrit au Département pour demander son intervention, de ne rien faire qui puisse mettre en danger l'unité du parti. Selon les dernières informations, ils font des efforts particuliers pour pénétrer dans le mouvement syndical et briser leur isolement. Depuis sa formation, le parti a publié nombre d'organes et de brochures. Du fait de conditions financières très difficiles, ils n'ont pas pu maintenant publier d'organe régulier. Ils ont publié, sur la question de la guerre, un long manifeste et plusieurs autres sur les problèmes du mouvement révolutionnaire.

Mexique

Notre section mexicaine est aussi l'une des plus anciennes du continent américain : elle a été formée vers 1930. Faute de cadres politiques dirigeants, elle a traversé bien des crises. Il n'y a pas très longtemps, elle a traversé une crise interne qui s'est résolue par la désertion des groupes Galicia et Carvajal de notre section, et, plus tard, par la désertion du peintre Diego Rivera, qui a quitté le mouvement révolutionnaire pour rejoindre la politique bourgeoise. Notre section mexicaine, avec la coopération du D.L.A., a réorganisé ses forces sous le nom de Partido Obrero Internacionalista. Elle compte environ trente camarades à México même et des liaisons dans plusieurs villes du pays. Elle publie une revue théorique appelée *Clave* et de temps en temps *Lucha Obrera*. Son lien avec le mouvement syndical est faible. C'est l'une des sections les plus actives des pays latino-américains.

Porto-Rico

Notre section porto-ricaine a été constituée vers 1933 sous le nom de Partido Comunista Independiente. Son principal dirigeant, Vergne Ortiz, était l'organisateur du parti communiste de ce pays. C'est un groupe numériquement faible à cause de grandes difficultés financières dans lesquelles nos camarades travaillent et à cause des conditions générale de développement actuel du mouvement ouvrier. Il publie régulièrement *Chispa*, une publication miméographiée et quelques brochures. Du fait des grandes difficultés financières qui entravent le travail de nos camarades dans l'île et du fait que Porto-Rico est une possession coloniale des Etats-Unis impérialistes, nous considérons que notre section nord-américaine devrait accorder plus d'attention que jusqu'à présent aux besoins et aux problèmes de ces camarades.

Petits groupes et contacts dans d'autres pays

A Cali, en Colombie, nous avons eu, pendant plusieurs années, un petit groupe de camarades sans aucun élément dirigeant. Il est très faible organisationnellement. A Panama, nous avons eu un petit groupe qui a disparu en tant que force organisée et, maintenant, nous n'avons plus le contact qu'avec un seul camarade. Au Pérou, selon une information parue dans une revue argentine qui s'appelle *Claridad*, il existe un groupe qui soutient la IV^e Internationale, mais nous n'avons pas réussi jusqu'à présent à prendre contact avec lui. Il y a aussi des camarades dans les rangs de la IV^e Internationale dans quelques pays d'Amérique centrale.

Ce rapport bref et très général permet de voir nettement que c'est délibérément que nous avons caractérisé l'état actuel de nos forces en Amérique latine comme un mouvement en cours de formation politique

ou organisationnelle. Nous essayons de résumer en une formule unique le caractère général, politique et organisationnelle, des forces présentes de la IV^e Internationale dans ces pays avec l'objectif délibéré de tirer les conclusions politiques et organisationnelles nécessaires. Un mouvement de cette nature a plus besoin qu'un mouvement mûr de conseils suivis et d'attention; il a besoin d'une direction dans les problèmes quotidiens qu'il affronte. A cet égard, on doit dire que jusqu'à présent nous n'avons pas été capables de satisfaire ce besoin urgent dans la vie de la IV^e Internationale.

Les différents centres qui ont été créés sous des noms et formes différentes par la Q.I. directement ou par notre section nord-américaine étaient de nature telle qu'ils ne pouvaient répondre aux exigences et nécessités. Tous, en règle générale, ont été incapables d'agir en tant qu'organismes administratifs et coordinateurs, et ce n'est seulement que dans quelques affaires isolées qu'ils ont agi en tant que centres politiques. Le D.L.A. est typique de cette situation. A cet égard, il faudrait également dire que jusqu'à présent nous n'avons pas été capables de stabiliser une vie normale pour aucun de ces organismes. Le S.L.A. est l'excellent exemple de cette situation générale.

Jusqu'à présent, nous n'avons pas été capables de normaliser et de stabiliser la vie du D.L.A., essentiellement à cause du fait que nous avons manqué des forces nécessaires capables de participer à ce travail spécial. Depuis le congrès mondial de la Q.I., la vie et l'activité du D.L.A. ont rencontré beaucoup de difficultés qui ont inévitablement affecté le travail de la Q.I. en Amérique latine. Avant ce congrès, après une réorganisation des tâches du D.L.A., nous étions arrivés à établir des rapports avec toutes les forces de la Q.I. en Amérique latine et à prendre des mesures de coordination du travail; mais à la suite de la décision du congrès d'envoyer Lebrun aux Etats-Unis et de lui confier la responsabilité du travail dans les pays d'Amérique latine, le travail déjà réalisé a été perturbé et détruit. Au cours des six ou sept mois pendant lesquels il a occupé le secrétariat du D.L.A., il a démontré une lamentable inefficience. Son incapacité administrative est allée jusqu'à abandonner toutes relations avec les groupes et sections latino-américaines et à paralyser le travail du D.L.A. On ne répondait pas aux lettres, les réunions de département n'étaient plus convoquées quand il y avait des problèmes, mais seulement en fonction de ses convenances personnelles. Depuis son remplacement en tant que secrétaire, nous avons pu rétablir et dans un certain sens normaliser la vie et le travail du D.L.A. A cet égard, il faut dire que la controverse sur la question de l'U.R.S.S. a eu des répercussions dans le département. Sur les cinq membres qui le composaient, deux, Lebrun et Bergner, ont déserté le drapeau et les rangs de la IV^e Internationale. Il faut aussi dire ici en rapport avec notre travail de coordination des rapports et activités des forces de la Q.I. en Amérique

latine, que le département latino-américain n'a pas reçu la coopération nécessaire de nos groupes et sections sur le continent américain, à cause des raisons ci-dessus, c'est-à-dire le fait que notre mouvement est dans le cours de sa formation politique organisationnelle et que le département latino-américain lui-même a été faible, étant incapable jusqu'à présent de jouer le rôle d'authentique centre dirigeant. La situation se reflète le mieux dans le *Boletín de Información*, organe officiel du D.L.A. Non seulement le *Boletín* n'a pas pu paraître régulièrement, mais il n'a pas pu non plus se développer assez pour exprimer les problèmes politiques et organisationnelles auxquels est confronté le mouvement révolutionnaire en Amérique latine. Sur plus d'une année, sept numéros seulement ont paru.

Comme on le voit, nous sommes confronté à la nécessité urgente de réorganiser et de renforcer le travail de la Q.I. dans les pays latino-américains. En résumé, nous proposons les mesures suivantes :

1. Un D.L.A. provisoire réorganisé devrait être créé, avec comme tâche la préparation du terrain politique et organisationnelle pour une conférence latino-américaine avec l'objectif d'élaborer les documents programmatiques nécessaires de la IV^e Internationale sur la nature des problèmes spécifiques du mouvement révolutionnaire en Amérique latine et de créer les organes dirigeants nécessaires.

2. En vue du fait que nous n'avons pas ici les forces nécessaires pour accomplir les tâches du D.L.A. provisoire, nous considérons comme nécessaire de faire un effort pour faire venir d'Amérique latine un camarade pour renforcer le centre et développer ainsi une direction continentale.

3. Dans cette tâche, nous considérons que notre section nord-américaine, qui est la plus forte, non seulement politiquement, mais aussi organisationnellement, devrait à l'avenir avoir plus de responsabilités et accorder plus d'attention au travail et aux problèmes de la IV^e Internationale dans les contrées latino-américaines.

4. La vie du *Boletín* devrait être normalisée. Maintenant, plus que jamais, en considération de la crise de la guerre et du caractère général du développement de nos forces sur le continent, il y a un besoin absolu et indispensable d'un tel organe.

Rapport au C.P.A. par González et Colay.

P.S. Après avoir terminé ce rapport, nous avons reçu un mot du Chili sur le fait que le Grupo Internacionalista Obrero, le Partido Socialista Revolucionario et la Izquierda Revolucionaria Socialista, les deux dernières des organisations qui ont scissionné récemment du parti socialiste, ont fusionné leurs forces dans une organisation unique sous le nom de Partido Obrero Internacionalista, et demandent leur admission dans la IV^e Internationale. Il nous informent aussi que le Partido Obrero Revolucionario poursuit des négociations afin de rejoindre le parti.

Courrier des lecteurs

Une lettre sur Juan O'Gorman et Trotsky

Octavio Fernández nous adresse copie de la lettre qu'il a adressée au journal quotidien de México, La Prensa à l'occasion de la mort du grand peintre Juan O'Gorman. C'est volontiers que nous la publions, comme il nous le demande. Le texte castillan a été publié dans La Prensa du 28 janvier 1982.

**

Un aspect d'un immense intérêt dans la vie de Juan O'Gorman est celui de ses relations avec Léon Trotsky. O'Gorman a constitué un cas exceptionnel chez les artistes mexicains, car il n'a jamais été contaminé par la lèpre stalinienne malgré son amitié avec Diego Rivera et ses relations avec les milieux politiques su communisme muscovite.

Juan O'Gorman a été ami de Trotsky et à cet égard nous allons relater trois épisodes qui corroborent notre affirmation. A l'aube du 24 mai 1940, une bande de terroristes, dirigés par l'agent du G.P.U. David Alfaro Siqueiros, attaqua la maison de Trotsky, un assaut qui culmina avec l'assassinat de Robert Sheldon Harte, un des gardes de Trotsky, dans la village de Santa-Rosa. Les éléments relevés par le rapport judiciaire établissent que Sequieros et son beau-frère Arenal ont été les dernières personnes qui ont été vue avec Harte encore en vie. L'auteur de ces lignes agissait en tant que responsable mexicain des services de sécurité de Trotsky, ainsi que peuvent le confirmer le petit-fils de Trotsky et le licencié Adolfo Zamora qui était alors ami très proche de Trotsky.

Dans les premiers jours de juin 1940 se tint à Coacacan, à la maison de Trotsky, 42 rue Viena, dans sa bibliothèque, une réunion à laquelle assistèrent don Francisco Zamora, le licencié Adolfo Zamora, Joe Hansen, secrétaire principal de Trotsky, Juan O'Gorman et l'auteur de ces

lignes. On y discuta des faits en relation avec l'attaque du 23 mai et Trotsky résuma la situation en affirmant l'imminence et la caractère inéluctable de nouvelles tentatives d'assassinat de la part du G.P.U.

Trotsky décida de passer à l'offensive, comme l'un des meilleurs moyens de défense, et de mener l'attaque en analysant le rôle de Vicente Lombardo Toledano dans la préparation de l'attentat et dans les tentatives d'assassinat à venir, ainsi que celui du parti communiste mexicain. Je fus chargé de réunir tout le matériel possible sur le P.C.M. et *La Voz de México*, ainsi que sur *El Popular* et Toledano. Ce fut un travail sur un rythme fébrile, mais Trotsky eut le temps d'élaborer et de rédiger son livre *Los Gangsters de Stalin*, dans lequel il démasquait le G.P.U. et ses agents mexicain pour leur rôle le 23 mai, et parmi eux Carlos Contreras, alias « Vittorio Vidali », alias « Victor Sormenti », qui avait participé à l'organisation de différents assassinats, dont celui de Julio Antonio Mella et celui du dirigeant anarchiste Carlo Tresca, à New York.

Le travail sur Toledano et *El Popular*, Trotsky ne parvint pas à le finir. Jacques Mornard gagna du temps en l'assassinat le 21 août 1940.

Au cours de la réunion mentionnée ci-dessus à la maison de Trotsky, O'Gorman fut chargé des travaux de fortification de la maison du 42 rue Viena. Les murs chaperonnés, le système de sécurité de la porte d'entrée à la maison, le système de sécurité dans la chambre du couple Trotsky, de même qu'une tour de sécurité, armée d'acier, dans la partie centrale de la maison, destinée à servir de refuge à Trotsky en cas de nouvelle attaque du style Siqueiros, et à résister à une véritable armée, furent des éléments du projet d'ensemble dessiné par Juan O'Gorman et construit sous sa supervision.

Au cours de la réunion en question, je fis une critique très vigoureuse du comportement des gardes étrangers tel qu'on avait pu observer pendant l'attaque du 23 mai. « Ils s'occupèrent plus de protéger leur "précieuse" vie que de défendre Trotsky. Ils auraient dû se faire au besoin tuer tous, mais riposter aux attaquants. Le plan du G.P.U. fut réalisé précisément une nuit où il n'y avait pas de garde mexicain. S'il y avait eu des Mexicains, le déroulement de l'attaque aurait été très différent. Ils auraient tous été tués, mais Siqueiros et compagnie n'auraient pas agi aussi impunément. » J'ajoutai que c'était très bien de fortifier la maison — « mais l'élément humain, à savoir qui défend cette maison, est vital: il n'y aura pas de nouvelle ligne Maginot ».

Je dois mentionner aussi que Natalia Trotsky, abusée, vendit au gouvernement mexicain le maison du 42 rue Viena et, vers la fin de 1940, début de 1941 fut sur le point d'être jetée à la rue, ce qui fut évité par une lutte sourde. Mais, du fait de ce danger, on décida que Natalia irait vivre à Tacuba dans une maison amicale. On obtint très rapidement pour cela un prêt de la direction des retraites pour un ami enseignant et O'Gorman prépara les plans de la minuscule maison destinée à être habitée par Natalia. Ce ne fut pas nécessaire, puisque Natalia reste rue Viena, mais la

petite maison fut achevée : elle est dans le style des maisons de Diego Rivera et Frida à San Angel. Un soir, O'Gorman et sa femme allèrent y souper.

Après la mort de Trotsky, les chemins d'O'Gorman et de Natalia ne se rencontrèrent pas. Mais, comme s'il s'agissait d'un signe du destin, peu avant le départ de Natalia en France où elle allait mourir, je l'emmenai au cours d'une promenade avec les miens au château de Chapultepec. Et là nous trouvâmes O'Gorman, juché sur son échafaudage, qui travaillait à sa peinture murale. J'escaladai l'échafaudage et lui dis : « Natalia est en bas. Ne voulez-vous pas la saluer ? » — - Bien sûr, camarade Fernández », répondit-il, et il descendit à la hâte pour embrasser affectueusement Natalia. La conversation dura quelques minutes et nous nous séparâmes. Ce fut la dernière occasion que j'eus de parler avec Juan O'Gorman, cet homme pour qui, à tous égards, j'ai conservé une affection profonde, bien au-delà des mots.

Tacuba, México, D.F. 27 janvier 1982. Octavio N. Fernández Vilchis.

De Pierre Broué

J'ai trouvé depuis mon article dans *Cahiers Léon Trotsky* n° 6 sur « Les Trotskyistes en U.R.S.S. » nombre d'éléments nouveaux sur le massacre des trotskystes à Vorkouta en 1938. Les plus importants ont été apportés par Hrihoriy Kostiuik dans son livre *Okarnni Roki* (Les années maudites) dont il faut souhaiter qu'il soit traduit (son auteur, sous le nom de Boris Podollak et sous des initiales diverses, a été le premier à donner les informations à ce sujet).

Je suis donc en mesure de préciser dès maintenant que nous possédons une soixantaine de noms de militants exécutés à la briquetterie. Pour m'en tenir aux plus connus, je citerai seulement :

— *Fedor N. Dingelstedt*, ancien organisateur du parti bolchevique à Cronstadt en 1917, organisateur de deux grèves de la faim à la prison (isolateur) de Verkhnéouralsk et aux Solovietzky, dont nous savions seulement qu'il était à Alma-Ata en 1934 et dont j'ai écrit qu'il n'était pas à Vorkouta.

— *Lado Enoukidzé*, vieux communiste géorgien, neveu de l'ancien secrétaire de l'exécutif des soviets, officier supérieur de l'Armée rouge, élève de l'Académie militaire en 1927, arrêté et déporté pour avoir monté la garde dans l'appartement de Trotsky.

— *Iossif Krasskine*, ami de L. Sedov, ancien de Verkhnéouralsk, ancien déporté à Turukhansk, ville du froid.

— *M. Kamenetsky*, leader des « bolcheviks militants » à Verkhnéouralsk.

— *F. A. Radomylskaia*, soeur de Zinoviev.

— *Sacha Slitinsky*, ancien dirigeant des étudiants de l'opposition à l'université de Moscou, ancien membre du comité de grève de Verkhnéouralsk,

passé aussi par les Solovietsky.

— *Lisa Sénatskaia*, ancien professeur dans une école du parti, femme de Pankratov, que Serge avait aperçue en déportation à Orenbourg en 1935.

— *Niko Kiknadzé*, un médecin géorgien dont nous ne savons s'il était l'homme dont Ciliga dit qu'il a attendu la fin de la grève de la faim à Verkhnéouralsk en 1932 pour accepter sa libération, ou s'il s'agit de son fils.

— *Iakov Antokolsky*, le neveu du sculpteur, dont nous avons une photo en déportation à Kansk avec Dingelstedt (*Cahiers Léon Trotsky* n° 6, p.106), déporté, puis en prison à Verkhnéouralsk.

— *Vladimir Smirnov*, dit Volodia, le jeune théoricien des « décistes ».

— Deux compagnes de condamnés des procès de Moscou, *Varvara I. Smirnova* et *Sonia E. Dreitserova*.

— *Zina Kozlova*, amie de Maria M. Joffé.

— *Millman*, ami de Melnais, ancien secrétaire des J.C. à l'Université de Moscou.

— Plusieurs militants de Lugansk arrêtés en 1937 pour « activités trotskystes ».

— Quelques vétérans comme le journaliste géorgien *V.V. Virap* et l'Ukrainien *Iouri Kotzioubinsky*, ancien diplomate et dirigeant de l'Opposition unifiée en Ukraine en 1927, dénoncé au second procès de Moscou où il ne figura pas.

— nombre de jeunes ouvriers et militants des Jeunesses communistes notamment de Kharkov.

— deux militants étrangers dont nous ne savons presque rien: *Hans Fischer*, un ancien militant des Jeunesses et du Schutzbund d'Autriche réfugié en U.R.S.S. en 1934 et un ingénieur français, communiste, nommé *Louis Jacques*.

On reviendra sur cette question prochainement.

Petit à petit, la vérité perce sous les dalles.

War Van Overstraeten (Wetteren, 1891 - Brugge, décembre 1981)

Notre amie Nadya De Beule, historienne du trotskysme en Belgique, nous a envoyé sur War Van Overstraeten, mort récemment, la notice suivante, en priant nos lecteurs de l'excuser pour d'éventuelles fautes de français — qui n'est pas sa langue maternelle. Nous faisons notre cette notice.

Fils d'un fonctionnaire des Ponts et Chaussées, War exerça différents métiers, dont celui d'employé d'usine. C'est sous son influence que les Jeunes Gardes socialistes de Bruxelles — dont il était membre avant 1914 — se séparent en 1919 du Parti socialiste. Après avoir fusionné avec plusieurs groupes de Wallonie, il fonde en novembre 1920 le Parti communiste belge (P.C.b.) au programme avant-gardiste et antiparlementariste mettant l'accent sur la formation des conseils ouvriers et l'action directe. En décembre 1920, le P.C.b. est reconnu par l'Internationale communiste: War Van Overstraeten est son délégué au II^e congrès en 1920 et au III^e en 1921.

Sous la pression de l'Internationale, le P.C.b. accepte en septembre 1921 de fusionner avec le groupe centriste « Les Amis de l'Exploité » dirigé par Joseph Jacquemotte. Van Overstraeten s'engage à se détourner de son anti-parlementarisme d'autrefois. Bien que « Les Amis de l'Exploité » soient plus nombreux que les membres du P.C.b., Van Overstraeten est désigné comme secrétaire général. Il attache beaucoup d'importance à l'éducation politique des militants. C'est un excellent orateur, tant en flammand qu'en français.

En 1925, il est élu représentant à la Chambre, à Liège.

Dès cette époque, il a une position critique vis-à-vis de la question « russe », mais reste archi-prudent. Ce n'est qu'en 1928 qu'il s'exprime nettement. Il avait eu peur longtemps d'enfreindre la discipline et avait parfois reculé, acceptant, par exemple, la bolchevisation, pour ne pas donner à la direction de l'I.C. un prétexte à scission.

Ce n'est que sous la pression de plusieurs sections du parti qu'en

novembre 1927, au lendemain de l'exclusion des oppositionnels russes, il ne veut (ou ne peut) plus éviter le débat. Quand le C.C. décide de prendre position, il accepte de faire un rapport sur la question de l'Opposition en U.R.S.S. Ce rapport, favorable à l'Opposition, obtient au C.C. 15 voix contre 15 à celui de Coenen qui défend les positions de l'I.C. et obtiendra les deux tiers des voix à la conférence nationale de mars 1928 : trois jours après, Van Overstraeten est radié du P.C. Les oppositionnels s'organisent immédiatement en P.C.B.-Opposition dont Van Overstraeten est secrétaire général.

Quand, en 1930, la fédération de Charleroi, dirigée par Léon Lesoil, rompt avec la majorité de l'Opposition — entre autres sur la question du nouveau parti et de la nature de l'U.R.S.S. — il se retire et cesse brusquement toute activité politique. Il se consacre de nouveau à la peinture qu'il avait abandonnée depuis sa jeunesse. Il devient un des représentants le plus connus du mouvement « animiste » en Belgique. Après sa retraite politique, il manifeste une tendance croissante à un mysticisme chrétien, puis devient un vrai catholique jusqu'à sa mort.

Otto Schüssler (1905-1982)

Fritz Otto Schüssler, dont le nom de plume était Oskar Fischer, est mort à 76 ans, au Mexique. Né à Leipzig le 2 août 1905 d'une famille ouvrière, il était emballeur de livres rares dans une librairie spécialisée de Leipzig. Membre du K.P.D., il rejoignit, à la fin des années vingt, un groupe d'opposition dans lequel se trouvaient le provocateur Roman Well, agent du G.P.U. et le Dr Erwin H. Ackerknecht, dit E. Bauer. Ce groupe, « L'unité léniniste », rejoignait en 1929 le Leninbund. Schüssler, grand lecteur, d'une vaste culture, se parta volontaire en 1932 pour devenir « secrétaire allemand » de Trotsky et se rendit à Prinkipo, qu'il quitta en 1933, après l'arrivée de Hitler au pouvoir, pour une tournée clandestine de réorganisation dans l'Allemagne nazifiée et pour le lancement à Prague du journal de la section allemande en exil, *Unser Wort*. C'est à cette époque qu'il fabrique un remarquable recueil de citations de la presse stalinienne, *Léninisme contre Staliniisme (Leçons de la catastrophe allemande, 1933)*

Il résida par la suite en Hollande, en Belgique, en France. Il signait Oskar Fischer, ou O..r et s'appelait « Meunier » au S.I. Il était très lié à Johre (Joseph Weber — on disait couramment Johre-Fischer) — et ensemble ils soutinrent dans la section allemande I.K.D. en 1937 une lutte fractionnelle sévère qui les laissa à la tête d'une organisation exsangue.

Trotsky, qui l'estimait beaucoup, réussit à obtenir pour lui et pour sa compagne Gertrude Schröter un visa mexicain. Mais l'affaire traîna des mois, malgré les démarches répétées de Van, car l'intéressé n'avait pas de passeport. Il arriva finalement à Veracruz le 7 février 1939 et recommença, sur les instances de Trotsky, à écrire pour la presse, *Socialist*

Appeal et *New International*. Il vivait dans la maison de Trotsky, cumulant les responsabilités de « garde » et de « secrétaire allemand ». Arrêté au lendemain de l'attentat du 24 mai, libéré après la protestation de Trotsky auprès du président Cárdenas, il semble avoir durement ressenti les critiques de ceux qui lui reprochaient de n'avoir pas tiré de coup de feu pendant la fusillade. Après la mort de Trotsky, il quitta la maison de Coyoacán, trouva du travail et milita dans la section mexicaine où il se faisait appeler Julián Suárez.

En 1947, il considéra comme une exclusion le refus du S.I. de la IV^e Internationale d'accepter l'affiliation du groupe qu'il animait avec Octavio Fernández. Avec Johre — qui avait rompu avec le trotskysme — il collabora, au temps de la guerre froide, au journal *Dinge der Zeit*, où il publia des articles résolument anticommunistes. Puis il se détourna de toute activité et même de tout intérêt politique, refusant jusqu'au bout tout contact, ancien et nouveau, lié à son passé militant.

Benjamin Suhl (1911-1981)

Nous disposons de beaucoup moins d'informations sur Benjamin Suhl, qui était jeune militant quand il émigra après la victoire de Hitler et rejoignit en exil le groupe I.K.D. de Johre-Fischer. C'est peut-être lui qui se dissimulait sous le nom de « Sommer ». Il réussit à gagner les Etats-Unis en 1938 et y reconstitua un groupe I.K.D. avec Georg Mohr (« Heinrich »). Ils reprirent la publication d'*Unser Wort*, et, après la venue de Johre, élaborèrent les fameuses « Dix Thèses » combattues avec acharnement par la direction du S.W.P. et condamnées ultérieurement par la IV^e Internationale. Après la rupture, Suhl suivit Johre, puis, à la mort de ce dernier, abandonna toute activité politique. Il était déjà relativement âgé quand il devint professeur et commença à enseigner à la Fairley Dickinson University dans le New Jersey. Il était considéré comme un spécialiste de Sartre et l'un de ses ouvrages a été traduit en français. Il voulait rester à l'écart de tout ce qui pouvait rappeler son activité passée.

Raymond *Florence*, de Neuves Maisons, ancien des Jeunesses communistes et de l'Opposition de Gauche, puis du P.C.I., est mort à Noël 1981. Nous attendons un article de ses camarades de l'Est de la France.

**Dans leurs numéros 1 à 10 (1979-1982)
Les Cahiers Léon Trotsky ont publié :**

Articles :		N°	Pages
Aranda, Francisco M.	Les Amis de Durruti	10	115-117
Blanco, Miguel	Le Livre que Trotsky n'a pas écrit	10	109-114
Breitman, George	Quand le journal de Hitler imprimait une lettre de Trotsky	1	101-103
Breitman, George	La discussion autour de l'amendement Ludlow	2	65-71
Broué, Pierre	Quelques proches collaborateurs de Trotsky	1	61-85
Broué, Pierre	Procès d'Américains à Moscou ou procès de Moscou à New York ? L'affaire Robinson-Rubens	3	151-173
Broué, Pierre	Procès manqué à Prague : l'affaire Grylewicz	3	141-143
Broué, Pierre	Trotsky et le Bloc des oppositions 1932	5	5-37
Broué, Pierre	Les Trotskystes en Union soviétique, 1928-1938	6	5-65
Broué, Pierre	Un Capitular à Paris : l'affaire Kharine	7/8	29-35
Broué, Pierre	La « Réconciliation » avec Molinier	9	61-68
Broué, Pierre	La Mission de Wolf en Espagne	10	75-84
<i>Cahiers Léon Trotsky</i>	Un point d'histoire : l'imprimerie clandestine et l'officier de Wrangel	4	21-37
Cavignac, Jean	Les Trotskystes espagnols dans la tourmente	10	67-74
Desolre, Guy	L'Antitrotskysme en U.R.S.S. aujourd'hui	5	53-67
Dreyfus, Michel	Des Femmes trotskystes et pacifistes sous le Front populaire	9	53-60
Dunaievskaia, Raia	Trotsky l'Homme	2	5-19
Frank, Pierre et Molinier, Raymond	A propos de la Crise du mouvement trotskyste en France dans la période d'avant-guerre	9	69-74
Gutierrez Álvarez, José	Les Péripiéties de Trotsky en Espagne	10	5-11
Hansen, Joseph	Avec Trotsky jusqu'au dernier moment	2	25-51
Joubert, Jean-Paul	Quand <i>L'Humanité</i> couvrait les traces des tueurs	3	203-205
Joubert, Jean-Paul	Trotsky et le Front populaire	9	27-51
Kehrmon, Michel	A propos d'une source de Deutscher	2	89-90
Kehrmon, Michel	Essénine et Trotsky	1	95-100
Keller, Fritz	Le Trotskysme en Autriche de 1934 à 1945	5	115-133
Maestro, Javier	La Campagne anti-trotskyste du P.C.E. de 1928 à 1939	10	91-107
Messina, Pietro	L'affaire Feroci en 1933	9	21-26
Naville, Pierre	Sur l'Assassinat de Rudolf Klement	2	73-77

Articles :

N° Pages

Pagès, Pelai	Le Mouvement trotskyste pendant la guerre civile en Espagne	10	47-66
Revol, René	Procès de Moscou en Espagne	3	121-139
Roche, Gérard	Défense et contre-enquête en France	3	61-108
Roche, Gérard	La Rupture de 1930 entre Trotsky et Molinier	9	9-20
Schafranek, Hans	Kurt Landau	5	71-95
Sheridan, Clare	Le Buste de Trotsky (prés: P. Frank)		
Vogelsanger, David	Tentative de contre-procès à Bâle	3	43-60
Weber, Sara	Souvenirs sur Trotsky	5	39-52
Institut Léon Trotsky	Des thèmes de recherche pour les historiens du P.C.F.	3	243-244

Documents :

Andrade, Juan	Note sur Narvitch	3	133
Breá, Ramón	A Madrid avec le POUM	10	119
Breton, André	Intervention à un meeting du POI	9	113
Cannon, James P.	Déclaration sur l'affaire Robinson	3	180
Desnots, Jacques	Procès-verbal d'une entrevue à HΔnefoss (juillet 1936)	9	92-99
Frank P., Molinier R, Trotsky, van Heijenoort	Correspondance 1940	9	106-110
Hic M. et Craipeau	Rapport sur la France (1940)	9	105-110
Low, Mary	Nin orateur	10	123-124
Martin des Pallières, Jeanne	Lettres à J. van Heijenoort	4	3-20
Martinet, Marcel	Lettre à L. Sedov	3	105-106
Munis G.	Deux Lettres (1937)	10	85-90
Naville, Pierre	Lettre à H. Solow	3	107-108
Nin, Andrés	Lettres à Trotsky (1928)	10	35-45
IV ^e Internationale	Documents du premier congrès (1938)	1	7-58
Secrétariat international	Procès-verbal de la réunion du 12 juillet 1936	9	89-91
Sedov, Léon	Lettre à Trotsky (1932)	5	36-37
Sedov, Léon	Lettre à Trotsky (1932) sur les voyages en U.R.S.S.	7/8	27-28
Sedov, Léon	Lettre à M. Martinet (1936)	3	101-104
Serret, Gilbert	Lettre sur la fédération de l'enseignement (1935)	9	86-88
Shachtman, Max	Déclaration (juillet 1936)	9	100-104
Solntsev, Elzéar	Lettre sur l'Opposition de gauche hors d'U.R.S.S.	7/8	43-54
Solow, Herbert	Le plan derrière l'affaire Rubens	3	183-188
Tresca, Carlo	Trois articles sur la disparition de Juliet Stuart Poyntz	9	189-198
Trotskyistes en U.R.S.S.	Déclarations politiques	6	69-104
	Textes de discussion	6	105-184
	Lettres de déportation	7/8	55/228

Textes de Trotsky :

A propos de la philosophie du surhomme (sur Nietzsche) 1900	1	105-120
Lettres d'Espagne (1916)	10	12-34
Lettre à Lénine (septembre 1921)	2	81-83
Lettre à Zinoviev (novembre 1922)	2	85-88
Lettres à Bertold Grad (1930)	5	97-102
Lettre à L. Sedov (1932)		

Textes de Trotsky :

A propos de la philosophie du surhomme (sur Nietzsche) 1900	1	105-120
Lettres d'Espagne (1916)	10	12-34
Lettre à Lénine (septembre 1921)	2	81-83
Lettre à Zinoviev (novembre 1922)	2	85-88
Lettres à Bertold Grad (1930)	5	97-102
Lettre à L. Sedov (1932)	5	35-36
Mes Relations avec l'Opposition en U.R.S.S. (1937)	7/8	13-26

Interview :

De Jean van Heijenoort par R. Prager	1	87-94
--------------------------------------	---	-------

Notices biographiques

(Les notices nécrologiques sont marquées de *)

Andrade* (7/8), Auinger (5), Aussmann (5), Berger (5), Berneri (3), Dallin* (9), Dewar (6), Duhl (5), Federn (5), Fischer Karl et Maria (5), Freund dit Moulin (3), E. Gabai (9), G. Gabai*-Itkine* (10), Gordon* (9), Grad (5), Gronich (5), Hansen* (2), Hindels (5), Hochrainer (5), Jabobovits (5), Kascha Franz, Kascha Léopold (5), Kramer (5), Landau (3), Lederer (5), Mayer Franz (5), Mink (3), Modotti (3), Negrete (3), Niescher (3), Nin (3), Pedrosa* (9), Plastrik* (9), Poulos* (7/8), Putz (5), E. Reed* (2), Rosini (3), Scheuer (5), Schöffmann (5), Strasser (5), Streicher (5), Tresca (3), Vidali (3).

Compte-rendus de lectures :

Brossat, Alain : Pas de poème pour Trotsky (5, 139-140)
Dreyfus, Michel et Godchau, Jean-François : Actualité bibliographique (1, 121-128)
(2, 103-128), (4, 79-95), (5, 141-154), (9, 115-127)
Maitan, Livio : Note de lecture (5, 76-78)
Roche, Gérard : Une thèse magistrale : *Contre-Procès* de T.R.Poole (3, 17-42)
Vergnon, Gilles : Du nouveau sur l'histoire du P.C.F. ? (9, 75-84)

Courrier des lecteurs :

Lettres de Mika Etchebehere (9), Pierre Broué (4), Pierre Frank (5 et 9), Daniel Guérin (2), Michel Kehrnon (4), Serge Lambert (4), Rodolphe Prager (2 et 4), Jean van Heijenoort (4), Gilbert Walusinski (4).

Chronologies :

Les numéros spéciaux sur « Les procès de Moscou dans le Monde » (3), « Les Trotskystes en Union soviétique » (7/8) comportent des chronologies.

LEON TROTSKY - ŒUVRES (E.D.I.)

La première série de la publication systématique et chronologique des *œuvres* de Trotsky, 1933-1940, articles, lettres et autres textes, pour la plupart inédits, couvre la dernière partie de sa vie, celle de la construction de la IV^e Internationale.

Œuvres 1, mars 1933-juillet 1933 (juin 1978)

Derniers mois en Turquie de Trotsky convaincu de la nécessité d'un nouveau P.C. en Allemagne après l'arrivée au pouvoir de Hitler et l'écrasement de la classe ouvrière, fruits de la politique stalinienne. C'est un tournant politique fondamental.

Œuvres 2, juillet 1933-octobre 1933 (septembre 1978)

Dès le début de son séjour en France, il s'agit, pour l'exilé de construire une nouvelle Internationale. Une conférence des socialistes de gauche, à Paris en août, réunit des partis et groupes ayant rompu avec les vieilles Internationales, alliés potentiels de l'Opposition de gauche internationale (« Déclaration des quatre »).

Œuvres 3, novembre 1933-avril 1934 (novembre 1978)

Incognito à Barbizon, Trotsky poursuit le combat pour la IV^e Internationale, l'analyse du tournant de 1933 et la définition des tâches de la révolution politique en U.R.S.S. En France, la montée des masses et leur aspiration à l'unité ouvrent des perspectives nouvelles. Mais la bourgeoisie ne peut plus assumer le risque de sa présence et l'expulse. Pour lui, le monde est désormais la « planète sans visa ».

Œuvres 4, avril 1934-décembre 1934 (février 1979)

Expulsé en France, Trotsky erre pour s'installer enfin à Domène (Isère), sous surveillance spéciale. Il s'enforce de convaincre ses camarades d'opérer un nouveau tournant, l'« entrisme » dans la S.F.I.O., qui déclenche une crise. L'assassinat de Kirov marque le début de la lutte contre les amalgames, la répression de masse en U.R.S.S. et l'extermination de l'Opposition de gauche, comme de toute opposition.

Œuvres 5, janvier 1934-juin 1935 (mai 1979)

Analysant l'assassinat de Kirov Trotsky propose d'organiser la défense des révolutionnaires d'U.R.S.S. La création aux Pays-Bas et aux Etats-Unis de nouveaux partis par fusion des sections de la L.C.I. et d'organisations centristes en évolution, lui permet de relancer le combat pour la IV^e Internationale (« Lettre ouverte »). Quelques succès de la politique « entriste » sont enregistrés, mais la montée des masses rend nécessaire la « sortie ». Trotsky obtient enfin un visa pour le Norvège.

Œuvres 6, juin 1935-septembre 1935 (octobre 1979)

En Norvège, Trotsky observe la plus grande prudence. La construction de la IV^e Internationale reste au centre de son activité. Suivant leur situation, les sections entrent dans les partis socialistes (Etats-Unis, Pologne), ou en sortent (France) quand l'entrisme a déjà porté ses fruits. Par ailleurs, les « décisions » du VII^e congrès confirmer ses pronostics sur l'évolution de l'I.C. et la persécution des révolutionnaires.

Œuvres 7, octobre 1935-décembre 1935 (février 1980)

Trotsky mène la discussion avec ceux de ses camarades qui subissent la pression de la politique du Front populaire. La R.S.A.P. scissionne et la crise de la section française commence. Les nouvelles d'U.R.S.S. indiquent l'ampleur de la répression et la force des idées « trotskystes ».

Œuvres 8, janvier-février 1936 (juin 1980)

Trotsky appuie l'« entrée » aux Etats-Unis et évite la scission dans ce pays, cependant que la section française explose en sortant. On se prépare à sortir en Belgique. Trotsky essaie de créer un comité de défense des emprisonnés en U.R.S.S.

Œuvres 9, mars 1936-mai 1936 (décembre 1980)

Trotsky poursuit son livre sur *La révolution trahie* et conseille ses amis américains et belges. Les dirigeants hollandais sont mécontents de l'entrisme aux Etats-Unis. Trotsky compte sur le règlement des questions par une conférence internationale.

Œuvres 10, juin 1936-juillet 1936 (mai 1981)

Alors que Trotsky achevait *La Révolution trahie* et préparait les documents pour la conférence internationale, le mouvement de grève en France, le début de la guerre civile espagnole donnent le signal de la « nouvelle montée » qu'il analyse. Il appelle la conférence à défendre les révolutionnaires russes.

Œuvres 11, août 1936-décembre 1936 (octobre 1981)

Quand éclate le cauchemar des procès de Moscou où les compagnons de Lénine « avouent » et le chargent de tous les crimes ; Trotsky est privé des moyens de se défendre par le gouvernement socialiste norvégien. Il lutte pied à pied et redoute pourtant le pire quand le Mexique lui accorde le droit d'asile.

Œuvres 12, décembre 1936-février 1937 (janvier 1982)

Trotsky est déjà au travail sur le bateau. Mais le répit mexicain est bref, avec l'ouverture du deuxième procès de Moscou et l'exécution de nouveaux vieux-bolcheviques. Cette fois Trotsky est libre et il pose les bases d'un « contre-procès » qui s'appuie avant tout sur ses camarades des Etats-Unis.